98e ANNÉE
VOL. 98

N° 35
463

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 3 septembre 1966

Quebec, Saturday, September 3, 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter, de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year, from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

L'Accueil Sainte-Cécile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Juliette B. Robitaille, ménagère, épouse de François Robitaille, 2070, boulevard Laurier, Sillery, Claude Grenier, ingénieur-géologue, 2196, Royal, Courville, et Ernest Larchelle, industriel, 34, Crémazie est, Québec, pour les objets suivants:

Établir un foyer où pourront être reçues les personnes âgées, sous le nom de « L'Accueil Sainte-Cécile inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3063-66

Ameublement Fuoco inc.
Fuoco Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Giuseppe Buffone, barbier, 8140, rue Fabre, app. 4, Enrico Fuoco, vendeur, 9645, Vianney, tous deux de Montréal, et Vincenzo Cammisano, barbier, 7305, Blondin, St-Léonard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, appareils de radio, appareils de télévision, dispositifs électriques, instruments de musique, jouets et nouveautés, sous le nom de « Ameublement Fuoco

Letters Patent

L'Accueil Sainte-Cécile inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Juliette B. Robitaille, housewife, wife of François Robitaille, 2070 Laurier Boulevard, Sillery, Claude Grenier, engineer-geologist, 2196 Royal Courville, and Ernest Larochelle, industrialist, 34 Crémazie East, Quebec, for the following purposes:

To establish a home to receive elderly people, under the name of "L'Accueil Sainte-Cécile inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is $3,000,000.

The head office of the corporation is at Villeneuve, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3063-66

Ameublement Fuoco inc.
Fuoco Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Buffone, barber, 8140 Fabre Street, Apt. 4, Enrico Fuoco, salesman, 9645 Vianney, both of Montreal, and Vincenzo Cammisano, barber, 7305 Blondin, St-Léonard, for the following purposes:

To deal in furniture, radios, television sets, electrical appliances, musical instruments, toys and novelties, under the name of "Ameublement Fuoco inc.— Fuoco Furniture Inc.", with a total

inc.— Fuoco Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10. chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7399, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2807-66

Analyx Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Robert Stewart, homme d'affaires, 210, Lakeshore Drive, Dorval, Alexander Lindsay Crawford, comptable agréé, 4255, Sir George-Simpson, Lachine, et Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce ayant pour but d'éprouver et d'évaluer les lubrifiants, les fluides hydrauliques et autres substances, sous le nom de « Analyx Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2955-66

L'Association des camionneurs du comté de Nicolet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Godin, Ste-Eulalie, Léonce Beauchemin, Ste-Monique, et Yvon Tousignant, Ste-Cécile-de-Lévrard, tous trois camionneurs, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de camions à bascule du comté de Nicolet, sous le nom de « L'Association des camionneurs du comté de Nicolet inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Perpétue, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3031-66

L'Association des industriels de St-Romuald-d'Etchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Dionne, Firmin Bernatchez, tous deux avocats, et Francine Lessard, secrétaire, fille majeure, tous trois de 580, Grande-Allée, Québec, pour les objets suivants:

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7399 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2807-66

Analyx Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Stewart, businessman, 210 Lakeshore Drive, Dorval, Alexander Lindsay Crawford, chartered accountant, 4255 Sir George-Simpson, Lachine, and Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on a business for the purpose of testing and evaluating lubricants, hydraulic fluids and other materials, under the name of "Analyx Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares having a par value of $1 each, 1,000 class "B" shares having a par value of $1 each and 380 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2955-66

L'Association des camionneurs du comté de Nicolet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Godin, Ste-Eulalie, Léonce Beauchemin, Ste-Monique, and Yvon Tousignant, Ste-Cécile-de-Lévrard, all three truckers, for the following purposes:

To group into an association the proprietors of dump-trucks of the county of Nicolet, under the name of "L'Association des camionneurs du comté de Nicolet inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Ste-Perpétue, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3031-66

L'Association des industriels de St-Romuald-d'Etchemin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Dionne, Firmin Bernatchez, both advocates, and Francine Lessard, secretary, fille majeure, all three of 580 Grande-Allée, Quebec, for the following purposes:

Grouper les propriétaires et exploitants d'industries dans le but de défendre et de favoriser leurs intérêts économiques et sociaux, sous le nom de « L'Association des industriels de St-Romuald-d'Etchemin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2802-66

To group together the proprietors and operators of industries for the purpose of defending and favoring their economic and social interests, under the name of "L'Association des industriels de St-Romuald-d'Etchemin inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2802-66

Association des propriétaires de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnie, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald Dubois, représentant d'assurances, 21, 6e Rue, Adrien Grand'Maison, courtier d'assurances, 38, 9e Rue, Rosaire Thibault, mécanicien, 41, 6e Rue, Léon Lanneville, commis, 43, 8e Rue, Raymond LeBrun, employé d'usine, 39, 8e Rue, et Paul Massicotte, soudeur, 56, 5e Rue, tous six de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Surveiller toute législation municipale et provinciale susceptible d'intéresser les propriétaires, sous le nom de « Association des propriétaires de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine inc. ».

La corporation n'acquerra ni ne possédera aucun bien immobilier.

Le siège social de la corporation est à Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2980-66

Association des propriétaires de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Réginald Dubois, insurance representative, 21, 6th Street, Adrien Grand'Maison, insurance broker, 38, 9th Street, Rosaire Thibault, mechanic, 41, 6th Street, Léon Lanneville, clerk, 43, 8th Street, Raymond LeBrun, plant employee, 39, 8th Street, and Paul Massicotte, welder, 56, 5th Street, all six of Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To watch all municipal and provincial legislation which might be of interest to proprietors, under the name of "Association des propriétaires de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine inc.".

The corporation will neither acquire nor hold any immovable property.

The head office of the corporation is at Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2980-66

Auto-Garde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jules Bellemare, garagiste, rue St-Jean, St-Henri-de-Mascouche, Jacques Despatis, vérificateur, 11302, St-Réal, Montréal, et Jacques Martin, commis de bureau, 10100, Place Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Auto-Garde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3104-66

Auto-Garde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Bellemare, garageman, St-Jean St., St-Henri-de-Mascouche, Jacques Despatis, verifier, 11302 St-Réal, Montreal, and Jacques Martin, office clerk, 10100 Place Meilleur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Auto-Garde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3104-66

B. J. Lumber & Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Duguay,

B. J. Lumber & Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Duguay, chartered accountant,

comptable agréé, Roch Roy, avocat, et Raymond Fournier, secrétaire, tous trois de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « B. J. Lumber & Construction Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à York, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2937-66

Beaver Leasing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 250, avenue Clarke, Westmount, Earl Cohen, étudiant en droit, 5475, Rosedale, et Sonya Schneyer, secrétaire, célibataire, 1110 ouest, Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie et d'équipement de toute espèce et de toute forme, sous le nom de « Beaver Leasing Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 980 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9393, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2990-66

Marcel Bourgeois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Marcel Bourgeois, constructeur, 13A, rue Coursol, Guy Blanchard, notaire, 7, Carré des Bois, et Suzanne Neveu, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Réjean Neveu, 56, rue Breton, tous trois de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Marcel Bourgeois inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2762-66

La Boutique El Paso inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Agathe Piché, commerçante, 11510, Pasteur, Jacqueline Gougeon, secretaire, 3600, Fullum, app. 30, toutes deux filles majeures, de Montréal, et Gemma Gauvin, secrétaire, épouse séparée de biens de Roger Leblanc, 391, rue Guilbault, Longueuil, pour les objets suivants:

Roch Roy, lawyer, and Raymond Fournier, secretary, all three of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "B. J. Lumber & Construction Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at York, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2937-66

Beaver Leasing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate and Queen's Counsel, 250 Clarke Avenue, Westmount, Earl Cohen, law student, 5475 Rosedale, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, 1110 Sherbrooke West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all manners and forms of machinery and equipment, under the name of "Beaver Leasing Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 980 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9393 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2990-66

Marcel Bourgeois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Bourgeois, constructor, 13A Coursol Street, Guy Blanchard, notary, 7 des Bois Square, and Suzanne Neveu, secretary, wife contractually separate as to property of Réjean Neveu, 56 Breton Street, all three of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Marcel Bourgeois inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2762-66

La Boutique El Paso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Agathe Piché, trader, 11510 Pasteur, Jacqueline Gougeon, secretary, 3600 Fullum, apt. 30, both filles majeures, of Montreal, and Gemma Gauvin, secretary, wife separate as to property of Roger Leblanc, 391 Guilbault St., Longueuil, for the following purposes:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « La Boutique El Paso inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2919-66

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "La Boutique El Paso inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2919-66

Brousseau & Grosso inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Donald Kujan, 3480, Côte-de-Liesse, Mont-Royal, Raymond Cartwright, 71, Devon, Baie-d'Urfé, et Ian G. W. Lundie, 45, Claude, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Brousseau & Grosso inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8254A, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2904-66

Brousseau & Grosso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Kujan, 3480 Côte-de-Liesse, Mount Royal, Raymond Cartwright, 71 Devon, Baie-d'Urfé, and Ian G. W. Lundie, 45 Claude, Beaconsfield, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Brousseau & Grosso inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 350 common shares of $100 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8254A, St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2904-66

C. B. T. Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, tous deux de 120, 90e Avenue, LaSalle, Howard Grief, avocat, 168 est, Notre-Dame, Montréal, et Yvon Ostigny, commis, 55, rue Ostigny, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « C. B. T. Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2907-66

C. B. T. Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, both of 120, 90th Avenue, LaSalle, Howard Grief, advocate, 168 Notre-Dame East, Montreal, and Yvon Ostigny, clerk, 55 Ostigny Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "C. B. T. Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2907-66

Cafétéria Vilnard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: René Villeneuve, comptable, Patricia Lessard, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Villeneuve, tous deux de 1848, Lortie, Giffard, et Gilberte Léonard, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Lavergne, 1602, Stanley, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Cafétéria Vilnard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Cafétéria Vilnard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Villeneuve, accountant, Patricia Lessard, housewife, wife separate as to property of the said René Villeneuve, both of 1848 Lortie, Giffard, and Gilberte Léonard, housewife, wife separate as to property of Paul Lavergne, 1602 Stanley, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Cafétéria Vilnard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $50 each and 600 preferred shares of $50 each.

Le siège social de la compagnie est 1848, Lortie, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3056-66

Canada distribution Forgues ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Cécile Corbeil, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6580, 26e Avenue, Montréal, Suzanne Forest, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Forgues, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 144, Tourangeau, Laval, et Pierre Thomas, avocat, 250, Des Écores, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Canada distribution Forgues ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2584-66

Catudal & Abelly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin Côte-St-Luc, Montréal, Barry H. Shapiro, avocat, 5367, avenue Westmore, Montréal, Allan Lutfy, étudiant en droit, 1780, boulevard Laird, Mont Royal, et Mary Goldman, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, boulevard Elizabeth, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « Catudal & Abelly Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3039-66

Charbonneau Pattern Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation: André Gervais, 5155, avenue Clanranald, Raymond LeMoyne, 3414, rue Stanley, et Peter Gundy, 3495, rue Peel, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Charbonneau Pattern Shop Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

The head office of the company is at 1848 Lortie, Giffard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3056-66

Canada distribution Forgues ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Corbeil, secretary, fille majeure using her rights, 6580, 26th Avenue, Montreal, Suzanne Forest, trader, wife contractually separate as to property of Roland Forgues, and duly authorized by him for the presents, 144 Tourangeau, Laval, and Pierre Thomas, lawyer, 250 Des Écores, Laval, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Canada distribution Forgues ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2584-66

Catudal & Abelly Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, Barry H. Shapiro, advocate, 5367 Westmore Avenue, Montreal, Allan Lutfy, law student, 1780 Laird Boulevard, Mount Royal, and Mary Goldman, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth Boulevard, Laval, for the following purposes:

To do business as garage-keepers, under the name of "Catudal & Abelly Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3039-66

Charbonneau Pattern Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gervais, 5155 Clanranald Avenue, Raymond LeMoyne, 3414 Stanley Street, and Peter Gundy, 3495 Peel Street, all three lawyers of Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing of wood, under the name of "Charbonneau Pattern Shop Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2865-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2865-66

Chic Boutique Liza inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Dr Jean-Marie Quenneville, médecin, Liza Boudreau, marchande, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Quenneville, tous deux de 11305, St-Réal, Montréal, et Paul Boudreau, comptable, 129, Greenfield, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des ateliers et magasins de vêtements féminins et accessoires, sous le nom de « Chic Boutique Liza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2757-66

Chic Boutique Liza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Jean-Marie Quenneville, doctor, Liza Boudreau, trader, wife separate as to property of said Jean-Marie Quenneville, both of 11305 St-Réal, Montreal, and Paul Boudreau, accountant, 129 Greenfield, Greenfield Park, for the following purposes

To operate and direct workshops and stores dealing in feminine clothing and their accessories, under the name of "Chic Boutique Liza inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2757-66

Chomedey Employment Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Thomas Stuart Gillespie, avocat, Guy Ambrose Miller, gérant, et Colin Richard Chisholm, commis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et agents pour toute entreprise personnelle ou commerciale, sous le nom de « Chomedey Employment Service Ltd. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2372-66

Chomedey Employment Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Stuart Gillespie, advocate, Guy Ambrose Miller, manager, and Colin Richard Chisholm, clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any personal or commercial enterprise, under the name of "Chomedey Employment Service Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2372-66

Cité Sanitaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean Bernard, marchand, Angelina Marcogliese, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean Bernard, tous deux de 1108, Val Martin, et J.-Adélard Larocque, administrateur, 75, boulevard des Prairies, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Nettoyer des puisards, fausses septiques et des réservoirs de toutes sortes, sous le nom de « Cité Sanitaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3820, Souvenir, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3074-66

Cité Sanitaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Bernard, merchant, Angelina Marcogliese, secretary, wife separate as to property of the said Jean Bernard, both of 1108 Val Martin, and J.-Adélard Larocque, administrator, 75 des Prairies Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To clean draining wells, septic tanks and reservoirs of all kinds, under the name of "Cité Sanitaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3820 Souvenir, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3074-66

Marc et Rémi Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jacques Duquette, 11, rue St-Paul ouest, Guy Godard, 82, rue St-Venant, tous deux avocats, et Liliane Piché, secrétaire, fille majeure, 65, rue St-Joseph, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique en général, sous le nom de « Marc et Rémi Cloutier inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3033-66

Club Québec-Caraïbes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, Pierre Champagne, 625, Calixa-Lavallée, tous trois notaires, de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Club Québec-Caraïbes inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $30 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $30 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3010-66

Club sportif St-Christophe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Pinard, avocat, 9, avenue des Cèdres, Ginette Rousseau, ménagère, épouse séparée de biens de Yvon Labelle, 104b, St-Jean-Baptiste, et Clairette Houle, secrétaire, fille majeure, 74a, boulevard Jutras est, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club sportif St-Christophe inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2755-66

Eddy Cohen Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Harold W. Ashen-

Marc et Rémi Cloutier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Duquette, 11 St. Paul Street west, Guy Godard, 82 St. Venant Street, both advocates, and Liliane Piché, secretary, fille majeure, 65 St. Joseph Street, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To promote sport and physical culture, in general, under the name of "Marc et Rémi Cloutier inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3033-66

Club Québec-Caraïbes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier Avenue, François Rainville, 1348 Frontenac, Pierre Champagne, 625 Calixa-Lavallée, all three notaries, of Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Club Québec-Caraïbes inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of $30 each and 9,000 preferred shares of $30 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3010-66

Club sportif St-Christophe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Pinard, advocate, 9 des Cèdres Avenue, Ginette Rousseau, housewife, wife separate as to property of Yvon Labelle, 104b St-Jean-Baptiste, and Clairette Houle, secretary, fille majeure, 74a Jutras Boulevard East, all three of Victoriaville, for the following purposes:

Organisation of a recreational centre, under the name of "Club sportif St-Christophe inc.".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2755-66

Eddy Cohen Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold W. Ashenmil, 5911 Dol-

mill, 5911, Dolbeau, Julian Kotler, 5806, Hudson, et Stanley R. Shuster, 5526, Ashdale, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une agence de ventes et agent de manufacturier, sous le nom de « Eddy Cohen Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 340 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5734, Westluke, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2972-66

Coleraine Asbestos Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean Venne, étudiant, 4290, avenue de Lorimier, Marcelle Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 4292, avenue de Lorimier, tous deux de Montréal, et Marcelle Laberge, ménagère, épouse séparée de biens de Lucien Venne, 263, rue de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'exploitation de l'amiante et de tous autres produits miniers, sous le nom de « Coleraine Asbestos Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4292, avenue de Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3037-66

Conseil Économique de Portneuf inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Duplain, St-Raymond, Léopold Beaudry, St-Basile, Raoul Mathieu, Donnacona, tous trois industriels, Gérald de la Chevrotière, avocat, St-Marc-des-Carrières, et Paul Guillemette, notaire, Donnacona, pour les objets suivants:

Promouvoir et orienter le développement social et économique du comté de Portneuf, sous le nom de « Conseil Économique de Portneuf inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Deschambault, (La Gorgendière), district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 1114-66

Construction Donald ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Antoine Filteau, camionneur, 117, avenue St-Joseph, Charles-A. Lagacé

Lagacé, camionneur, et Simone Filteault, ménagère, épouse dudit Charles-A. Lagacé, ces deux derniers de 626, avenue Royale, tous trois de Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Donald ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 117, avenue St-Joseph, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2963-66

La corporation des loisirs de Saint-Zéphirin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Chartrand, technicien électronicien, Armand Dionne, Clément Maillette, Paul Leclerc, Georges Lemaire, tous quatre cultivateurs, Réjean Turcotte, commerçant boucher, Charles Lemire, camionneur, Dame Jean-Guy Bibeau, ménagère, épouse de Jean-Guy Bibeau, tous huit de Saint-Zéphirin-de-Courval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « La corporation des loisirs de Saint-Zéphirin ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,035.

Le siège social de la corporation est à Saint-Zéphirin-de-Courval, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 1401-66

Le Corps de cadets Gailuron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Leduc, commerçant, rue Delisle, Jean-Philippe Tardif, pharmacien, 101, rue St-Marc, et Antoine Chantal, assistant-gérant, 488, Ste-Geneviève, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Constituer un ou des corps de cadets, sous le nom de « Le Corps de cadets Gailuron inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2938-66

Digimac Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, 134, Chemin Finchley, tous deux avocats, de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, fille majeure, 5622, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

and Simone Filteault, housewife, wife of the said Charles-A. Lagacé, the two latter of 626 Royale Avenue, all three of Beauport, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction Donald ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 117 St-Joseph Avenue, Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2963-66

La corporation des loisirs de Saint-Zéphirin

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léo Chartrand, technician-electronician, Armand Dionne, Clément Maillette, Paul Leclerc, Georges Lemaire, all four farmers, Réjean Turcotte, trader-butcher, Charles Lemire, trucker, Mrs. Jean-Guy Bibeau, housewife, wife of Jean-Guy Bibeau, all eight of Saint-Zéphirin-de-Courval, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "La corporation des loisirs de Saint-Zéphirin".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $1,035.

The head office of the corporation is at Saint-Zéphirin-de-Courval, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 1401-66

Le Corps de cadets Gailuron inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Leduc, trader, Delisle St., Jean-Philippe Tardif, pharmacist, 101 St-Marc St., and Antoine Chantal, assistant manager, 488 Ste-Geneviève, all three of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To constitute one or several cadet corps, under the name of "Le Corps de cadets Gailuron inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2938-66

Digimac Electronics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, 134 Finchley, Road, both advocates, of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, fille majeure, 5622 Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce d'ingénieurs mécaniciens, consultants, vendeurs et manufacturiers d'unités, moteurs et autre machinerie, sous le nom de « Digimac Electronics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3009-66

To carry on business as mechanical engineers, consultants, dealers and manufacturers of plants, engines and other machinery, under the name of "Digimac Electronics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3009-66

Diplomat Industries Ltd.
Industries Diplomates ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Markus Rosenzweig, bijoutier, Bertha Werzberger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Markus Rosenzweig, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6303, avenue DeVimy, Montréal, Albert Marcus, 1063, avenue Mont-Royal, Outremont, et Isidore R. Prazoff, 7034, chemin Kildare, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bracelets de montres, bracelets, bijouterie, montres et accessoires, sous le nom de « Diplomat Industries Ltd. — Industries Diplomates ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2973-66

Diplomat Industries Ltd.
Industries Diplomates ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Markus Rosenzweig, jeweller, Bertha Werzberger, housewife, wife separate as to property of the said Markus Rosenzweig, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6303 DeVimy Avenue, Montreal, Albert Marcus, 1063 Mount Royal Avenue, Outremont, and Isidore R. Prazoff, 7034 Kildare Road, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in watch bands, bracelets, jewellery, watches and accessories, under the name of "Diplomat Industries Ltd. — Industries Diplomates ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2973-66

Distributeurs Rys ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Yvon Simoneau, restaurateur, Léo Simoneau, homme de service, tous deux de 245, rue Christophe-Colomb, et Marcel Simoneau, distributeur, 148, rue John, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines distributrices, sous le nom de « Distributeurs Rys ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3077-66

Distributeurs Rys ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Simoneau, restaurant keeper, Léo Simoneau, service man, both of 245 Christophe-Colomb Street, and Marcel Simoneau, distributor, 148 John Street, all three of Cowansville, for the following purposes:

To deal in vending machines, under the name of "Distributeurs Rys ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3077-66

Dynamic Tool Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, outils et équipement, sous le nom de « Dynamic Tool Corporation », avec un capital total de $40,000,

Dynamic Tool Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier, Laval, for the following purposes:

To deal in machinery, tools and equipment, under the name of "Dynamic Tool Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided

divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10380, Belvedère, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2903-66

École de Montréal Est ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1966, constituant en corporation: Allan B. Frank, avocat, Joyce Frank, avocat, épouse séparée de biens dudit Allan B. Frank, tous deux de 3655, Ridgewood, app. 407, et Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 4488, ouest, rue Ste-Catherine, app. P-4, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer une école privée professionnelle, sous le nom de « École de Montréal Est ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11477, rue Rivet, Montréal est, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2751-66

Édifices Ross inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jude Ross, marchand, Laurence Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jude Ross, tous deux de Ste-Flavie, et Raymond Madore, comptable agréé, 19, rue Ménard, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifices Ross inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 86, boulevard Jacques-Cartier sud, Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2984-66

Les Entreprises Bord de l'eau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, 652, avenue Outremont, Outremont, John L. Liberman, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, et Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Bord de l'eau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10380 Belvedère, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2903-66

École de Montréal Est ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan B. Frank, lawyer, Joyce Frank, lawyer, wife separate as to property of the said Allan B. Frank, both of 3655 Ridgewood, Apt. 407, and Louise Tremblay, secretary, spinster of the full age of majority, 4488 St. Catherine Street West, Apt. P-4, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a private vocational school, under the name of "Ecole de Montréal Est ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 11477 Rivet Street, Montreal East, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2751-66

Édifices Ross inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jude Ross, merchant, Laurence Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jude Ross, both of Ste-Flavie, and Raymond Madore, chartered accountant, 19 Ménard St., Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Édifices Ross inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 86 Jacques-Cartier Blvd. south, Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2984-66

Les Entreprises Bord de l'eau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving I. Finkelberg, 652 Outremont Avenue, Outremont, John L. Liberman, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, and Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Les Entreprises Bord de l'eau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à 590, Labelle Boulevard, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3053-66

Les Entreprises Morissette et Fortier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Henri Morissette, commerçant, Louisa Rouillard, ménagère, épouse commune en biens dudit Henri Morissette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 259, Cabot, et Armand Fortier, commerçant, 262, Lapointe, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Entreprises Morissette et Fortier ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 224, rue La Salle, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2930-66

Entreprises Pomerleau-Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Rosaire Pomerleau, plombier, 173, Collège, Onil Pomerleau, 857, Didace, Ronald Pomerleau, 160, Victoria, tous deux commerçants, Roger Roy, agent d'assurances, Chalmer, tous quatre de Magog, et Normand Roy, ingénieur, 1755, Prospect, app. 24, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Entreprises Pomerleau-Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3019-66

Équipements de sport Metro inc.
Metro Sport Equipments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Dominique Zuccala, marchand, 8309, De Gaspé, Robert Zuccala, vendeur, 6646, Viau, et Paul Lanctôt, gérant, 8246, De Gaspé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et vêtements de sport, sous le nom de « Équipements de sport Metro inc.— Metro Sport Equipments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at 590 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3053-66

Les Entreprises Morissette et Fortier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Morissette, trader, Louisa Rouillard, housewife, wife common as to property of said Henri Morissette, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 259 Cabot, and Armand Fortier, trader, 262 Lapointe, all three of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Entreprises Morissette et Fortier ltée", with a capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 224 La Salle Street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2930-66

Entreprises Pomerleau-Roy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Pomerleau, plumber, 173 Collège, Onil Pomerleau, 857 Didace, Ronald Pomerleau, 160 Victoria, both traders, Roger Roy, insurance agent, Chalmer, all four of Magog, and Normand Roy, engineer, 1755 Prospect, apt. 24, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Pomerleau-Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3019-66

Équipements de sport Metro inc.
Metro Sport Equipments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominique Zuccala, merchant, 8309 De Gaspé, Robert Zuccala, salesman, 6646 Viau, and Paul Lanctôt, manager, 8246 De Gaspé, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sports articles and clothing, under the name of "Équipements de sport Metro inc.— Metro Sport Equipments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2582-66

Exclusive Carpet Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tapis, carpettes, couvre-planchers, nattes et textile, sous le nom de « Exclusive Carpet Company Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2281-66

Fashion Agencies Inc.
Agences Fashion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Bernard Clarke, directeur, 45, Maple Circle, Dollard-des-Ormeaux, Alexander Clarke, directeur, 4690, Carlton, et Bernard S. Mergler, avocat, 4867, Cumberland, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits de toilette et de cosmétiques, sous le nom de « Fashion Agencies Inc. — Agences Fashion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 355, rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2741-66

Fine Threads Ltd.
Fils à coudre fins ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fils, dentelles, épingles, rubans commerciaux, industriels et domestiques, sous le nom de « Fine Threads Ltd. — Fils à coudre fins ltée », avec un capital total de

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2582-66

Exclusive Carpet Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in carpets, carpeting, floor coverings, matting and textiles, under the name of "Exclusive Carpet Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2281-66

Fashion Agencies Inc.
Agences Fashion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Clarke, director, 45 Maple Circle, Dollard-des-Ormeaux, Alexander Clarke, director, 4690 Carlton, and Bernard S. Mergler, advocate, 4867 Cumberland, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in cosmetic and toiletery products, under the name of "Fashion Agencies Inc. — Agences Fashion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 355 St. Peter Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2741-66

Fine Threads Ltd.
Fils à coudre fins ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To deal in commercial, industrial and domestic threads, laces, ribbons, pins, under the name of « Fine Threads Ltd. — Fils à coudre fins ltée », with a total capital stock of $40,000, divided

$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2856-66

Fleuriste Place Bonaventure inc.
Place Bonaventure Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1966, constituant en corporation: Armand Valois, marchand, 78, Les Bouleaux, Laval, Hector Côté, artiste, 4456, Papineau, Montréal, et Suzanne Valois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Charbonneau, 1190, Chamerand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, sous le nom de « Fleuriste Place Bonaventure inc.— Place Bonaventure Florist Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3030-66

Fleuriste Valois inc.
Valois Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1966, constituant en corporation: Armand Valois, marchand, Marie Taraby, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Valois, tous deux de 78, Les Bouleaux, Laval, Francine Valois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Trudeau, 55, St-Jude, Laval, et Suzanne Valois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Charbonneau, 1190, Chamerand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, sous le nom de « Fleuriste Valois inc.— Valois Florist Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 412, rue Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3029-66

Garage Vaugeois incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, avocat, 3105, rue St-Zotique est, Montréal, Pierre Panneton, avocat, 4350, rue Coolbrook, Montréal, et Jean-Marcel Bernier, avocat, 1040, Pie X, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Vaugeois incorporé », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2856-66

Fleuriste Place Bonaventure inc.
Place Bonaventure Florist Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Valois, merchant, 78 Les Bouleaux, Laval, Hector Côté, artist, 4456 Papineau, Montreal, and Suzanne Valois, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Charbonneau, 1190 Chamerand, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as florists, under the name of "Fleuriste Place Bonaventure inc.— Place Bonaventure Florist Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3030-66

Fleuriste Valois inc.
Valois Florist Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Valois, trader, Marie Taraby, housewife, wife contractually separate as to property of said Armand Valois, both of 78 Les Bouleaux, Laval, Francine Valois, housewife, wife contractually separate as to property of Paul Trudeau, 55 St-Jude, Laval, and Suzanne Valois, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Charbonneau, 1190 Chamerand, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as florists, under the name of "Fleuriste Valois inc.— Valois Florist Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 412 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3029-66

Garage Vaugeois incorporé

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, advocate, 3105 St-Zotique St. east, Montreal, Pierre Panneton, advocate, 4350 Coolbrook St., Montreal, and Jean-Marcel Bernier, advocate, 1040 Pie X, Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Garage Vaugeois incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 72, rue du Collège, Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3041-66

The Gaspé Deanery Camp Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Vénérable John Comfort, recteur d'église, Gaspé, Harry Jones, administrateur, York, (Gaspé Harbour), John Becquet, retraité, Haldimand, et Austin D. Miller, comptable, Douglas West, (Sandy Beach), pour les objets suivants:

Gérer un camp d'été, sous le nom de « The Gaspé Deanery Camp Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3044-66

Gaz Propane Richmond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Wilfrid Lupien, marchand, Armand Asselin, commis, et Clémence Tremblay, secrétaire, fille majeure, tous trois de Richmond, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz propane et de tous ses produits, sous le nom de « Gaz Propane Richmond Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 3,800 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $5 chacune et 3,800 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, nord, rue Principale, Richmond, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 1796-66

Gerry's Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Gérard D'Arcy, commerçant, Gisèle Grenier, commerçante, épouse séparée de biens dudit Gérard D'Arcy, tous deux de route rurale numéro 4, Granby, et Rénald Cyr, commerçant, boulevard Bourque, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Gerry's Snack Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2779-66

The head office of the company is at 72, du Collège St., Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3041-66

The Gaspé Deanery Camp Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Venerable John Comfort, church rector, Gaspé, Harry Jones, administrator, York, (Gaspé Harbour), John Becquet, retired, Haldimand, and Austin D. Miller, accountant, Douglas West, (Sandy Beach), for the following purposes:

To operate a summer camp, under the name of "The Gaspé Deanery Camp Association Inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3044-66

Gaz Propane Richmond Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid Lupien, merchant, Armand Asselin, clerk, and Clémence Tremblay, secretary, fille majeure, all three of Richmond, for the following purposes:

To deal in Propane Gas and all its products, under the name of "Gaz Propane Richmond Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of the par value of $100 each, 3,800 preferred shares class "A" of the par value of $5 each and 3,800 preferred shares class "B" of the par value of $5 each.

The head office of the company is at 52 Main Street North, Richmond, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 1796-66

Gerry's Snack Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard D'Arcy, merchant, Gisèle Grenier, merchant, wife separate as to property of the said Gérard D'Arcy, both of rural route number 4, Granby, and Rénald Cyr, merchant, Bourque boulevard, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Gerry's Snack Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

16428 2779-66

GiGi Lounge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Constance Desmarais, 10587, St-Hubert, Lorraine Larrivée, 3350, Linton, et Pauline Marandola, 3453, Orléans, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, salles à repas et salles à manger, sous le nom de « GiGi Lounge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3113-66

Granuroc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, 3420, Hutchison, app. 1, William M. Cameron, homme d'affaires, 2090, rue Sherbrooke ouest, et Francis J. Gaboury, chef de bureau, 4379, avenue Old Orchard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des carrières, sous le nom de « Granuroc ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3420, Hutchison, appartement 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3016-66

J. Groleau & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jacques Désilets, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, Yvon Martineau, 657, rue Godbout, et Gilles Perreault, 1046, rue St-François-Xavier, ces deux derniers de Trois-Rivières, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « J. Groleau & fils ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Roch-de-Mékinac, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2833-66

Groupe des Espadons, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions:

GiGi Lounge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constance Desmarais, 10587 St-Hubert, Lorraine Larrivée, 3350 Linton, and Pauline Marandola, 3453 Orléans, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, and dining halls, under the name of "GiGi Lounge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3113-66

Granuroc ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claire Wilisky, secretary, fille majeure, 3420 Hutchison, apt. 1, William M. Cameron, businessman, 2090 Sherbrooke Street West, and Francis J. Gaboury, office manager, 4379 Old Orchard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To own and operate quarries, under the name of "Granuroc ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3420 Hutchison, apartment 1, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3016-66

J. Groleau & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Désilets, 257 Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, Yvon Martineau, 657 Godbout St., and Gilles Perreault, 1046 St-François-Xavier St., the two latter of Trois-Rivières, all three accountants, for the following purposes:

The industry and commerce dealing in wood, under the name of "J. Groleau & fils ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 800 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St-Roch-de-Mékinac, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2833-66

Groupe des Espadons, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Mona Archer, réceptionniste, fille majeure, 1046, Chaumont, Michel Giasson, analyste de systèmes I. B. M., 2040, Bourbonnière, tous deux de Sillery, et Albert Genois, dessinateur, 837, Delage, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Groupe des Espadons, inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 2040, avenue Bourbonnière, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3127-66

Guidi ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Oscar Guidi, industriel, 3800, de la Peltrie, Cécile Corbeil, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6580, 26e avenue, tous deux de Montréal, et Pierre Thomas, avocat, 250, Des Écores, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Guidi ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2798-66

Hampstead Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en Loi de la reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, avocat, 28, chemin Stratford, Hampstead, et Eileena Murphy, secrétaire, fille majeure, 18, chemin Salisbury, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de portefeuille et de placements, sous le nom de « Hampstead Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3126-66

Hôtelleries d'Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1966, constituant en corporation: François Wilhelmy, Guy Guérard, tous deux avocats, Roseline Major, et Annette Daveluy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de 1833, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Mona Archer, receptionist, fille majeure, 1046 Chaumont, Michel Giasson, I. B. M. system analyst, 2040 Bourbonnière, both of Sillery, and Albert Genois, designer, 837 Delage, Ste-Foy, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Groupe des Espadons, inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at 2040 Bourbonnière Avenue, Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3127-66

Guidi ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Guidi, industrialist, 3800 de la Peltrie, Cécile Corbeil, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 6580, 26th Avenue, both of Montreal, and Pierre Thomas, advocate, 250 Des Écores, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of all products, articles and merchandise, under the name of "Guidi ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2798-66

Hampstead Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, advocate, 28 Stratford Road, Hampstead, and Eileena Murphy, secretary, spinster, 18 Salisbury Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, holding and investment company, under the name of "Hampstead Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3126-66

Hôtelleries d'Anjou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Wilhelmy, Guy Guérard, both advocates, Roseline Major, and Annette Daveluy, the latter two secrtaries, filles majeures, all four of 1833 Sherbrooke Street East, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes, restaurateurs, traiteurs, sous le nom de « Hôtelleries d'Anjou inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1833, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2626-66

To carry on business as hotel keepers, tavern keepers, inn keepers, restaurateurs, caterer, under the name of "Hôtelleries d'Anjou inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1833 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2626-66

Hôtel Létourneau & Rancourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Ernest Létourneau, entrepreneur, 541, boulevard Lacroix, Léo Rancourt, hôtelier, 154, 29e Rue, et Claude Guertin, notaire, 422, 1re Avenue, tous trois de la ville de St-Georges, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Létourneau & Rancourt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est en la ville de St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2978-66

Hôtel Létourneau & Rancourt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Létourneau, contractor, 541 Lacroix Boulevard, Léo Rancourt, innkeeper, 154, 29th Street, and Claude Guertin, notary, 422, 1st Avenue, all three of the town of St-Georges, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Létourneau & Rancourt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at the town of St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2978-66

Les Immeubles Sud inc.
South Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Henry M. Steinberg, avocat, Charlotte Roux, and Monique Foinels, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 360, ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Sud inc.— South Realties Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 864, rue St-Laurent, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2658-66

Les Immeubles Sud inc.
South Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry M. Steinberg, advocate, Charlotte Roux, and Monique Foinels, the latter two secretaries, spinsters, all three of 360 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Sud inc.— South Realties Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 800 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 864 St-Laurent Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2658-66

Imprimerie LeBlond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Bernard LeBlond, imprimeur, Paule-Aimée LeBlond, ménagère, épouse dudit Bernard LeBlond, tous deux de 984, Manicouagan, et Émilien Poirier, pressier, 221, Falaise, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie LeBlond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Imprimerie LeBlond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard LeBlond, printer, Paule-Aimée LeBlond, housewife, wife of the said Bernard LeBlond, both of 984 Manicouagan, and Émilien Poirier, pressman, 221 Falaise, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie LeBlond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2962-66

L'Imprimerie Rovancel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Yvan Letiec, imprimeur, 400, de la Colombière est, Québec, Marcel Barrette, commerçant, 7540, Doucet, Charlesbourg, et Roland Joncas, imprimeur, 5853, des Glaieuls, Orsainville pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « L'Imprimerie Rovancel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1192, rue St-Vallier est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3040-66

Les Intérêts Roger Hénaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Lucille Desmarais, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7e Avenue, Cécile Caron, épouse séparée de biens d'Auguste Houde, 160, rue Dumoulin, et Mireille Gaudet, épouse séparée de biens de Réginald Ruest, 701a, rue St-Pierre, toutes trois secrétaires, de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Intérêts Roger Hénaire inc. », avec un capital total de $306,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2045, Daniel, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2553-66

Les Investissements Léon Lebrun inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Estelle Cyr, 3415, Girouard, et Alma Chartrand, 1621, Émard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Léon Lebrun inc. », avec un capital total de $600,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 590,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2962-66

L'Imprimerie Rovancel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Letiec, printer, 400 de la Colombière east, Quebec, Marcel Barrette, trader, 7540 Doucet, Charlesbourg, and Roland Joncas, printer, 5853 des Glaieuls, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "L'Imprimerie Rovancel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1192 St-Vallier St. East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3040-66

Les Intérêts Roger Hénaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucille Desmarais, wife separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Avenue, Cécile Caron, wife separate as to property of Auguste Houde, 160 Dumoulin Street, and Mireille Gaudet, wife separate as to property of Réginald Ruest, 701a St-Pierre Street, all three secretaries of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Intérêts Roger Hénaire inc.", with a total capital stock of $306,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each, 100 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 30,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2045 Daniel, Drummondville-South, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2553-66

Les Investissements Léon Lebrun inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Avenue, Outremont, Estelle Cyr, 3415 Girouard, and Alma Chartrand, 1621 Émard, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Investissements Léon Lebrun inc.", with a total capital stock of $600,000, divided into 50 common shares of $100 each, 590,000 class "A" preferred shares of $1 each and 5,000 class "B" preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2763-66

Les Investissements Val-Bec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1966, constituant en corporation: Bernard Reis, 4906, Fulton, C. Ralph Lipper, 4350, Sherbrooke ouest, et Robert S. Litvack, 5217, Ponsard, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Val-Bec inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 290 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 57, rue Nicholson, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 654-66

Isojoint inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Maurice Leroux, administrateur, Montée Prévert, Beloeil, Paul Hurtubise, 5160, rue Decelles, Roland-G. Chauvin, 11530, rue Dépatie, tous deux avocats, Bérengère Gaudet, notaire, fille majeure, 1400, avenue des Pins ouest, tous trois de Montréal, et Marc Brière, avocat, rue du Club, Dorion, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Isojoint inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3090-66

Jeune Chambre de Duvernay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Deschamps, dessinateur, 612, Notre-Dame de Fatima, Gilles Charbonneau, comptable, 1090, Bousquet, app. 1, Jean-Paul Lavoie, sous-entrepreneur, 103, Conrad, et André Maillet, assistant-gérant, 480, Laval, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « Jeune Chambre de Duvernay ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 1119-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2763-66

Les Investissements Val-Bec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 4906 Fulton, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke west, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Investissements Val-Bec inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 290 preferred shares of a nominal value of $1,000 each.

The head office of the company is at 57 Nicholson St., Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 654-66

Isojoint inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Leroux, administrator, Montée Prévert, Beloeil, Paul Hurtubise, 5160 Decelles St., Roland-G. Chauvin, 11530 Dépatie St., both advocates, Bérengère Gaudet, notary, fille majeure, 1400 des Pins Ave. west, all three of Montreal, and Marc Brière, advocate, du Club St., Dorion, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of building materials, under the name of "Isojoint inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3090-66

Jeune Chambre de Duvernay

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léo Deschamps, designer, 612 Notre-Dame de Fatima, Gilles Charbonneau, accountant, 1090 Bousquet, Apt. 1, Jean-Paul Lavoie, sub-contractor, 103 Conrad, and André Maillet, assistant-manager, 480 Laval, all four of Laval, for the following purposes:

To form and direct a social club, under the name of "Jeune Chambre de Duvernay".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $10,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 1119-66

K. P. Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gaston Couture, garagiste, Thérèse Bouthot, ménagère, épouse dudit Gaston Couture, tous deux de 3550, boulevard Laurier, Douville, Ernest Couture, garagiste, et Lise Laliberté, ménagère, épouse dudit Ernest Couture, ces deux derniers de St-Thomas-d'Aquin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « K. P. Québec, inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3022-66

K. P. Québec, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Couture, garage keeper, Thérèse Bouthot, housewife, wife of said Gaston Couture, both of 3550 Laurier Boulevard, Douville, Ernest Couture, garage keeper, and Lise Laliberté, housewife, wife of said Ernest Couture, the latter two of St-Thomas-d'Aquin, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and to carry on business as garage keepers, under the name of "K. P. Québec, inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3022-66

Michel Kelly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Michel Kelly, poseur de lattes, Ginette Bédard, secrétaire, épouse dudit Michel Kelly, tous deux de 861½ boulevard Pie XII, Ste-Foy, et Michel Bédard, plâtrier, 315, rue St-Jean, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs spécialisés pour la pose de lattes métalliques, planches de plâtre, gypse, plâtre, amiante et planches, sous le nom de « Michel Kelly inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 861½, boulevard Pie XII, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2821-66

Michel Kelly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Kelly, lath layer, Ginette Bédard, secretary, wife of said Michel Kelly, both of 861½ Pie XII Boulevard, Ste-Foy, and Michel Bédard, plasterer, 315 St-John Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as specialized contractors for the laying of metal laths, plaster planks, gypsum, plaster, asbestos and planks, under the name of "Michel Kelly inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 861½ Pie XII Boulevard, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2821-66

Kenny-United Tours Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Edward Binney Fairbanks, avocat et conseil en Loi de la reine, 4779, avenue Grosvenor, Jean Nowak, secrétaire, épouse de Fernand Corneillier, 4110, avenue Melrose tous deux de Montréal, Gysel Boulet, secrétaire, épouse de Richard Savoie, 172, 93e avenue, Pointe-aux-Trembles, et Evelyn Desmarais, secrétaire, épouse de Wayne Grimble, 1540, 35e avenue, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport et organiser et diriger des excursions, voyages et croisières, sous le nom de « Kenny-United Tours Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 75,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2801-66

Kenny-United Tours Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward Binney Fairbanks, advocate and Queen's Counsel, 4779 Grosvenor Avenue, Jean Nowak, secretary, wife of Fernand Corneillier, 4110 Melrose Avenue, both of Montreal, Gysel Boulet, secretary, wife of Richard Savoie, 172, 93rd Avenue, Pointe-aux-Trembles, and Evelyn Desmarais, secretary, wife of Wayne Grimble, 1450, 35th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company and to organize and conduct tours, cruises and voyages, under the name of "Kenny-United Tours Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 75,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2801-66

Kent Photo Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: François Even, avocat, Jean-C. de Maisonneuve, plombier, tous deux de 12200, Valmont, Montréal, et Robert LeBlanc, huissier, 13, 34e avenue, Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils photographiques et tous leurs accessoires, sous le nom de « Kent Photo Supplies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, St-Sébastien, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3094-66

Kent Photo Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Even, lawyer, Jean-C. de Maisonneuve, plumber, both of 12200 Valmont, Montreal, and Robert LeBlanc, bailiff, 13, 34th Avenue, Bois-des-Filion, for the following purposes:

To deal in photographical appliances and all their accessories, under the name of "Kent Photo Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route Number 1, St-Sébastien, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3094-66

The Kinsmen Club of Châteauguay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Kevin Duffey, préposé aux renseignements, 30, chemin Stanton, Robert Petersen, comptable surveillant, 71, rue Tulipe, Cliff Lowson, programmeur, 3, Ranger Park, Bas Swan, gérant d'usine, 9, avenue du Parc, Ray Benson, assistant, 91, avenue Jonathon, James Booth programmeur, 308, avenue Randill, Carl Hawkehurst, agent de police, 106, avenue Taylor, Brian Brady, gérant de ventes régional, 91, avenue Taylor, George Lee, administrateurs, 94, rue Tulipe, et Stanley Cahill, administrateur, 177, rue Gardénia, tous les dix de Châteauguay, pour les objets suivants:

Organiser, établir, favoriser, administrer et conduire un club Kinsmen, sous le nom de « The Kinsmen Club of Châteauguay Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 71, rue Tulipe, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 738-66

The Kinsmen Club of Châteauguay Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Kevin Duffey, facilities man, 30 Stanton Road, Robert Petersen, accounting supervisor, 71 Tulip Street, Cliff Lowson, programmer, 3 Ranger Park, Bas Swan, plant manager, 9 Park Avenue, Ray Benson, assistant, 91 Jonathon Avenue, James Booth, programmer, 308 Randill Avenue, Carl Hawkehurst, policeman, 106 Taylor Avenue, Brian Brady, regional sales manager, 91 Taylor Avenue, George Lee, executive, 94 Tulip Street, and Stanley Cahill, executive, 177 Gardenia Street, all ten of Châteauguay, for the following purposes:

To organize, establish, promote, conduct and manage a Kinsmen Club, under the name of "The Kinsmen Club of Châteauguay Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 71 Tulip Street, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 738-66

R. Laurin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Réjean, Laurin, 782 de Lanaudière, Yvonnic Laurin, 204, St-Pierre, Rodrigue Laurin, 784, de Lanaudière tous trois de Joliette, Marcel Laurin, 38, rue Dupont, tous quatre plombiers, et Jean-Jacques Laurin, commis de bureau, 821, boulevard de l'Industrie, ces deux derniers de St-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « R. Laurin inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

R. Laurin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réjean Laurin, 782 de Lanaudière, Yvonnic Laurin, 204 St-Pierre, Rodrigue Laurin, 784 de Lanaudière, all three of Joliette, Marcel Laurin, 38 Dupont Street, all four plumbers, and Jean-Jacques Laurin, office clerk, 821 de l'Industrie Boulevard, the latter two of St-Paul, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "R. Laurin inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2870-66

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2870-66

Les Légionnaires du Québec incorporée
The Legionnaires of Quebec Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Vaillancourt, chauffeur, 186, Côte Cahcé, Ste-Thérèse-de-Blainville, Sydney Drapkin, gérant, 1391, Normandie, Laval, Paul Charuest, administrateur, 5889, St-Urbain, Laurier Dubé, infirmier, 6222, St-Laurent, Roland Aubin, contremaître, 4565, De Laroche, Roger Guénette, maître serrurier, 6360, Papineau, app. 4, Grégoire Raymond, vendeur, 6421, Clark, Gérard Richer, surveillant, 6292, Casgrain, Claude Galarneau, vendeur, 2622, Lyall, Stanley Smith, machiniste, 6406, St-Laurent, Louis Dufresne, dynamiteur, 6041, De Laroche, Antonio Martin, chauffeur, 613, Guizot, Jean-D. Massicotte, surintendant, 6248, St-Denis, Armand Thérien, plombier, 53, Beaubien, Georges Bessette, commis, 1152, Maisonneuve, app. 1, William Beach, débosseleur, 6515 B, St-Dominique, Rosaire Ouellet, chauffeur, 7561, Outremont, Lucien Allard, préposé à l'entretien, 5632, St-Urbain, Gaston Robbins, maître électricien, 6218, Casgrain, Roger Tremblay, opérateur, 8005, De Normanville, et Jean-Paul Lapointe, boucher, 5642, St-Urbain, ces dix-neuf derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer en une association les personnes qui ont servi dans les armées de terre, de mer et de l'air du Canada ou dans toute force auxiliaire, sous le nom de « Les Légionnaires du Québec incorporée — The Legionnaires of Quebec Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 6262, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3093-66

Les Légionnaires du Québec incorporée
The Legionnaires of Quebec Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Vaillancourt, chauffeur, 186 Côte Caché, Ste-Thérèse-de-Blainville, Sydney Drapkin, manager, 1391 Normandie, Laval, Paul Charuest, director, 5889 St-Urbain, Laurier Dubé, male nurse, 6222 St-Laurent, Roland Aubin, foreman, 4565 De Laroche, Roger Guénette, head-locksmith, 6360 Papineau, Apt. 4, Grégoire Raymond, salesman, 6421 Clark, Gérard Richer, supervisor, 6292 Casgrain, Claude Galarneau, salesman, 2622 Lyall, Stanley Smith, machinist, 6406 St-Laurent, Louis Dufresne, dynamiter, 6041 De Laroche, Antonio Martin, chauffeur, 613 Guizot, Jean-D. Massicotte, superintendent, 6248 St-Denis, Armand Thérien, plumber, 53 Beaubien, Georges Bessette, clerk, 1152 Maisonneuve, Apt. 1, William Beach, body repairer, 6515 B St-Dominique, Rosaire Ouellet, chauffeur, 7561 Outremont, Lucien Allard, maintenance man, 5632 St-Urbain, Gaston Robbins, master electricain, 6218 Casgrain, Roger Tremblay, operator, 8005 De Normanville, and Jean-Paul Lapointe, butcher, 5642 St-Urbain, the latter nineteen of Montreal, for the following purposes:

To group into an association those having served in the land, sea and air forces of Canada or in all auxiliary forces, under the name of "Les Légionnaires du Québec incorporée — The Legionnaires of Quebec Incorporated".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at 6262 St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3093-66

Librairie Déom ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, rue Déom, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Librairie Déom ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2661-66

Librairie Déom ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, 5789 Déom St., Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, all three avocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as librairians, under the name of "Librairie Déom ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2661-66

Little Princess Children's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens de Joseph P. Miller, tous deux de 120, 90e Avenue, LaSalle, et Howard Grief, avocat, 168, est, Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour enfants et adolescents, sous le nom de « Little Princess Children's Wear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4107, rue Coloniale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3070-66

Little Princess Children's Wear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, both of 120, 90th Avenue, LaSalle, and Howard Grief, advocate, 168 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To deal in children's and teen-agers wearing apparel, under the name of "Little Princess Children's Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4107 Colonial Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3070-66

Lustre-Tone Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1966, constituant en corporation: Yoine Goldstein, Robert Lefcort, tous deux avocats, de 4530, chemin Côte-des-Neiges, et Carmel Schwartz, secrétaire, fille majeure, 4878, Jean-Brillant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Lustre-Tone Cleaners Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2759-66

Lustre-Tone Cleaners Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yoine Goldstein, Robert Lefcort, both advocates, of 4530 Côte-des-Neiges, Road and Carmel Schwartz, secretary, fille majeure, 4878 Jean-Brillant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Lustre-Tone Cleaners Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2759-66

MacKean, Sachs & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Daniel Lazare, tous deux avocats, de 1110, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants et conseillers en ce qui se rapporte à la construction et les industries connexes, sous le nom de « MacKean, Sachs & Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4920, avenue Western, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3054-66

MacKean, Sachs & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maxwell Shenker, Daniel Lazare, both advocates, of 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, and Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, for the following purposes:

To act as consultants and advisers to the construction, building and related industries, under the name of "MacKean, Sachs & Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4920 Western Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3054-66

Marlin Publishing Company Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Marlin Publishing Company Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 6e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Avrum Cohen, 4460, 3e rue, Laval, Harvey Crestohl, 158, avenue Lockhart, Mont Royal, tous deux avocats, et Beverlee Boldovitch, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 2201, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, dans toutes ses spécialités, le commerce d'imprimerie et de publicité, sous le nom de « Marlin Publishing Company Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2806-66

Matériaux Belles-Vues ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Noël Dorion, 2590, chemin St-Louis, Louis Dorion, 1651, Place de Bruyère, tous deux de Ste-Foy, et Denys Dionne, 1071, Ploërmel, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Matériaux Belles-Vues ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3034, Lechasseur, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2991-66

Mekoos Fish & Game Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Dr J.-Alphonse Faucher, dentiste, 102, Gardenville, Longueuil, Rémi Hotte, commerçant, Dorothy Tinkler, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rémi Hotte, ces deux derniers de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des camps et maisons de touristes, sous le nom de « Mekoos Fish & Game Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2989-66

Monsieur tapis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Maurice-R. Payette, décorateur, 1066, St-Denis, Madeleine Froment, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Lévesque, 463, Liège, et Gertrude Ramsay, ménagère, épouse séparée de biens de Jacques Gamache, 1197, Prospect, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Laval, Harvey Crestohl, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, both advocates, and Beverlee Boldovitch, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 2201 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To engage in all branches of the publishing and printing business, under the name of "Marlin Publishing Company Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2806-66

Matériaux Belles-Vues ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Dorion, 2590 St. Louis Road, Louis Dorion, 1651 de Bruyère Place, both of Ste-Foy, and Denys Dionne, 1071 Ploërmel, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "Matériaux Belles-Vues ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 50 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3034 Lechasseur, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2991-66

Mekoos Fish & Game Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. J.-Alphonse Faucher, dentist, 102 Gardenville, Longueuil, Rémi Hotte, trader, Dorothy Tinkler, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rémi Hotte, the two latter of Mont-Laurier, for the following purposes:

To establish, maintain and operate tourist camps and homes, under the name of "Mekoos Fish & Game Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2989-66

Monsieur tapis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice-R. Payette, decorator, 1066 St. Denis, Madeleine Froment, housewife, wife separate as to property of Guy Lévesque, 463 Liège, and Gertrude Ramsay, housewife, wife separate as to property of Jacques Gamache, 1197 Prospect, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Exploiter et diriger un commerce de décoration intérieure, sous le nom de « Monsieur tapis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2780-66

To operate and conduct and interior decoration business, under the name of "Monsieur tapis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2780-66

Multigest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean Poulin, administrateur, 3485, Papineau, app. 208, Montréal, Jacques Gagnon, administrateur, 382, 14e rue, André Tremblay, comptable, 1905, Desroches, et Pierre Dubois, administrateur, 175, des Lilas ouest, ces trois derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Multigest inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2981-66

Multigest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Poulin, administrator, 3485 Papineau, Apt. 208, Montreal, Jacques Gagnon, administrator, 382, 14th St., André Tremblay, accountant, 1905 Desroches, and Pierre Dubois, administrator, 175 des Lilas west, the three latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Multigest inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2981-66

N. G. R. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Roland Beaudoin, 2514, Des Côteaux, Sherbrooke, Norbert Grenier, 280, 90e avenue, Laval, et Gérard Rodrigue, 665, rue Miller, Greenfield Park, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « N. G. R. construction inc. », ave un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2951-66

N. G. R. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Beaudoin, 2514 Des Côteaux, Sherbrooke, Norbert Grenier, 280, 90th Avenue, Laval, and Gérard Rodrigue, 665 Miller Street, Greenfield Park, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "N. G. R. construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2951-66

Napoli Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal ouest, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Napoli Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3034-66

Napoli Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Napoli Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3034-66

Nick The Greek Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, avenue Fulton, Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 6427, avenue MacDonald, tous deux de Montréal, et Irving Adessky, avocat, 56, chemin Heath, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Nick The Greek Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2906-66

Nick The Greek Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton Avenue, Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald Avenue, both of Montreal, and Irving Adessky, advocate, 56 Heath Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Nick The Greek Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2906-66

Normau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Réal W. Farrell, vendeur, 186, Saguenay, St-Fulgence, Maurice Harvey, entrepreneur, et Thomas-Louis Girard, gérant, ces deux derniers de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Normau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3004-66

Normau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal W. Farrell, salesman, 186 Saguenay, St-Fulgence, Maurice Harvey, contractor, and Thomas-Louis Girard, manager, the two latter of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Normau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Aibitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3004-66

North Shore Youth Arena

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Charles G. Monro, courtier en immeubles, 15644, Du Bosquet, Pierrefonds, William E. Bradford, comptable général agréé, 57, boulevard Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, et Bernard E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter une arène, sous le nom de « North Shore Youth Arena ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 15644, Du Bosquet, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2892-66

North Shore Youth Arena

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles G. Monro, real estate broker, 15644 Du Bosquet, Pierrefonds, William E. Bradford, certified general accountant, 57 Anselme-Lavigne Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, and Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To maintain and operate an arena, under the name of "North Shore Youth Arena".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 15644 Du Bosquet, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2892-66

Novabec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Robert-C. Dupuis, fonctionnaire, 532, du Roi, Québec, J.-Édouard Ouellet, agent vendeur, 305, 44e Rue ouest,

Novabec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert-C. Dupuis, civil servant, 532 du Roi, Quebec, J.-Édouard Ouellet, agent salesman, 305, 44th Street West, Charlesbourg,

Charlesbourg, et Alphonse Fournier, débosseur peintre, 60, de Gaspé, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents manufacturiers de produits de toutes espèces, sous le nom de « Novabec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rue de Gaspé, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2783-66

and Alphonse Fournier, body repairer-painter, 60 de Gaspé, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturing agents of all kinds of products, under the name of "Novabec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 60 de Gaspé Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2783-66

Olympic Plumbing & Heating Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e avenue, LaSalle, Howard Grief, 168 est, Notre-Dame, Montréal, tous deux avocats, et Yvon Ostigny, commis 55, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs en plomberie et dispositifs et accessoires sanitaires, sous le nom de «Olympic Plumbing & Heating Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 58, est, avenue des Pins, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2827-66

Olympic Plumbing & Heating Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Howard Grief, 168 Notre-Dame East, Montreal, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, under the name of "Olympic Plumbing & Heating Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 com-shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 58 Pine Avenue East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2827-66

Orpheum Building Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 32, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Alan Zebulon Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de bailleurs et administrateurs d'immeubles, sous le nom de « Orpheum Building Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3008-66

Orpheum Building Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Alan Zebulon Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as real estate lessors and administrators, under the name of "Orpheum Building Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is as Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3008-66

O. T. J. Ste-Brigitte-de-Laval

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Antonio Parent, prêtre curé, Hubert Côté, commis vérificateur, Raynald Thomassin, secrétaire-trésorier, 357, avenue Ste-Brigitte, Jean-Louis Auclair, vérificateur, 377, avenue Ste-Brigitte, Roméo Duguay, fonctionnaire, 3, rue de la Fabrique, et Jean-Jules Fortier, plâtrier, 337, avenue Ste-Brigitte, tous six de Ste-Brigitte-de-Laval, pour les objets suivants:

O. T. J. Ste-Brigitte-de-Laval

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Mr. Antonio Parent, priest-rector, Hubert Côté, verifying clerk, Raynald Thomassin, secretary-treasurer, 357 Ste-Brigitte, Avenue, Jean-Louis Auclair, verifier, 377 Ste-Brigitte Avenue, Roméo Duguay, civil servant, 3 de la Fabrique Street, and Jean-Jules Fortier, plasterer, 337 Ste-Brigitte Avenue, all six of Ste-Brigitte-de-Laval, for the following purposes:

Établir et diriger un terrain de jeux et un centre de loisirs, sous le nom de « O. T. J. Ste-Brigitte-de-Laval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Brigitte-de-Laval, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3134-66

To establish and direct a playground and a recreational centre, under the name of "O. T. J. Ste-Brigitte-de-Laval".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Ste-Brigitte-de-Laval, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3134-66

Papeterie Commerciale de Val d'Or inc.
Val d'Or Commercial Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: J.-Placide Laflamme, marchand, 873, 3e avenue, Val-d'Or, Laurette Quesnel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Placide Laflamme, 173, Champlain, Bourlamaque, et Gérald Morrissette, commis, 873, 3e avenue, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises vendues dans une papeterie, sous le nom de « Papeterie Commerciale de Val d'Or inc. — Val d'Or Commercial Stationery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2364-66

Papeterie Commerciale de Val d'Or inc.
Val d'Or Commercial Stationery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Placide Laflamme, trader, 873, 3rd Avenue, Val-d'Or, Laurette Quesnel, housewife, wife contractually separate as to property of said J.-Placide Laflamme, 173 Champlain, Bourlamaque, and Gérald Morrissette, clerk, 873, 3rd Avenue, Val-d'Or, for the following purposes:

To deal in all kinds of merchandise sold in a stationery, under the name of "Papeterie Commerciale de Val d'Or inc. — Val d'Or Commercial Stationery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val-d'Or, judicial district of Abibiti.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2364-66

Peigne d'Or inc.
Golden Comb Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Céline Trudeau, et Helen Xenos, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester, Ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de perruques, postiches et accessoires, sous le nom de « Peigne d'Or inc.— Golden Comb Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2857-66

Peigne d'Or inc.
Golden Comb Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Céline Trudeau, and Helen Xenos, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in wigs, hair pieces and accessories, under the name of "Peigne d'Or inc.— Golden Comb Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2857-66

Pisciculture Laurentienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Dr Maurice Beaulieu, médecin, 1281, rue Bishop, Ste-Foy, Dr Martin Laberge, médecin, 820, des Érables, Québec, et Ludger Paré, pisciculteur, 2326, rue des Bouvreuils, Orsainville, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes piscicoles, sous le nom de « Pisciculture Laurentienne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordi-

Pisciculture Laurentienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Maurice Beaulieu, physician, 1281 Bishop St., Ste-Foy, Dr. Martin Laberge, physician, 820 Maple Ave., Quebec, and Ludger Paré, pisciculturist, 2326 des Bouvreuils St., Orsainville, for the following purposes:

To operate piscicultural farms, under the name of "Pisciculture Laurentienne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000

naires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2326, rue des Bouvreuils, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3038-66

Plante automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Constant Plante, entrepreneur, Lorraine Hébert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Constant Plante, tous deux de St-David, comté de Yamaska, et Rénald Boisclair, vendeur, 493, Hériot, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Plante automobile ltée », avec un capital total de $120,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Pierre-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2849-66

Planteek Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Fred Kruse, décorateur, Sonya Kruse, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fred Kruse, tous deux de 1680, de Grosbois Place, St-Bruno-de-Montarville, et Shirley Taviss, secrétaire, épouse séparée de biens de Norman Taviss, 0101, ouest, rue Ste-Catherine, suite 620, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement de toute description, sous le nom de « Planteek Inc. », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2885-66

Produits Cebo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Alexandre Crépault, commis, Bella Tremblay, ménagère, épouse dudit Alexandre Crépault, et Irène Crépault, ménagère, fille majeure, tous trois de 502, rue Dollard, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Produits Cebo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2326 des Bouvreuils St., Orsainville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3038-66

Plante automobile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constant Plante, contractor, Lorraine Hébert, housewife, wife separate as to property of the said Constant Plante, both of St-David, county of Yamaska, and Rénald Boisclair, salesman, 493 Hériot, Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Plante automobile ltée", with a total capital stock of $120,000, divided into 600 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Pierre-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2849-66

Planteek Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred Kruse, decorator, Sonya Kruse, housewife, wife separate as to property of the said Fred Kruse, both of 1680 Place de Grosbois, St-Bruno-de-Montarville, and Shirley Taviss, secretary, wife separate as to property of Norman Taviss, 1010 St. Catherine Street West, Suite 620, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Planteek Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares of no par value and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2885-66

Produits Cebo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexandre Crépault, clerk, Bella Tremblay, housewife, wife of said Alexandre Crépault, and Irène Crépault, housewife, fille, majeure, all three of 502 Dollard Street, Quebec for the following purposes:

To carry on business as general traders, under the name of "Produits Cebo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 502, rue Dollard, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2964-66

Protective Coverings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Peter Fineberg, administrateur, Sally Fineberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Peter Fineberg, et Hester Fineberg, commis, célibataire, tous trois de 5970, Dolbeau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus synthétiques, tissés et plastiques, sous le nom de « Protective Coverings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9875, Park George, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3002-66

G. Proulx inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Gratien Proulx, entrepreneur en construction, Claire Forcier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gratien Proulx, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 60, rue Sunset, Châteauguay-Centre, et André Forcier, constructeur, 13, rue Ste-Marie, Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G. Proulx inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rue Sunset, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2976-66

Provost, Lavigne & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Claude Leblanc, avocat, 11846, rue de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Provost, Lavigne & associés inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2121-66

The head office of the company is at 502 Dollard Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2964-66

Protective Coverings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Fineberg, executive, Sally Fineberg, housewife, wife separate as to property of the said Peter Fineberg, and Hester Fineberg, clerk, spinster, all three of 5970 Dolbeau, Montreal, for the following purposes:

To deal in synthetic, woven and plastic fabrics, under the name of "Protective Coverings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9875 Park George, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3002-66

G. Proulx inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gratien Proulx, building contractor, Claire Forcier, housewife, wife contractually separate as to property of said Gratien Proulx, and duly authorized by him for the presents, both of 60 Sunset Street, Châteauguay-Centre, and André Forcier, constructor, 13 Ste-Marie Street, Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "G. Proulx inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and into 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 60 Sunset, Street, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2976-66

Provost, Lavigne & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Boulevard, Laval, and Claude Leblanc, lawyer, 11846 de Poutrincourt Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Provost, Lavigne & associés inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2121-66

La Radio du Bas St-Laurent (1966) inc.
Lower St. Lawrence Radio (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1966, constituant en corporation: Thomas S. Gillespie, 5, avenue Hudson, Westmount, Pierre Legrand, 415, Place d'Amiens, Laval, Raymond Crevier, 2930, avenue Lacombe, Montréal, tous trois avocats, Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, et Charles Eric Humphrey, commis, 7376, avenue Truman, Verdun, pour les objets suivants:

Diriger et maintenir des réseaux nationaux et internationaux de radio, de télévision et de communication, sous le nom de « La Radio du Bas St-Laurent (1966) inc.— Lower St. Lawrence Radio (1966) Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2623-66

La Radio du Bas St-Laurent (1966) inc.
Lower St. Lawrence Radio (1966) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas S. Gillespie, 5 Hudson Ave., Westmount, Pierre Legrand, 415 Place d'Amiens, Laval, Raymond Crevier, 2930 Lacombe Ave., Montreal, all three advocates, Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Blvd., Montreal, and Charles Eric Humphrey, clerk, 7376 Truman Ave., Verdun, for the following purposes:

To direct and maintain national and international radio, television and communicition networks, under the name of "La Radio du Bas St-Laurent (1966) inc.— Lower St. Lawrence Radio (1966) Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no nominal value and 5,000 preferred shares of a nominal value of $20 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2623-66

Résidence Angelica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Soeur Anselme Marie (née Cesira Parisotto), Soeur Rita Marie (née Domenica Faustini), et Soeur Carmèle Marie (née Paola Gatto), toutes trois administratrices, de 3530, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Administrer et développer une institution de bien-être, sous le nom de « Résidence Angelica inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $6,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2509-66

Résidence Angelica inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Sister Anselme Marie (born Cesira Parisotto), Sister Rita Marie (born Domenica Faustini), and Sister Carmèle Marie (born Paola Gatto), all three directors of 3530 Gouin Boulevard East, Montreal-North, for the following purposes:

To administer and develope a welfare institute, under the name of "Résidence Angelica inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $6,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2509-66

St-Amour transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, 702, rue Davaar, Outremont, Nicole Nelson, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6237, 36e avenue, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse séparée de biens de Louis Perron, 1325, rue Legendre est, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « St-Amour transport ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4014, rue Evelyn, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3025-66

St-Amour transport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Cossette, advocate, 702 Davaar St., Outremont, Nicole Nelson, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 6237, 36th Ave., and Renée Lapointe, secretary, wife separate as to property of Louis Perron, 1325 Legendre St. east, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "St-Amour transport ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4014 Evelyn St., Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3025-66

St. Leonard Automotive Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, tous deux de 120, 90e avenue, LaSalle, Howard Grief, avocat, 168 est, Notre-Dame, Montréal, et Yvon Ostiguy, commis, 55, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et dispositifs, sous le nom de « St. Leonard Automotive Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2905-66

Salle de quilles Aylwin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1966, constituant en corporation: Claude Robert, commerçant, Louisette Bilodeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Robert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 6528, Chauvin, et Roland Roy, gérant, 3496, Ste-Catherine est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une salle de quilles, sous le nom de « Salle de quilles Aylwin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3193-66

Le Salon de l'automobile Provincial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Harvey Weiner, imprésario, 4960, rue Bourret, Montréal, Christiane Boudreault, 24, rue Beaulieu, St-Jean-Eudes, et Arlette Boulianne, 71, rue Lorne ouest, Chicoutimi, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire des expositions de tous genres, sous le nom de « Le Salon de l'automobile Provincial inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3128-66

The Seventh Estate Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1966,

St. Leonard Automotive Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, both of 120, 90th Avenue, LaSalle, Howard Grief, advocate, 168 Notre-Dame East, Montreal, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To deal in all kinds of parts, accessories, utensil, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "St. Leonard Automotive Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2905-66

Salle de quilles Aylwin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Robert, trader, Louisette Bilodeau, housewife, wife separate as to property of said Claude Robert, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6528 Chauvin, and Roland Roy, manager, 3496 Ste. Catherine East, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, under the name of "Salle de quilles Aylwin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3193-66

Le Salon de l'automobile Provincial inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Weiner, impresario, 4960 Bourret Street, Montreal, Christiane Boudreault, 24 Beaulieu Street, St-Jean-Eudes, and Arlette Boulianne, 71 Lorne Street West, Chicoutimi, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To perform all kinds of shows, under the name of "Le Salon de l'automobile Provincial inc.", with a total capital stock of $40,000, diviced into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3128-66

The Seventh Estate Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province

constituant en corporation sans capital-actions: William Stanford, maître-plombier, 14835, rue Windsor, Albert Ernest Partridge, ingénieur de la marine, 4387, rue Alain, Herbert Lawrence Whittaker, surintendant de construction, 12490, rue Toulouse, John David Pryce, maître plombier, 12492, rue Granger, tous quatre de Pierrefonds, Richard Bordeleau, maître-électricien, 17, rue Jordan, Alfred Walker, organisateur de production, 80, 10e Avenue, et Eric Henry Foders, dessinateur, 28, avenue Dieppe, ces trois derniers de Roxboro, pour les objets suivants:

Entretenir, gérer et conduire un centre et une organisation fraternels, sous le nom de « The Seventh Estate Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $60,000.

Le siège social de la corporation est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3062-66

Shel-Mark Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Stanislas Hojda, constructeur, Fryderyka Hojda, ménagère, épouse dudit Stanislaw Hojda, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 182, chemin Finchley, Montréal, et Leo Kravitz, avocat, 2305, rue Paton, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Shel-Mark Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3061-66

Sherrington transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean Lamoureux, commerçant, Denise Tétreault, ménagère, épouse dudit Jean Lamoureux, et Joseph Lamoureux, cultivateur, tous trois de Sherrington, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sherrington transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherrington, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2853-66

La Société de gestion Niable inc.
Niable Holding Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

to incorporate a corporation without share capital: William Stanford, master plumber, 14835 Windsor Street, Albert Ernest Partridge, marine engineer, 4387 Alain Street, Herbert Lawrence Whittaker, construction superintendent, 12490 Toulouse Street, John David Pryce, master plumber, 12492 Granger Street, all four of Pierrefonds, Richard Bordeleau, master electrician, 17 Jordan Street, Alfred Walker, production planner, 80, 10th Avenue, and Eric Henry Foders, draftsman, 28 Dieppe Avenue, the latter three of Roxboro, for the following purposes:

To maintain, operate and conduct a fraternal organization and centre, under the name of "The Seventh Estate Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $60,000.

The head office of the corporation is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3062-66

Shel-Mark Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanislaw Hojda, builder, Fryderyka Hojda, housewife, wife of the said Stanislaw Hojda, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 182 Finchley Road, Montreal, and Leo Kravitz, lawyer, 2305 Paton Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Shel-Mark Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 ach and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3061-66

Sherrington transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Lamoureux, trader, Denise Tétreault, housewife, wife of the said Jean Lamoureux, and Joseph Lamoureux, farmer, all three of Sherrington, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sherrington transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherrington, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2853-66

La Société de gestion Niable inc.
Niable Holding Society Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Léon Nichols, Denis Robert, tous deux avocats, de 1555, Girouard, Saint-Hyacinthe, et Huguette Corbeil, secrétaire, fille majeure, 79, Guy, Sainte-Rosalie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La Société de gestion Niable inc. — Niable Holding Society Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 250,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3000-66

La Société d'investissements Inter-Urbains inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Alfred Chevalier, avocat, 3132, Fendall, Montréal, Léa Leduc, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph-Alfred Chevalier, 1029, rue St-Denis, Montréal, et Alice Plamondon, ménagère, fille majeure et usant de ses droits, 3970, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « La Société d'investissements Inter-Urbains inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3096-66

Société foncière d'investissement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société foncière d'investissement inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4800, Churchill, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2840-66

South Auto Body Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Henry M. Steinberg, avocat, Charlotte Roux, et Monique Foinels, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « South

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léon Nichols, Denis Robert, both lawyers of 1555 Girouard, Saint-Hyacinthe, and Huguette Corbeil, secretary, fille majeure, 79 Guy, Sainte-Rosalie, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Société de gestion Niable inc. — Niable Holding Society Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 250,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3000-66

La Société d'investissements Inter-Urbains inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Chevalier, lawyer, 3132 Fendall, Montreal, Léa Leduc, housewife, wife separate as to property of Joseph-Alfred Chevalier, 1029 St-Denis Street, Montreal, and Alice Plamondon, housewife, fille majeure and using her rights, 3970 St-Hubert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "La Société d'investissements Inter-Urbains inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3096-66

Société foncière d'investissement inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Société foncière d'investissement inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4800 Churchill, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2840-66

South Auto Body Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry M. Steinberg, advocate, Charlotte Roux, and Monique Foinels, the latter two secretaries, spinsters, all three of 360 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "South

Auto Body Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 80 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 320 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 864, rue St-Laurent, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2657-66

Auto Body Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 80 common shares of a par value of $100 each and 320 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 864 St-Laurent Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2657-66

Super Marché Marcel Beaulieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Marcel Beaulieu, marchand, Isabelle Côté, ménagère, épouse dudit Marcel Beaulieu, tous deux de 516, Papineau, et Engelbert Beaulieu, gérant, 155, Gauthier nord, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Super Marché Marcel Beaulieu inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 588, St-Charles-Borromée nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2877-66

Super Marché Marcel Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Beaulieu, trader, Isabelle Côté, housewife, wife of said Marcel Beaulieu, both of 516 Papineau, and Engelbert Beaulieu, manager, 155 Gauthier North, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Super Marché Marcel Beaulieu inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 588 St-Charles-Borromée North, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2877-66

Taverne Valois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1966, constituant en corporation: Armand Valois, marchand, Marie Taraby, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Valois, tous deux de 78, Les Bouleaux, Laval, Suzanne Valois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Charbonneau, 1190, Chamerand, St-Laurent et Francine Valois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Trudeau, 55, St-Jude, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Valois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3028-66

Taverne Valois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Valois, trader, Marie Taraby, housewife, wife contractually separate as to property of said Armand Valois, both of 78 Les Bouleaux, Laval, Suzanne Valois, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Charbonneau, 1190 Chamerand, St-Laurent, and Francine Valois, housewife, wife contractually separate as to property of Paul Trudeau, 55 St-Jude, Laval, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Valois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shres of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3028-66

Taylor Investment Counselling Ltd.
Conseillers en placement Taylor ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 371, Alexis-Nihon, St-Laurent, David Goldenblatt, avocat, 7925, Kingsley, app. 212, Montréal, et Philip Shaposnick, avocat, 5485, Coolbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme consultants en matière de gestion et d'industrie, conseillers et consultants, sous le nom de « Taylor Investment

Taylor Investment Counselling Ltd.
Conseillers en placement Taylor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, advocate, 371 Alexis-Nihon, St-Laurent, David Goldenblatt, advocate, 7925 Kingsley, Apt. 212, Montreal, and Philip Shaposnick, advocate, 5485 Coolbrooke, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants, advisers and consultants, under the name of "Taylor Investment

Counselling Ltd. — Conseillers en placement Taylor ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2555, Hingston, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2940-66

Jacqueline Thibault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Marcel Thibault, garagiste, 22, rue J. K. Laflamme, Lévis, Jacqueline Poliquin, commerçante, épouse séparée de biens de André Thibault, 1246, Jean-Dequen, et Roger Gagnon, comptable, agréé 870, Rigaud, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et sous-vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Jacqueline Thibault inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2825-66

Transacto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, 2266, chemin Sénéca, Mont-Royal, Luc Mercure, avocat, 1000, Marlboro Drive, Mont-Royal, et Serge Desrochers, avocat, 732, rue Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Transacto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 25,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,490 actions classe « C » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2868-66

Trois-Rivières Bearing Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, tous deux de 120, 90e avenue, LaSalle, et Howard Grief, avocat, 168 est, Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coussinets, joints d'huile, rondelles d'étanchéité, moules, chaînes et autre outillage, sous le nom de « Trois-Rivières Bearing Service Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Counselling Ltd. — Conseillers en placement Taylor ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2555 Hingston, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2940-66

Jacqueline Thibault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Thibault, garage keeper, 22 J. K. Laflamme Street, Lévis, Jacqueline Poliquin, trader, wife separate as to property of André Thibault, 1246 Jean-Dequen, and Roger Gagnon, chartered accountant, 870 Rigaud, both of Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in clothing and under-wear of all kinds, under the name of "Jacqueline Thibault inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier boulevard, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2825-66

Transacto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, lawyer, 2266 Sénéca Road, Mount Royal, Luc Mercure, lawyer 1000 Marlboro Drive, Mount Royal, and Serge Desrochers, lawyer, 732 Wilder Street, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an invetment company, under the name of "Transacto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" common shares of a nominal value of $1 each, 25,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 1,490 class "C" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2868-66

Trois-Rivières Bearing Service Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, both of 120, 90th Avenue, LaSalle, and Howard Grief, advocate, 168 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To deal in bearings, oil seals, o-ring, casters, chains and other equipment, under the name of "Trois-Rivières Bearing Service Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1420, 5e rue, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 3072-66

Gilles Voyer ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Gilles Voyer, constructeur, Ghislaine D'Astous, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Voyer, tous deux de 140, 6e rue, et Fernand DesOrmeaux, comptable, 1637, boulevard Lévesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gilles Voyer ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 140, 6e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2760-66

1000 King est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la gremière partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Stanley Steinman, 480, Arlington, Claude Nadeau, 155, Wellington nord, et Lise Dubé, fille majeure, 140, Terrill, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de véhicules automobiles, sous le nom de « 1000 King est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1000, King est, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 3112-66

The head office of the company is at 1420, 5th Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 3072-66

Gilles Voyer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Voyer, builder, Ghislaine D'Astous, housewife, wife separate as to property of said Gilles Voyer, both of 140, 6th Street, and Fernand DesOrmeaux, accountant, 1637 Lévesque Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as an immoveable and construction company, under the name of "Gilles Voyer ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of 100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 140, 6th Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2760-66

1000 King est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Steinman, 480 Arlington, Claude Nadeau, 155 Wellington, North, and Lise Dubé, fille majeure, 140 Terrill, all three lawyers of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in and rent motor vehicles, under the name of "1000 King est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1000 King East, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 3112-6

Lettres patentes supplémentaires

Anglo French Investments (1966) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la gremière partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juillet 1966, à la compagnie « Anglo-French Construction Inc. », constituée en corportaion par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1958, changeant son nom en celui de « Anglo French Investments (1966) Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 11801-58 — 1330/98

Capital Wire Cloth Eastern Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de

Supplementary Letters Patent

Anglo French Investments (1966) Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Anglo-French Construction Inc.", incorporated by letters patent dated 29th day of May, 1958, changing its name to that of "Anglo French Investments (1966) Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 11801-58 — 1330/98

Capital Wire Cloth Eastern Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

juillet 1966, à la compagnie « Eastern Fourdrinier Wires Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Capital Wire Cloth Eastern Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 4900-64 — 1330/102

Cardinal Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de juillet 1966, à la compagnie « Three Star Restaurant Limited », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Cardinal Enterprises Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 14702-61 — 1330/61

Evertex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'août 1966, à la compagnie « Montreal Fast Print Limited », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1949, changeant son nom en celui de « Evertex Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 6307-49 — 1330/62

The Executive Development Institute
L'Institut de perfectionnement des cadres administratifs

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juillet 1966, à la compagnie « The Executive Development Institute », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1955, changeant son nom en celui de « The Executive Development Institute — L'Institut de perfectionnement des cadres administratifs ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 12277-55 — 1330/107

La Guilde familiale du Domaine St-Sulpice

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juillet 1966, à la compagnie « L'École des loisirs » constituée par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1945, changeant son nom en celui de « La Guilde familiale du Domaine St-Sulpice ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 5287-45 — 1330/63

Hampshire Hall Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juillet 1966, à la compagnie « The Earl Clothing Co. », constituée en corporation par lettres pa-

Province to "Eastern Fourdrinier Wires Ltd.", incorporated by letters patent dated 2nd day of November, 1964, changing its name to that of "Capital Wire Cloth Eastern Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 4900-64 — 1330/102

Cardinal Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Three Star Restaurant Limited", incorporating by letters patent dated 15th day of November, 1961, changing its name to that of "Cardinal Enterprises Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 14702-61 — 1330/61

Evertex Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Montreal Fast Print Limited" incorporated by letters patent dated 5th day of August, 1949, changing its name to that of "Evertex Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 6307-49 — 1330/62

The Executive Development Institute
L'Institut de perfectionnement des cadres administratifs

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Executive Development Institute", incorporated by letters patent dated the 1st day of September, 1955, changing its name to that of "The Executive Development Institute — L'Institut de perfectionnement des cadres administratifs".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 12277-55 — 1330/107

La Guilde familiale du Domaine St-Sulpice

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'École des loisirs", incorporated by letters patent dated the 4th day September, 1945, changing its name to that of "La Guilde familiale du Domaine St-Sulpice".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 5287-45 — 1330/63

Hampshire Hall Clothes Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Earl Clothing Co.", incorporated by letters patent dated 29th day of March,

tentes en date du 29e jour de mars 1939, changeant son nom en celui de « Hampshire Hall Clothes Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 630-39 —1330/113

Industries St-Flavien ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de juillet 1966, à la compagnie « Industries St-Flavien ltée », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 582-66 — 1330/64

Jeune-Elle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juillet 1966, à la compagnie « Cover Girl Fashions Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Jeune-Elle Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 2081-66 — 1330/114

Lightsteel-Gero Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juillet 1966, à la compagnie « Gero limitée — Gero Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1945, changeant son nom en celui de « Lightsteel-Gero Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 7440-45 — 1330-115

Marcil Mortgage Corporation
Corporation hypothécaire Marcil

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de juillet 1966, à la compagnie « Marcil Mortgage Corporation", constituée par lettres patentes en date du 2e jour de mars 1956, changeant son nom en celui de « Marcil Mortgage Corporation — Corporation hypothécaire Marcil ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 10293-56 — 1330-65

Monroe Distributing Company Limited
Compagnie de distribution Monroe limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de juin 1966, à la compagnie « Morris Wein Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de juillet 1952, changeant son nom en celui de "Hampshire Hall Clothes Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 630-39 — 1330/113

Industries St-Flavien ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Industries St-Flavien ltée", increating its capital stock from $40,000, to $100,000, the additional share capital being divided into 3,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 582-66 — 1330/64

Jeune-Elle Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cover Girl Fashions Inc.", incorporated by letters patent dated 17th day of May, 1966, changing its name to that of "Jeune-Elle Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 2081-66 — 1330/114

Lightsteel-Gero Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gero limitée — Gero Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of December, 1945, changing its name to that of "Lightsteel-Gero Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 7440-45 — 1330-115

Marcil Mortgage Corporation
Corporation hypothécaire Marcil

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marcil Mortgage Corporation", incorporated by letters patent dated 2nd day of March, 1956, changing its name to that of "Marcil Mortgage Corporation — Corporation hypothécaire Marcil".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 10293-56 — 1330-65

Monroe Distributing Company Limited
Compagnie de distribution Monroe limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Morris Wein Limited", incorporated by the letters patent dated 18th day of July, 1952, changing its name to that of "Monroe

geant son nom en celui de « Monroe Distributing Company Limited — Compagnie de distribution Monroe limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 10604-52 — 1330-117

Par-Lal Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de juillet 1966, à la compagnie « Mohawk Motor Mfg. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour de mai 1957, 1° changeant son nom en celui de « Par-Lal Investments Ltd. »; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° diminuant son capital de $280,000 à $235,200, le capital-actions annulé étant divisé en 448 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 11627-57 — 1330/66

Progress Brand Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juillet 1966, à la compagnie « Progress Brand Clothes Inc. », 1° annulant ses 500 actions privilégiées première catégorie de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 3,000 actions privilégiées première catégorie de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 1509-32 — 1330/119

Les Publications Giles inc.
Giles Publishing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juillet 1966, à la compagnie « Giles Publishing House Limited », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'octobre 1947, changeant son nom en celui de « Les Publications Giles inc.— Giles Publishing Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 5655-47 — 1330/121

Queen Children's Wear & Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de juillet 1966, à la compagnie « Queen Children's Wear Sportswear Ltd. », 1° diminuant son capital de $80,000 à $28,000, le capital-actions annulé étant divisé en 520 actions privilégiées de $100 chacune 2° augmentant son capital de $28,000 à $248,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 14202-59 — 1330/67

A. Richard Limited
A. Richard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Distributing Company Limited — Compagnie de distribution Monroe limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 10604-52 — 1330-117

Par-Lal Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mohawk Motor Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent dated 11th day of May, 1957, 1. changing its name to that of "Par-Lal Investments Ltd."; 2. modifying its powers; 3. reducing its capital from $280,000 to $235,200, the capital stock annulled being divided into 448 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 11627-57 — 1330/66

Progress Brand Clothes Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Progress Brand Clothes Inc.", 1. cancelling its 500 first preferred shares of $100 each. 2. increasing its capital by the creation of 3,000 first preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 1509-32 — 1330/119

Les Publications Giles inc.
Giles Publishing Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Giles Publishing House Limited", incorporated by letters patent dated 1st day of October, 1947, changing its name to that of "Les Publications Giles inc.— Giles Publishing Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 5655-47 — 1330/121

Queen Children's Wear & Sportswear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Queen Children's Wear & Sportswear Ltd.", 1. reducing its capital from $80,000 to $28,000, the capital stock annulled being divided into 520 preferred shares of $100 each 2. increasing its capital from $28,000 to $248,000, the additional capital shares being divided into 2,200 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 14202-59 — 1330/67

A. Richard Limited
A. Richard limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de juillet 1966, à la compagnie « A. Richard Limited — A. Richard limitée », augmentant le capital-actions de la compagnie par la création de 1,250 actions sans valeur nominale et de 1,255 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 4219-44 — 1330/68

Rocwall of Quebec Ltd.
Rocwall du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des cimpagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de juillet 1966, à la compagnie « Rocwall of Quebec Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1952, changeant son nom en celui de « Rocwall of Quebec Ltd.— Rocwall du Québec ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 8917-52 — 1330/122

Service de radiologie Grenet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de juillet 1966, à la compagnie « Polyclinique radiologique inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de décembre 1965, 1° changeant son nom en celui de « Service de radiologie Grenet inc. »; 2° changeant le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 5500-65 — 1330/69

Stenocord Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de juillet 1966, à la compagnie « Atlas Dictating Equipment Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de août 1959, changeant son nom en celui de « Stenocord Company Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428 12441-59 — 1330/123

Théâtre populaire du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de juillet 1966, à la compagnie « Centre dramatique du Conservatoire », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Théâtre populaire du Québec ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 4372-63 — 1330/70

Voyages & Tourisme de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de

bearing date the 20th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. Richard Limited — A. Richard limitée", increasing the capital shares of the company by the creation of 1,250 shares without nominal value and by 1,255 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 4219-44 — 1330/68

Rocwall of Quebec Ltd.
Rocwall du Québec ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rocwall of Quebec Ltd.", incorporating by letters patent dated 4th day of June, 1952, changing its name to that of "Rocwall of Quebec Ltd.— Rocwall du Québec ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 8917-52 — 1330/122

Service de radiologie Grenet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Polyclinique radiologique inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of December, 1965, 1. changing its name to that of "Service de radiologie Grenet inc.", 2. changing the number of its directors from 5 to 3.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 5500-65 — 1330/69

Stenocord Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Atlas Dictating Equipment Inc.", incorporated by letters patent dated 20th day of August, 1959, changing it name to that of "Stenocord Company Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428-o 12441-59 — 1330/123

Théâtre populaire du Québec

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Centre dramatique du Conservatoire", incorporated by letters patent dated the 6th day of November, 1963, changing its name to that of "Théâtre populaire du Québec".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 4372-63 — 1330/70

Voyages & Tourisme de Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

juillet 1966, à la compagnie « Voyages & Tourisme de Québec inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Sous-secrétdire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16428-o 1164-65 — 1330/127

Province to "Voyages & Tourisme de Québec inc.", 1. extending its powers; 2. increasing the number of its directors from 3 to 4.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
16428 1164-65 — 1330/127

Action en séparation de biens

Baker *vs* Martel

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 32,030. Dame Anna A. Baker, épouse commune en biens de Jos. Louis A. Martel, domicilié à Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; *vs* Jos. Louis A. Martel, domicilié et résidant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25e jour d'août 1966.

Sherbrooke, le 28e jour d'août 1966.
Le Procureur de la demanderesse,
16478-o PIERRE E. T. BEAUDRY.

Action for separation as to property

Baker *vs* Martel

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 32,030. Dame Anna A. Baker, wife common as to property of Jos. Louis A. Martel, domiciled in Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff, *vs* Jos. Louis A. Martel, domiciled and residing in Sherbrooke, in the district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 25th day of August, 1966.

Sherbrooke, August 28, 1966.
PIERRE E. T. BEAUDRY.
16478 *Attorney for the plaintiff.*

Associations coopératives

Magasin Co-op de Palmarolle

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Syndicat Coopératif de Palmarolle », en celui de « Magasin Co-op de Palmarolle ».

Québec, le 26 juillet 1966.
Le Sous-secrétaire de la province,
16430-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association Coopérative Postale de Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « La Coopérative Postale de Québec », en celui de « L'Association Coopérative Postale de Québec ».

Québec, le 26 août 1966.
Le Sous-secrétaire de la province,
16488-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Montmagny

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Co-op de Montmagny », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Magasin Co-op de Montmagny ».

Québec, le 26 août 1966.
Le Sous-secrétaire de la province,
16489-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Magasin Co-op de Palmarolle

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Syndicat Coopératif de Palmarolle", to that of "Magasin Co-op de Palmarolle".

Quebec, July 26, 1966.
RAYMOND DOUVILLE,
16430 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association Coopérative Postale de Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "La Coopérative Postale de Québec", to that of "L'Association Coopérative Postale de Québec".

Quebec, August 26, 1966.
RAYMOND DOUVILLE,
16488 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de Montmagny

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the Cooperative Syndicate "Co-op de Montmagny", to cease to be governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Magasin Co-op de Montmagny".

Quebec, August 26, 1966.
RAYMOND DOUVILLE,
16489 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Yow Wing Chung

Avis est par la présente donné que « Yow Wing Chung », (aussi connu au Canada sous le nom

Notices

Yow Wing Chung

Notice is hereby given that "Yow Wing Chung", (also known in Canada under the name

de Kwong Hon Chan), cuisinier, demeurant au numéro 4615 Esplanade, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre un décret changeant son nom en celui de Kwong Hon Chan.

Le nom de Dame Chang Ting Hom, épouse du requérant, demeurant à la même adresse, changera par suite du décret.

Le nom de Mlle Tan Soon Chung, la fille du requérant, demeurant à la même adresse, changera par suite du décret.

Montréal, le 17 août 1966.

Les Procureurs du requérant,
FISKE, EMERY,
16348-34-2-o ALLEN & LAUZON.

Nicolas Loukachevsky

Avis est par la présente donnée que Monsieur Nicolas Loukachevsky présentera une requête en changement de nom au secrétaiat de la province de Québec conformément à la Loi, afin de changer son nom en celui de Nicolas Louka.

Les personnes suivantes verront leur nom changé par suite de cette requête:

Nilolas Loukachevsky, 2207 est, Prieur, Montréal; son fils, Serge Loukachevsky, domicilié à la même adresse.

Montréal, le 16 août 1966.

Les Procureurs du requérant,
LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
16349-34-2-o PAQUETTE & LONGTIN.

Harry Ralph Shkurnik

Avis est donné que « Harry Ralph Shkurnik », résidant à 5590, Robinson, Côte-St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom en celui de Harry Ralph Skurnik; ledit changement de nom devra également servir à sa femme Alice (Kauffman) Shkurnik, à ses filles Deborah et Reesa Mindy ainsi qu'à son fils David, tous de la même adresse.

Montréal, 16 août 1966.

Les Procureurs du requérant,
SPIEGEL, SHRIAR,
16350-34-2 POLAK & COOPERSTONE.

Albert Krochmalnik

Avis est par la présente conné que « Albert Krochmalnik, » marchand, domicilié à 920, Belvédère, s'adressera au Secrétaire de la Province à l'expiration des délais légaux pour changer son nom en celui de Albert Solomon, sur lequel il a toujours été connu.

Québec, ce 16 août 1966.

Les Procureurs du requérant,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
16395-34-2-o MCNICOLL, & LEVASSEUR.

Gilles Latulippe

Prenez avis que Joseph-Gaudias-Armand-Gilles Latulippe domicilié à 2092, rue Jeanne-Mance, Montréal, district de Montréal, s'adressera sous peu par voie de requête au secrétaire de la province de Québec dans le but de lui demander que son nom devienne Joseph-Gaudias-Armand-Gilles Lemelin.

Montréal, le 24 août 1966.

Vraie copie.

Les Procureurs du requérant,
(*Signé*) GAGNON, DE BILLY,
16429-35-2-o CANTIN & DIONNE.

of Kwong Hon Chan), cook, domiciled and residing at 4615 Esplanade, Montreal, will petition the Lieutenant-Governor to issue a decree chaning his name to that of Kwong Hon Chan.

The name of Dame Chang Ting Hom, wife of the petitioner, domiciled at the same address will change following the decree.

The name of Miss Tan Soon Chung, daughter of the petitioner, domiciled at the same address, will change following the decree.

Montreal, August 17, 1966.

FISKE, EMERY,
ALLEN & LAUZON,
16348-34-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Nicolas Loukachevsky

Notice is hereby given that Mr. Nicolas Loukachevsky will present his request for change of name to the department of provincial secretary as stipulated by law, in order to chage his name to that of Nicolas Louka.

The following persons will also have their name changed by the same request:

Nicolas Loukachevsky, 2207 east, Prieur, Montreal; his son, Serge Loukachevsky, domiciled at the same address.

Montreal, August 16, 1966.

LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
PAQUETTE & LONGTIN,
16349-34-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Harry Ralph Shkurnik

Notice is hereby given that "Harry Ralph Shkurnik", residing at 5590 Robinson, Cote St. Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Harry Raphf Skurnik; said change of name will also benefit his wife Alice (Kauffman) Shkurnik, his daughters Deborah and Reesa Mindy, and his son David, all of the same address.

Montreal, August.16, 1966.

SPIEGEL, SHRIAR,
POLAK & COOPERSTONE,
16350-34-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Albert Krochmalnik

Notice is hereby given that "Albert Krochmalnik", trader, domiciled at 920 Belvédère, will ask the Provincial Secretary, at the expiration of the legal delays, for the permission to change his name into that of Albert Solomon, the name under which he has always been known.

Quebec, August 16, 1966.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
MCNICOLL & LEVASSEUR,
16395-34-2 *Attorneys for the petitioner.*

Gilles Latulippe

Take notice that Joseph-Gaudias-Armand-Gilles Latulippe, domiciled at 2092, Jeanne-Mance Street, Montreal, district of Montreal, will apply shortly by means of a petition to the Quebec Provincial Secretary for the purpose of asking that his name become Joseph-Gaudias-Armand-Gilles Lemelin.

Montreal, August 24, 1966.

True copy.

(*Signed*) GAGNON, DE BILLY,
CANTIN & DIONNE,
16429-35-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « Obligations 5% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 1er octobre 1985 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er octobre 1966, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des Obligations	Montant en principal à racheter
RE2001	$50,000
RE2002	13,000
RE2003	3,000
RE2006	2,000
RE2008	3,000
RE2009	1,000
RE2011	2,000
RE2012	50,000
RE2013	1,000

Le montant en principal entier des obligations portant les numéros suivants sera racheté:

Numéros des obligations:

Aucun numéro

Les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des Obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'Obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er octobre 1966, attachés.

Les Obligations entièrement immatriculées et les Obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Le et après le 1er octobre 1966, l'intérêt sur les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées cessera et, dans le cas d'Obligations à coupons, les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date sont nuls.

Les Obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les Obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les Obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Daté à Montréal, ce vingt-deuxième jour d'août 1966.

Ville de Montréal,
L. ROBERGE, C.A.,
Directeur des finances.

16479-o

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of Debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund Debentures for Local Improvements due October 1, 1985" (herein called "Debentures") of The City of Montreal Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that The City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on October 1, 1966, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures (or portions thereof) as indicated, of the above mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture Numbers	Principal amount to be Redeemed
RE2001	$50,000
RE2002	13,000
RE2003	3,000
RE2006	2,000
RE2008	3,000
RE2009	1,000
RE2011	2,000
RE2012	50,000
RE2013	1,000

The entire principal amount of the Debentures bearing the following numbers will be redeemed:

Debentures numbers:

None

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company in the Borough of Manhattan, City and State of New-York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above number, in the case of Coupon Debentures with all coupons maturing after October 1, 1966, attached.

Fully Registered Debentures and Coupon Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank.

From and after October 1, 1966, interest on the Debentures (or portions thereof) to be so redeemed will cease and, in the case of Coupon Debentures, interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any Debenture redeemed in part only will be issued without charge.

Registered Debentures will be registered in the same manner as the Debentures surrendered in the absence of other instructions.

Dated at Montreal, this twenty-second day of August, 1966.

City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
Director of Finances.

16479-o

Chartes — Abandon de

Asconia Apartments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Asconia Apartments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et de l'annuler à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Montréal, 24 août 1966.

Asconia Apartments Ltd.,
Par le président,
16431 DORY LEVY.

Yvel Jersey Manufacturing Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Yvel Jersey Manufacturing Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner et d'annuler sa charte à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Montréal, 24 août 1966.

Yvel Jersey Manufacturing Ltd.,
Par le Président,
16432 DORY LEVY.

O. C. C. Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « O. C. C. Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner et d'annuler sa charte à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

O. C. C. Realty Corp.,
Par le Président,
16441 HYMAN DECKELBAUM.

St. Luke Towers Realty Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Luke Towers Realty Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'août 1966.

St. Luke Towers Realty Inc.,
Par le Président,
16442 MORRIS WOHL.

Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.

Prenez avis que la compagnie « Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 11 juillet 1966.

Le Secrétaire,
16464-o THÉRÈSE JOBIN.

Pants Limited

Avis est par la présente donné que « Pants Limited », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de

Charters — Surrender of

Asconia Apartments Ltd.

Notice is hereby given that "Asconia Apartments Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 24, 1966.

Asconia Apartments Ltd.,
Per: DORY LEVY,
16431-o *President.*

Yvel Jersey Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that "Yvel Jersey Manufacturing Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 24, 1966.

Yvel Jersey Manufacturing Ltd.,
Per: DORY LEVY,
16432-o *President.*

O. C. C. Realty Corp.

Notice is hereby given that "O. C. C. Realty Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

O. C. C. Realty Corp.,
Per: HYMAN DECKELBAUM,
16441-o *President.*

St. Luke Towers Realty Inc.

Notice is hereby given that "St. Luke Towers Realty Inc.", a corporation under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1966.

St. Luke Towers Realty Inc.,
Per: MORRIS WOHL,
16442-o *President.*

Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.

Notice is hereby given that "Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.", will ask the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

Montreal, July 11, 1966.

THÉRÈSE JOBIN,
16464 *Secretary.*

Pants Limited

Notice is hereby given that "Pants Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of

Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'août 1966.

Le Secrétaire,
16490-o LOIS RUBIN GOLT.

The Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal
The Federation of Protestant Women Teachers of Greater Montreal

Prenez avis que « The Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal », aussi connue sous le nom de « The Federation of Protestant Women Teachers of Greater Montreal » demandera au Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

La Présidente,
16498-o MADAME ANN JOHNSTON.

Bengol Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bengol Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'août 1966.

Le Secrétaire,
16504 BEN COHEN.

Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of August, 1966.

LOIS RUBIN GOLT,
16490-o *Secretary.*

The Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal
The Federation of Protestant Women Teachers of Greater Montreal

Be advised that "The Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal", also known as "The Federation of Protestant Women Teachers of Greater Montreal" shall request the authorization to surrender charter from the Attorney General for the Province of Quebec.

MRS. ANN JOHNSTON,
16498-o *President.*

Bengol Ltd.

Notice is hereby given that "Bengol Ltd.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of August, 1966.

BEN COHEN,
16504-o *Secretary.*

Compagnies dissoutes

Aiyentov Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Aiyentov Investment Co. Ltd. », constituée en corporation le 22 août 1962, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16428-o 13494-62

Ferme St-Gilles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ferme St-Gilles inc. », constituée en croporation le 13 octobre 1949, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16428-o 7426-49

J. Élie Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « J. Élie Gagnon ltée », constituée en corporation le 4 février 1958, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16428-o 14174-57

Golden Automotive Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Golden

Companies Dissolved

Aiyentov Investment Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Aiyentov Investment Co. Ltd.", incorporated on August 22, 1962, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
16428 13494-62

Ferme St-Gilles inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ferme St-Gilles inc.", incorporated on October 13, 1949, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14628 7426-49

J. Élie Gagnon ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. Élie Gagnon ltée", incorporated on February 4, 1958, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
16428 14174-57

Golden Automotive Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Golden

Automotive Enterprises Inc. », constituée en corporation le 5 mars 1963, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 1027-63

Taverne du Roi d'Ys inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abanson de la charte de « Taverne du Roi d'Ys inc. », constituée en corporation le 6 février 1962, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 10664-62

Belmar Mobile Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abondon de la charte de « Belmar Mobile Homes Inc. », constituée en corporation le 19 juin 1963, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2684-63

Brookfield Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Brookfield Corporation », constituée en corporation le 31 mars 1959, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 11826-59

Federated Yacht Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Federated Yacht Sales Inc. », constituée en corporation le 8 juillet 1960, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 12870-60

Glencrest Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Glencrest Investment Corp. », constituée en corporation le 17 juin 1959, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 13635-59

Litz, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Litz, Inc. », constituée en corporation le 21 décembre 1954, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 13157-54

West-End Insurance Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « West-End

Automotive Enterprises Inc.", incorporated on March 5, 1963, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 1027-63

Taverne du Roi d'Ys inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Taverne du Roi d'Ys inc.", incorporated on February 6, 1962, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 10664-62

Belmar Mobile Homes Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Belmar Mobile Homes Inc. », incorporated on June 19, 1963, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2684-63

Brookfield Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Brookfield Corporation", incorporated on March 31, 1959, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 11826-59

Federated Yacht Sales Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Federated Yacht Sales Inc.", incorporated on July 8, 1960, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 12870-60

Glencrest Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Glencrest Investment Corp.", incorporated on June 17, 1959, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 13635-59

Litz, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Litz, Inc.", incorporated on December 21, 1954, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 13157-54

West-End Insurance Agencies Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "West-

Insurance Agencies Inc. », constituée en corporation le 22 janvier 1952, à compter du 30 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16428-o 2420-52

End Insurance Agencies Inc.", incorporated on January 22, 1952, on and from August 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16428 2420-52

Divers
Compagnies

Burlap Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Burlap Industries Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
ALLAN SENDEL.

16433 10949-62

Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 juillet 1966, approuvé une modification au règlement No 1 du « Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16434-o 7168-45

Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières

Avis est donné que la corporation « Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le Secrétaire,
RICHARD RIOUX.

16434-o 7168-45

Fishbien Bros. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fishbien Bros. Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
ISAAC FISHBIEN.

16436 13308-56

Seaway Supply Corporation

Avis est donné que la compagnie « Seaway Supply Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
ALLAN SENDEL.

16437 11901-58

Club nautique St-François inc.

Avis est donné que le « Club nautique St-François inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
CLAUDE PÉPIN.

16453-o 2482-66

La Compagnie du théâtre de l'Escale inc.

Avis est donné que « La Compagnie du théâtre de l'Escale inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
PIERRE DUFRESNE.

16454-o 4271-64

Miscellaneous
Companies

Burlap Industries Ltd.

Notice is given that "Burlap Industries Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ALLAN SENDEL,
Secretary.

16433-o 10949-62

Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 21, 1966, approved an amendment to by-law No. 1 of "Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16434 7168-45

Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières

Notice is hereby given that "Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières", has changed the number of its directors from 5 to 9.

RICHARD RIOUX,
Secretary.

16434 7168-45

Fishbien Bros. Inc.

Notice is given that "Fishbien Bros. Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ISAAC FISHBIEN,
President.

16436-o 13308-56

Seaway Supply Corporation

Notice is given that "Seaway Supply Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ALLAN SENDEL,
Secretary.

16437-o 11901-58

Club nautique St-François inc.

Notice is hereby given that "Club nautique St-François inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

CLAUDE PÉPIN,
Secretary.

16453 2482-66

La Compagnie du théâtre de l'Escale inc.

Notice is hereby given that "La Compagnie du théâtre de l'Escale inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE DUFRESNE,
Secretary.

16454 4271-64

Campeau & Campeau Inc.

Prenez avis qu'à la suite d'un règlement accepté à une assemblée des directeurs de la compagnie, ratifié à une assemblée des actionnaires que les biens de la compagnie « Campeau & Campeau Inc. », seront distribués entre les mains des actionnaires.

Thetford-Mines, P.Q., le 24 août 1966.

Le Président,
HENRI CAMPEAU.

16450-o

Campeau & Campeau Inc.

Take notice that, following the adoption of a by-law at a meeting of the directors of the company, ratified at a meeting of the shareholders, the moveable effects of "Campeau & Campeau Inc.", will be distributed among the shareholders.

Thetford-Mines, P.Q., August 24, 1966.

HENRI CAMPEAU,
President.

16450

Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 juin 1966, approuvé les règlements numéros 3 et 4 du « Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16451-o 1221-65

Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 22, 1966, approved by-laws numbers 3 and 4 of "Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16451 1221-65

Le Club nautique de St-Félicien inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 août 1966, approuvé les règlements généraux de « Le Club nautique de St-Félicien inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16452-o 2697-63

Le Club nautique de St-Félicien inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 22, 1966, approved the general by-laws of "Le Club nautique de St-Félicien inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16452 2697-63

Club nautique St-François inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 août 1966, approuvé le règlement numéro 1 (articles 1 à 38 inclusivement) du « Club nautique St-François inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16453-o 2482-66

Club nautique St-François inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 22, 1966, approved by-law number 1 (sections 1 to 38 inclusively) of "Club nautique St-François inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16453 2482-66

Crémerie Crête inc.

Avis est donné que la compagnie « Crémerie Crête inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 12.

Le Secrétaire,
LIONEL JANNA.

16455-o 5746-47

Crémerie Crête inc.

Notice is hereby given that "Crémerie Crête inc.", has changed the number of its directors from 8 to 12.

LIONEL JANNA,
Secretary.

16455 5746-47

Crémerie Crête inc.

Avis est donné que la compagnie « Crémerie Crête inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 8.

Le Secrétaire,
LIONEL JANNA.

16455-o 5746-47

Crémerie Crête inc.

Notice is hereby given that "Crémerie Crête inc.", has changed the number of its directors from 3 to 8.

LIONEL JANNA,
Secretary.

16455 5746-47

Lombard Power Equipment Limited

Avis est donné que la compagnie « Lombard Power Equipment Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
C. M. MAKINSON.

16456 14588-62

Lombard Power Equipment Limited

Notice is given that "Lombard Power Equipment Limited", has changed the number of its directors from 3 to 6.

C. M. MAKINSON,
Secretary.

16456-o 15488-62

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 août 1966, approuvé les règlements généraux de « Les Hebdos de Langue Française

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on August 22, 1966, approved the general by-laws of "Les Hebdos de Langue

du Canada », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16480-o 1578-36

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Avis est donné que la compagnie « Les Hebdos de Langue Française du Canada », a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 12.

Le Secrétaire,
LUCIEN FONTAINE.

16480-o 1578-36

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Avis est donné que « Les Hebdos de Langue Française du Canada », a changé son siège social de Ste-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, au numéro 528, rue Centrale, Val-d'Or, Abitibi.

Le Secrétaire,
LUCIEN FONTAINE.

16480-o 1578-36

Service des loisirs Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 juin 1966, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16481-o 5593-65

Crémerie Union, inc.

Avis est donné que la compagnie « Crémerie Union, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 3.

Le Secrétaire,
RENÉ AUBRY.

16491-o 3425-64

Hudson Land Development Co.

Avis est donné que la compagnie « Hudson Land Development Co. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
F. R. HODGSON.

16492 275-26

International Accountants Society, Inc.

Avis est donné que, par nouvelle procuration en date du 12 juillet 1966, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. Donald N. Byers, conseil en Loi de la reine, du 800, Carré Victoria, suite 2401, Montréal, a été nommé, en remplacement de M. Allan A. Magee, agent principal dans la province, de « International Accountants Society, Inc. », compagnie étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus, 1964, chapitre 282.

Avis est aussi donné qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à 800, Carré Victoria, suite 2401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16493-o 2085-27

Française du Canada", and such, pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16480 1578-66

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Notice is hereby given that "Les Hebdos de Langue Française du Canada", has changed the number of its directors from 13 to 12.

LUCIEN FONTAINE,
Secretary.

16480 1578-36

Les Hebdos de Langue Française du Canada

Notice is hereby given that "Les Hebdos de Langue Française du Canada", has moved its head office from Ste-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, to number 528 Centrale St., Val-d'Or, Abitibi.

LUCIEN FONTAINE,
Secretary.

16480 1578-36

Service des loisirs Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 20, 1966, approved the general by-laws of "Service des loisirs Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16481 5593-65

Crémerie Union, inc.

Notice is given that "Crémerie Union inc.", has changed the number of its directors from 8 to 3.

RENÉ AUBRY,
Secretary.

16491 3425-64

Hudson Land Development Co.

Notice is given that "Hudson Land Development Co.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

F. R. HODGSON,
Secretary.

6492-o 275-26

International Accountants Society, Inc.

Notice is given that, by new power of attorney dated July 12, 1966, copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Donald N. Byers, Queen's Counsel, 800 Victoria Square, suite 2401, Montreal, has been appointed, in replacement of Mr. Allan A. Magee, principal agent in the province, of "International Accountants Society, Inc.", extra-provincial company, duly authorized to carry on business in the province of Quebec pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

Notice is also given that under the new power of attorney above-mentioned, the principal office of the said company is established at 800 Victoria Square, suite 2401, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16493 2085-27

Martin Food Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « Martin Food Service Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
LILLIAN T. ST-MARTIN.

16494-o 11753-58

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 juillet 1966, approuvé les modifications aux articles V et VI des règlements généraux de « Quebec Federation of Protestant Home and School Associations », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16495-o 10014-55

J. Rothstein Furs Co.

Avis est donné que la compagnie « J. Rothstein Furs Co. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
SARAH ROTHSTEIN.

16496 3545-51

Martin Food Service Inc.

Notice is given that "Martin Food Service Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

LILLIAN T. ST-MARTIN,
Secretary.

16494 11753-58

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 7, 1966, approved the amendments to sections V and VI of the general by-laws of "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16495 10014-55

J. Rothstein Furs Co.

Notice is given that "J. Rothstein Furs Co.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

SARAH ROTHSTEIN,
Secretary.

16496-o 3545-51

Sièges sociaux

Ferro Metal Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Ferro Metal Ltd. », a transporté son siège social de 9500, boulevard St-Laurent, Montréal, à 2300, rue Garneau, dans la cité de Jacques-Cartier.

Le Secrétaire,
P. IBGHY.

16435 8232-42

Pat Bouvrette & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Pat Bouvrette & fils inc. », a changé son siège social de 57, rue St-Léandre, St-Jérôme, comté de Terrebonne, au numéro 630, boulevard des Laurentides, St-Antoine des Laurentides.

Le Secrétaire,
ARMAND BEAUCHAMPS.

16446-o 10053-56

Les Entreprises G. B. R. limitée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises G. B. R. limitée », a changé son siège social du numéro 127, boulevard Central, ville de Duberger, au numéro 460, avenue Godin, ville de Vanier.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL ROGER.

16447-o 3950-64

Placements Suzanne Ouimet inc.
Suzanne Ouimet Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Suzanne Ouimet inc. — Suzanne Ouimet Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 15 juillet 1966 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 4855, rue Boyer, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de juillet 1966.

Le Président,
MICHEL-A. GAGNON.

16448-o

Head Offices

Ferro Metal Ltd.

Notice is given that "Ferro Metal Ltd.", has transferred its head office from 9500 St. Lawrence Boulevard, Montreal, to 2300 Garneau Street, in the city of Jacques-Cartier.

P. IBGHY,
Secretary.

16435-o 8232-42

Pat Bouvrette & fils inc.

Notice is hereby given that "Pat Bouvrette & fils inc.", has moved its head office from 57 St-Léandre St., St-Jérôme, county of Terrebonne, to number 630 Laurentian Blvd., St-Antoine des Laurentides.

ARMAND BEAUCHAMPS,
Secretary.

16446 10053-56

Les Entreprises G. B. R. limitée

Notice is hereby given that "Les Entreprises G. B. R. limitée", has changed its head office from 127 Central Boulevard, town of Duberger, to 460 Godin Avenue, town of Vanier.

JEAN-PAUL ROGER,
Secretary.

16447 3950-64

Placements Suzanne Ouimet inc.
Suzanne Ouimet Investments Inc.

Notice is hereby given that "Placements Suzanne Ouimet inc. — Suzanne Ouimet Investments Inc.", incorporated by letters patent issued on July 15, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 4855 Boyer St., Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 25th day of July, 1966.

MICHEL-A. GAGNON,
President.

16448

Bélanger & Fils Inc.

Avis est donné par la compagnie « Bélanger & Fils Inc. », constituée en corporation sous lettres patentes en date du 10 mai 1966 qu'elle a établi son bureau à Rouyn, à 175 rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 10e jour de mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND BÉLANGER.

16465-o 1952-66

Bélanger & Fils Inc.

Notice is hereby given that "Bélanger & Fils Inc.", incorporated by letters patent under date of May 10, 1966 has established its head office at Rouyn, at 175 Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 10th day of May 1966.

RAYMOND BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

16465-o 1952-66

Catudal & Abelly Inc.

Avis est donné que la compagnie « Catudal & Abelly Inc. », constitué en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 21e jour de juillet 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à 1404, rue Bourbonnière, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 23e jour d'août 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire*,
ÉTIENNE CATUDAL.

16466 3039-66

Catudal & Abelly Inc.

Notice is hereby given that "Catudal & Abelly Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 21st day of July, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1404 Bourbonnière Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 23rd day of August, 1966.

(Seal) ÉTIENNE CATUDAL,
Secretary.

16466-o 3039-66

Jacques Couturier Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jacques Couturier Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de juin 1965 et ayant son bureau principal dans Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 660, Côte D'Abraham, l'a transporté au numéro 500, Côte d'Abraham.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19e jour d'août 1966.

La Secrétaire,
JANINE COUTURIER.

16467-o 3001-65

Jacques Couturier Inc.

Notice is hereby given that "Jacques Couturier Inc.", incorporated by letters patent dated June 29, 1965, and having its head office in Quebec, where its office was situated until today at 660 Abraham Hill, has transferred it to 500 Abraham Hill.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 19th day of August, 1966.

JANINE COUTURIER,
Secretary.

16467 3001-65

Plomberie B. M. Inc.
B. M. Plumbing Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Plomberie B. M. Inc. — B. M. Plumbing Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, le 5e jour de juillet 1966, et ayant son siège social à Cowansville, district de Bedford, province de Québec, a établi son bureau au numéro 128 de la rue Glen, à Cowansville.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Cowansville, ce 11e jour d'août 1966.

Le Secrétaire,
ÉDITH L'ITALIEN.

16468-o 2530-66

Plomberie M. B. Inc.
B. M. Plumbing Inc.

Notice is hereby given that "Plomberie B. M. Inc. — B. M. Plumbing Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent on the 5th day of July, 1966, and having its head office in the city of Cowansville, district of Bedford, Province of Quebec, as established its office at 128 Slen Street in Cowansville.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Cowansville, this, 11th day of August, 1966.

ÉDITH L'ITALIEN,
Secretary.

16468-o 2530-66

J. C. Vallée Inc.

Avis est donné que la compagnie « J. C. Vallée Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie

J. C. Vallée Inc.

Notice is hereby given that "J. C. Vallée Inc.", company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, on

de la Loi des compagnies de Québec, en date du 8e jour d'août 1966, aura sa principale place d'affaires à 332, rue Principale à Granby, district de Bedford.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 25e jour d'août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
CÉCILE BERNARD.

16469-o 3246-66

Waterman Canada Inc.

Avis est donné que la compagnie « Waterman Canada Inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 2, rue Waterman, St-Lambert, district de Montréal.

Le Secrétaire,
JACQUES LAURENT.

16497-o 4410-64

Vachon Corporation Limitée

Avis est donné que la compagnie « Vachon Corporation Limitée », constituée en corporation en date du 27e jour d'avril 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de St-Léonard de Port-Maurice où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 6590 de la rue Paul-Émile Lamarche, l'a transporté au numéro 6490 de la rue Paul-Émile Lamarche.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15e jour d'août 1966.

Le Président,
GUY VACHON.

16499-o

the 8th day of August, 1966, has its head office at 332 Main Street, Granby, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 25th day of August, 1966.

CÉCILE BERNARD,
Secretary-Treasurer.

16469-o 3246-66

Waterman Canada Inc.

Notice is given that "Waterman Canada Inc.", has changed its head office from Montreal, to number 2 Waterman Street, St-Lambert, district of Montreal.

JACQUES LAURENT,
Secretary.

16497 4410-64

Vachon Corporation Limitée

Notice is hereby given that "Vachon Corporation Limitée", incorporated on the 27th day day of April, 1965, and having its head office in the city of St-Léonard de Port-Maurice, where its office was situated until today at number 6590 Paul-Émile Lamarche St., has moved it to number 6490 Paul-Émile Lamarche St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of August, 1966.

GUY VACHON,
President.

16499

Demande à la Législature

St-Félix de Cap Rouge

Avis est donné par la corporation de la paroisse de St-Félix de Cap Rouge, comté de Québec, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour modifier les clauses d'imposition de taxes inscrites dans les règlements d'emprunt concernant les services municipaux d'aqueduc et d'égout

Québec, ce 15 août 1966.

Le conseiller juridique de la corporation,
GUY PINSONNAULT, avocat.

16336-33-4-o

Application to Legislature

St-Félix de Cap Rouge

Notice is given by the parish of St-Félix de Cap Rouge, county of Quebec, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act in order to modify the taxation enacted by the loan-by-laws concerning the water and sewer system of the municipality.

Quebec, August 15, 1966.

GUY PINSONNAULT, advocate,
Legal adviser of the Corporation.

16336-33-4

Liquidation — Avis de

J. D. Berthel ltée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « J. D. Berthel ltée », tenue à Buckingham, le 15 juillet 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 281, et que MM. J. Démétrius Berthel et G.-Raymond Berthel ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16471-o 16261-53

Winding up Notices

J. D. Berthel ltée

Notice is hereby given that during a special general assembly of the shareholders of "J. D. Berthel ltée", held at Buckingham, on July 15, 1966, a resolution was passed that the business of the said company be wound-up, and that it be dissolved, and such, in pursuance to the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281, and that Messrs J. Démétrius Berthel and G.-Raymond Berthel have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16471 16261-53

Ministère des Affaires municipales

Paroisse St-Joachim-de-Tourelle

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 1er août 1966, par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim-de-Tourelle, comté de Bellechasse, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 23 août 1966, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Joachim-de-Tourelle, comté de Bellechasse, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 23 août 1966.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

16449-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Parish of St-Joachim-de-Tourelle

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on August 1, 1966, by the municipal Council of the parish of Saint-Joachim-de-Tourelle, county of Bellechasse, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he decreed, on August 23, 1966, the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Joachim-de-Tourelle, county of Bellechasse, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French langage only.

This notice is published pursuant to section 131 of the municipal Code.

Quebec, August 23, 1966.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

16449 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Notre-Dame-de-la-Guadeloupe

Demande est faite de changer le nom de la commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, dans le conté de Frontenac, en celui de « La Guadeloupe », dans le même comté.

Québec, le 22 août 1966.

Le Ministère de l'Éducation,

16439-35-2-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

Marston

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Marston, dans le comté de Frontenac, à la municipalité scolaire de Lac Mégantic, dans le comté de Frontenac.

Québec, le 30 août 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

JEAN-JACQUES BERTRAND.

16501-35-2-o 240-66

Department of Education

Notre-Dame-de-la-Guadeloupe

Application is made to change the name of the school commission of Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, in the county of Frontenac, to that of "La Guadeloupe", in the same county.

Quebec, August 22, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

16439-35-2 *Minister of Education.*

Marston

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Marston, in the county of Frontenac, to the school municipality of Lac Mégantic, in the county of Frontenac.

Quebec, August 30, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

16501-35-2 240-66

Ministère des Finances *Assurances*

American Reciprocal Insurers

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « American Reciprocal Insurers », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, lequel assureur réciproque était dûment autorisé à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Commerce and Industry Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre cet assureur réciproque et cette compagnie le 22 avril 1966;

Attendu que « Commerce and Industry Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « American Reciprocal Insurers », s'est conformé aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

Department of Finance *Insurance*

American Reciprocal Insurers

Notice of Cancellation of Registration

Whereas "American Reciprocal Insurers", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, which reciprocal insurer was duly authorized to do business in the province of Quebec, has reinsured all its business in the province of Quebec with the "Commerce and Industry Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to an agreement of merger entered into by this reciprocal insurer and this company on the 22nd of April 1966;

Whereas "Commerce and Industry Insurance Company", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "American Reciprocal Insurers" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de « American Reciprocal Insurers » est annulé à compter du 9 août 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 août 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
16369-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registration of "American Reciprocal Insurers" is cancelled as from the 9th day of August 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th day of August 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
16369-o *Superintendent of Insurance.*

Swiss Reinsurance Company

Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Swiss Reinsurance Company », enregistrée sous le numéro 682, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 932, qui l'autorise, à compter du 17 juin 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Par voie de réassurance seulement: Vie; Incendie; Accident; Accident du travail; Aéronef; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Choc de véhicules; Chute d'aéronef; Crédit; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Faux; Fuite d'eau; Garantie; Grêle; Intempéries; Maladie; Ouragan; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Tremblement de terre; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 60, Mythenquai, Zurich 22, Suisse.

La compagnie a nommé Maître Jacques de Billy, C.R., 100, carré d'Youville, Québec 4, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 juin 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
16369-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Swiss Reinsurance Company

Notice of Issue of License
and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Swiss Reinsurance Company", registered under number 682, has obtained the license and certificate of registry number 932, authorizing it, as from the 17th of June 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: By way of reinsurance only: Life; Fire; Accident; Aircraft; Automobile; Boiler; Credit; - quake; Employers' liability; Explosion; Falling aircraft; Forgery; Guarantee; Hail; Impact by vehicles; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Water damage; Weather; Windstorm; Workmen's compensation; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 60, Mythenquai, Zurich 22, Switzerland.

The company has appointed Mr. Jacques de Billy, Q.C., 100, d'Youville Square, Quebec 4, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of June 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
16369-o *Superintendant of Insurance.*

Vigilant Insurance Company

Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Vigilant Insurance Company », enregistrée sous le numéro 686, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 933, qui l'autorise, à compter du 10 juin 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Accident; Automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 90, rue John, New York, New York 10038, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur C.-C. Goddard, 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juin 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
16369-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Vigilant Insurance Company

Notice of Issue of License
and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Vigilant Insurance Company", registered under number 686, has obtained the license and certificate of registry number 933, authorizing it, as from the 10th of June 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Automobile.

The head office of the company is situated at 90, John Street, New York, New York 10038, United States of America.

The company has appointed Mr. C. C. Goddard, 276, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of June 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
16369-o *Superintendent of Insurance.*

The Waterloo Mutual Insurance Company

Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Waterloo Mutual Insurance Company », enregis-

The Waterloo Mutual Insurance Company

Notice of Issue of License
and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Waterloo Mutual Insurance Company", registered under

trée sous le numéro 685, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 941 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie; Accident; Automobile; Aviation; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Choc de véhicules; Chute d'aéronef; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Fuite d'eau; Garantie; Intempéries; Ouragan; Transport intérieur; Vol; limités aux opérations d'assurance réalisées par « Canadian Sprinklered Risk Pool ».

Le siège social de la compagnie est situé à 28 nord, rue King, Waterloo, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Jean de Grandpré, c.r., 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal 1, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 juillet 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
16369-34-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

number 685, has obtained the license and certificate of registry number 941 authorizing it, as from the 1st of July 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire; Accident; Aircraft; Automobile; Explosion; Falling aircraft; Guarantee; Impact by vehicles; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Real property; Sprinkler leakage; Theft; Water damage; Waether; Windstorm, limited to the contracts of insurance written through the "Canadian Sprinklered Risk Pool".

The head office of the company is situated at 28, King Street North, Waterloo, Ontario.

The company has appointed Mr. Jean de Grandpré, Q.C., 360, St. James Street West, Montreal 1, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of July 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER A. CAMARAIRE,
16369-34-2-o *Superintendent of Insurance.*

Commerce and Industry Insurance Company of Canada

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Commerce and Industry Insurance Company of Canada », enregistrée sous le numéro 687, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 934, qui l'autorise, à compter du 29 juin 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, fuite d'eau, ouragan, tremblement de terre; Aéronef; Automobile; Bétail; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Crédit; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Garantie; Grêle; Intempéries; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de des genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 183, rue Bay, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur John-A. Hubbarde, Suite 557, Édifice Birks, 620, rue Cathcart, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29e jour de juin 1966.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
16369-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Commerce and Industry Insurance Company of Canada

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Commerce and Industry Insurance Company of Canada", registered under number 687, has obtained the license and certificate of registry number 934, authorizing it, as from the 29th of June 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, water damage, windstorm; Aircraft; Automobile; Boiler, Credit; Employers' liability; Guarantee; Hail; Inland transportation; Live stock; Machinery; Plate glass; Property damage; Public liability; Sprinkler leakage; Theft; Weather; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 183, Bay Street, Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. John-A. Hubbarde, Suite 557, Birks Building, 620, Cathcart Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th day of June, 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
16369-o *Superintendent of Insurance.*

Canadian Reciprocal Insurers

Avis d'annulagion de certificat d'enregistrement

Attendu que « Canadian Reciprocal Insurers », dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, lequel assureur réciproque était dûment autorisé à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Commerce and Industry Insurance Company of Canada », dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux firmes le 6 juin 1966;

Canadian Reciprocal Insurers

Notice of Cancellation of Certificate of Registration

Whereas "Canadian Reciprocal Insurers", whose head office is situated in Toronto, Ontario, which reciprocal insurer was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with the "Commerce and Industry Insurance Company of Canada", whose head office is situated in Toronto, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two firms on June 6, 1966;

Attendu que « Commerce and Industry Insurance Company of Canada » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Canadian Reciprocal Insurers » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de « Canadian Reciprocal Insurers » est annulé à compter du 30 juin 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1966.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

16438-o

Whereas "Commerce and Industry Insurance Company of Canada" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Canadian Reciprocal Insurers" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registration of "Canadian Reciprocal Insurers" is cancelled as from June 30, 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on June 30, 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

16438-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-11.1 région s'étendant de Pointe aux Anglais — Pointe Sproule

N-15.1 région s'étendant de Pointe est de rivière Moisie — Pointe St-Charles

B-6.3 région s'étendant de Pointe Métis — Les Boules

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 25 août 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
EDGAR CHARBONNEAU,
Ministre d'État.

16470-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-11.1 region extending from Pointe aux Anglais — Pointe Sproule

N-15.1 region extending from the East Pointe of Moisie River — Pointe St-Charles

B-6.3 region extending from Pointe Métis — Les Boules

are no longer toxic to a degree unsafe for use *as a food.*

Therefore, pursuant to section 6, subsection 1 of the Quebec Fishery Regulations, the Minister hereby opens the said areas and permits anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, August 25, 1966.

EDGAR CHARBONNEAU,
Minister of State,
Minister of Industry and Commerce.

16470

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse St-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 145-3 et la partie restante du lot 145-2 sont annulés vertu de l'article 2174-A du Code civil.

Québec le 3 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la ville de Hampstead, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 80-335, 81-25, 81-378, 81-429 et partie des lots 80-163-2, 80-164-1, 80-164-2, 80-163 à 80-166,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 145-3 and the remaining part of lot 145-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 3, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the town of Hampstead, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 80-335, 81-25, 81-378, 81-429 and part of lots 80-163-2, 80-164-1, 80-164-2, 80-163 to 80-166, 80-322, 81-77, 81-383,

80-322, 81-77, 81-383, 80, 81 et la partie restante des lots 81-26, 81-216, 81-279 à 81-382 sont sont annulés et les lots 4807 à 4818 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Beaconsfield, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 206 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

Paroisse de St-Alexis, canton de Bagot

Cadastre officiel de la paroisse de St-Alexis, canton de Bagot, municipalité de la ville de Port-Alfred, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 69-1 à 69-6, 70-1 à 70-4, 71-1 à 71-5, 72-1 à 72-5, 73-1 à 73-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

Paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine, municipalité de la ville de Candiac, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 687-776 à 687-827 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Beaconsfield, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 13-130, 13-131, 13-132, 13-186, 13-192 sont sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

16440-o

80, 81 and the remaining part of lots 81-26, 81-216, 81-279 to 81-382 are cancelled and lots 4807 to 4818 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 16, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Beaconsfield, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 206 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 16, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Parish of St-Alexis, township of Bagot

Official cadastre of the parish of St-Alexis, township of Bagot, municipality of the town of Port-Alfred, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 69-1 to 69-6 70-1 to 70-4, 71-1 to 71-5, 72-1 to 72-5, 73-1 to 73-5 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 3, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Parish of Laprairie-de-la-Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine, municipality of the town of Candiac, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 687-776 to 687-827 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 26, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Beaconsfield, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 13-130, 13-131, 13-132, 13-186, 13-192 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 26, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

16440-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Distributeurs de pain — Région de Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux distributeurs de pains de la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 85 du 4 février 1959, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation

Department of Labour

Notice of amendment

Bread Distributors — Montreal region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Bread Distributors in the Montreal region (made binding by decree number 85 of February 4, 1959 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the conside-

et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« L'Association des Boulangers de Montréal;

Les Boulangers Unis du Grand Montréal;

d'une part, et

L'Union des vendeurs de produits alimentaires, vendeurs à commission, employés de laiterie et de crème glacée, Local 973, affilié à la Fraternité Internationale des conducteurs d'attelage, chauffeurs, hommes d'entrepôts et aides d'Amérique;

L'Union Internationale des Travailleurs en Boulangerie et Confiserie d'Amérique, Local 55 C.T.C. — F.T.Q.;

d'autre part. »

2° La clause suivante sera ajoutée à l'article II:

« *Disposition spéciale – Expo 67:* L'emplacement de la Compagnie Canadienne de l'Exposition Universelle de 1967, c'est à dire l'Ile Sainte-Hélène, l'Ile Notre-Dame, l'Ile Verte et tout terrain mis à la disposition de la Compagnie Canadienne de l'Exposition Universelle de 1967 pour les fins de l'Exposition Universelle et Internationale de 1967, conformément à l'entente intervenue entre le gouvernement du Canada, la province de Québec et la ville de Montréal le 18 janvier 1963 ainsi que tout terrain, bâtisse de quelque nature que ce soit, régi, géré, administré, exploité ou détenu par la Compagnie comme propriétaire, locataire ou autrement, n'est pas inclus dans le décret à compter du 1er avril 1967 au 1er novembre 1967. »

3° Les articles IV, V, VI, VII et VIII seront remplacés par les suivants:

« IV. *Salaires et commissions:* Tout employé doit recevoir un salaire minimum de $60.00 pour une semaine de travail de cinq (5) jours.

V. *Heures de travail:* La semaine régulière de travail est de cinq (5) jours et aucune livraison ne doit être faite de 12 h 01 du matin le dimanche à 11 h 59 du soir le lundi.

VI. *Jours chômés:* Les jours suivants sont chômés et aucune livraison ne doit être faite le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces, Noël et le 26 décembre.

Cependant, le lundi sera considéré une journée ouvrable dans les cas suivants et sujets aux conditions ci-après nommées:

1. Quand une fête tombe un mardi ou un samedi, le lundi le plus rapproché devient une journée régulière de travail; cependant, quand le 1er juillet tombe un samedi, le lundi suivant demeure une journée non ouvrable;

2. Les lundis précédant et suivant Noël et le 26 décembre ainsi que le Premier jour de l'An et le 2 janvier deviennent des journées régulières de travail et ce, pour assurer dans ces semaines, un minimum de quatre (4) journées ouvrables et un naximum de cinq (5) journées ouvrables;

VII. *Vacances payées:* Tout employé doit recevoir une indemnité de vacances onformément aux dispositions de l'Ordonnance numéro 3, de la Commission du salaire minimum.

VIII. *Durée du décret:* Le présent décret dans sa teneur modifiée, demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1967. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de

ration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The list of contracting parties will be superseded by the following:

"Montreal Bakers' Association;

Les Boulangers Unis du Grand Montréal,

and

The Food Drivers, Commission Salesmen, Dairy & Ice Cream Workers, local 973, affiliated with the International Brotherhood of Teamsters, Chauffeurs, Warehousemen and Helpers of America;

The Bakery and Confectionery Workers' International Union of America, local 55, C.L.C. — Q.F.L.;

other part"

2. The following clause will be added to section II:

"*Special provision — Expo '67:* The site of the Canadian Corporation for the 1967 World Exhibition (i.e., l'Ile Sainte-Hélène, l'Ile Notre-Dame, l'Ile Verte and all the land put at the disposal of the Canadian Corporation for the 1967 World Exhibition for the purposes of the Universal and International Exhibition of 1967, in pursuance of the agreement entered into between the Government of Canada, the Province of Québec and the city of Montréal on January 18, 1963, as well as all land, building of any type, controlled, managed, administered, operated or held by the said Corporation as proprietor, lessee or otherwise) is excluded from the decree, from April 1, 1967 to November 1, 1967."

3. Sections IV, V, VI, VII and VIII will be replaced by the following:

"IV. *Wages and commissions:* Every employee shall be paid at least $60.00 for a 5-day work week.

V. *Hours of work:* The standard work week consists of five (5) working days. No deliveries shall be made between 12:01 a.m. Sunday and 11:59 p.m. Monday.

VI. *Non-working days:* No deliveries shall be made on the following non-working days: New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th.

However, Monday shall be considered as a working day in the following instances and shall be subject to the conditions specified below:

1. When a holiday falls on a Tuesday or on a Saturday, the closest Monday becomes a regular working day. However, when July 1st falls on a Saturday, the following Monday is a non-working day.

2. The Mondays preceding or following Christmas Day, December 26th, New Year's Day and January 2nd become regular working days, so that there may be a minimum of four (4) and a maximum of five (5) working days.

VII. *Vacation with pay:* Every employee shall receive vacation pay as provided for in the Minimum Wage Commission's Ordinance number 3.

VIII. *Term of the decree:* This decree, as amended, remains in force until December 31, 1967. It automatically renews itself from year to thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before December 31st of

soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1966. 16477-o

Avis

Plombiers — Trois-Rivières

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q.R. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

La Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, Section St-Maurice; d'une part, et

Le Syndicat des Plombiers Inc., de Trois-Rivières, d'autre part, pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Aux fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après mentionnée.

a) Le mot « employeur » désigne toute personne, société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage dans les métiers mentionnés dans le décret.

b) Le mot « compagnon » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le décret, et ayant obtenu une licence ou un certificat de qualification du Bureau des Examinateurs du Ministère du Travail ou du Comité Paritaire, selon le cas.

c) Le mot « compagnon junior » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le décret, et ayant obtenu une licence ou un certificat de qualification du Bureau des Examinateurs du Ministère du Travail ou du Comité Paritaire, selon le cas.

d) Le mot « apprenti » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le décret, et ayant obtenu une licence ou un certificat du Bureau des Examinateurs du Ministère du Travail ou du Comité Paritaire, selon le cas.

e) Le mot « journalier » désigne tout salarié non qualifié travaillant pour le compte des employeurs régis par le décret et qui exécute ordinairement du travail fait par un journalier.

f) Le mot « contremaître » désigne tout salarié compagnon qui a été engagé comme contremaître pour diriger les salariés sur un chantier donné.

II. *Champs d'applications: a) Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 3, 1966. 16477-o

Notice

Plumbers — Trois-Rivières

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties listed below have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

The Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec (St-Maurice section) and

Le Syndicat des Plombiers Inc., de Trois-Rivières, for the employers and employees of the trades concerned, according to following condition:

I. *Définitions:* For the purposes of this decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given them:

(*a*) "employer" designates any person, company, firm or corporation that enters into a labour hiring contract in the trades mentioned in the decree;

(*b*) "journeyman" designates any employee who can perform the usual operations of the trade(s) governed by the decree and who has obtained a license or competency certificate from the Department of Labour's Board of Examiners or from the Parity Committee, as the case may be;

(*c*) "junior journeyman" designates any employee can perform the usual operations of the trade(s) governed by the decree and who has obtained a license or competency certificate from the Department of Labour's Board of Examiners or from the Parity Committee, as the case may be;

(*d*) "apprentice" designates any employee who can perform the usual operations of the trade(s) governed by the decree and who has obtained a license or competency certificate from the Department of Labour's Board of Examiners or from the Parity Committee, as the case may be;

(*e*) "labourer" designates an unskilled employee who works for employers governed by the decree and who usually performs labourer's work;

(*f*) "foreman" designates any employee-journeyman who has been hired as foreman to supervise employees on a given job site.

II. *Jurisdictions:* (*a*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree encom-

torial du décret comprend les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

b) Champ d'application professionnel: Le décret s'applique aux travaux exécutés par les salariés qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de refrigération, de gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolation, couvreur (asphalte, goudron et gravier) ainsi qu'aux journaliers travaillant pour le compte des employeurs assujettis au décret.

c) Le chamd d'application professionnel des soudeurs à l'oxygène ou à l'électricité et des mécaniciens en isolation se limite aux métiers mentionnés au décret.

III. *Taux de salaire minimaux: a)* Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après: Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires d'appareils de refrigération et de gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolation, couvreur (asphalte, goudron et gravier), entrepreneurs membres de la Corporation (services personnels) et entrepreneurs habituellement assujettis au décret.

	Salaires horaires
À l'entrée en vigueur des présentes ments	$4.60
Au premier mai 1967	5.00
Au premier mai 1968	5.60

Compagnons:	*senior*	*junior*
À l'entrée en vigueur des présentes amendements	$2.71	$2.44
Au premier mai 1967	2.91	2.64
Au premier mai 1968	3.16	2.89

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

Apprentis:	*1ère année*	*2ième année*	*3ième année*	*4ième année*
À l'entrée en vigueur des présents amendements	$1.32	$1.49	$1.61	$1.73
Au premier mai 1967	1.44	1.62	1.75	1.88
Au premier mai 1967	1.59	1.78	1.82	2.07

Couvreur: (compagnons)	
À l'entrée en vigueur des présentes amendements	$2.61
Au premier mai 1967	2.81
Au premier mai 1968	3.06
Journalier:	
À l'entrée en vigueur des présentes amendements	$2.00
Au premier mai 1967	2.15
Au premier mai 1968	2.30

b) Tout journalier qui effectue des travaux de couverture reçoit le taux de salaire du journalier plus une prime de $0.20 l'heure.

c) Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

d) Il est permis d'établir et de maintenir des conditions de salaire comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret.

e) Les salariés doivent être payés chaque semaine.

f) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce, ou à forfait, ou pour un prix fixe est

passes the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

(b) Professional jurisdiction: The decree covers work carried out by: skilled employees and apprentices in the trades of plumber, heating equipment and accessories installer, refrigeration equipment installer, sprinkler fitter, welder (acetylene or electric arc), tinsmith roofer, insulator, roofer (asphalt, tar and gravel); labourers working for employers subject to the decree.

(c) The professional jurisdiction of welders (acetylene or electric arc) and of insulators is restricted to the trades mentioned in the decree.

III. *Minimum wage rates: (a)* The following minimum wage rates shall be paid for each of the following trades: plumber, heating equipment and accessories installer, refrigeration equipment installer, sprinkler fitter, welder (acetylene or electric arc), tinsmith roofer, insulator, roofer (asphalt, tar and gravel); contractors who are Corporation members (personal services) and contractors usually subject to the decree:

	Hourly wage rate
From the effective date of these amendments	$4.60
As of May 1, 1967	5.00
As of May 1, 1968	5.60

Journeymen:	*senior*	*junior*
From the effective date of these amendments	$2.71	$2.44
As of May 1, 1967	2.91	2.64
As of May 1, 1968	3.16	2.89

No employer may pay the rates provided for a junior journeyman to more than one (1) employee to every five (5) employees or fraction thereof paid at the senior journeyman's rate.

Apprentices:	*first year*	*second year*	*third year*	*fourth year*
From the effective date of these amendments	$1.32	$1.49	$1.61	$1.73
As of May 1, 1967	1.44	1.62	1.75	1.88
As of May 1, 1968	1.59	1.78	1.82	2.07

Roofers: (journeymen)	
As of the effective date of these amendments	$2.61
As of May 1, 1967	2.81
As of May 1, 1968	3.06
Labourers:	
As of the effective date of these amendments	$2.00
As of May 1, 1967	2.15
As of May 1, 1968	2.30

(b) Every labourer who does roofing work is to be paid labourer's wage rates plus a 20¢-an-hour bonus.

(c) No employer may have more than one (1) apprentice for each journeyman in his service.

(d) It is permissible to grant and maintain wage conditions containing wider benefits and advantages than those stipulated in the decree.

(e) Employees shall be paid weekly.

(f) Any contract entered into between an employer and one or more employees on a piecework, contract or lump sum basis is null and

de nul effet et défendu si ledit contrat représente des salaires inférieurs à ceux fixés par le décret.

IV. *Régime de sécurité sociale:* Les deux parties s'entendent pour accepter le principe d'un plan de sécurité social.

Un Comité composé d'un nombre égal de représentants des parties sera formé afin d'étudier toutes les modalités du plan de sécurité sociale. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction. Le Comité devra présenter un rapport aux parties au plus tard le 31 décembre 1968.

V. *Durée de travail: a)* La durée normale pour les salariés assujettis au décret est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et midi, 1.00 p.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi mercredi, jeudi et vendredi, formant un total de quarante (40) heures par semaine.

b) La durée normale pour les couvreurs et les journaliers effectuant des travaux de couverture est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et midi, 1.00 p.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, formant un total de quarante (40) heures par semaine.

VI. *Travail supplémentaire: a)* Tout travail exécuté en dehors des heures régulières et en dehors des limites horaires, tel que stipulé à l'article V, ainsi que tout travail exécuté le samedi, doit être considéré comme du travail supplémentaire. Il doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux de salaire régulier.

b) Double équipe: Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise pourvu que la durée du travail des équipes n'excède pas, en aucun temps, huit (8) heures par jour, et quarante (40) heures par semaine.

c) Tout salarié appelé à exécuter du travail sur le système de la double équipe doit recevoir une prime additionnelle de $0.10 de l'heure.

VI. *Jours chômés: a)* Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier de l'an, l'Épiphanie, la Noël, la Confédération, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail ainsi que le vendredi saint.

b) Au cas où les salariés doivent travailler les jours mentionnés au paragraphe précédent, ils doivent être rémunérés à raison de double salaire par rapport au salaire régulier.

VII. *Vacances payées: a)* Tout salarié assujetti au décret a droit chaque année à deux semaines de vacances payées dont la date est fixée par l'employeur pendant la période comprise entre le 1er mai et le 30 septembre.

b) La rémunération payable aux salariés pour ces vacances est établie d'après la méthode suivante:

À la fin de chaque semaine, l'employeur doit porter au crédit de chacun de ses salariés assujettis au décret une somme équivalente à: 4% en 1966, 5% en 1967, 5% en 1968 du salaire payé.

VIII. *Accidents:* Lorsqu'un salarié se blesse en devoir, il reçoit plein salaire pour la journée même et le lendemain de l'accident, pourvu qu'il reçoive des prestations de la Commission des Accidents du Travail de la Province de Québec.

IX. *Bien être et hygiène:* Les entrepreneurs doivent aménager un endroit convenable permettant aux salariés de prendre leur repas. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires tels que savon, serviettes, etc.

forbidden if the said contract provides wages lower than those laid down by the decree.

IV. *Social security plan:* The two parties agree on the principle of a social security plan.

A committee shall be set up to study all the details of the social security plan and shall be composed of an equal number of representatives of both parties. The said committee may hire all necessary personnel to carry out its mandate. The committee shall report to the parties by December 31, 1968, at the latest.

V. *Hours of work:* (*a*) Standard working hours for employees subject to the decree shall not exceed eight (8) a day nor forty (40) a week, scheduled between 8:00 a.m. and noon, 1:00 p.m. and 5:00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

(*b*) Standard working hours for roofers and labourers doing roofing work shall not exceed eight (8) a day nor forty (40) a week, scheduled between 7:00 a.m. and noon, 1:00 p.m. and 6:00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

VI. *Overtime:* (*a*) All time worked outside the standard hours and hourly limits specified in section V, as well as all time worked on Saturday, shall be considered as overtime and shall be paid at time and one half.

(*b*) *Double shift:* If the double shift system is set up, hours of work are scheduled according to the firm's requirements provided that they do not exceed the 8-hour day or 40-hour week.

(*c*) Any employee working on the double shift system shall receive a 10¢-an-hour bonus.

VI. *Non-working days:* (*a*) No work is to be performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Christmas Day, Canada Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Good Friday.

(*b*) Employees shall be paid double time for any work done on any of the days listed in the preceding subsection.

VII. *Vacation with pay:* (*a*) Every employee subject to the decree is entitled to two weeks' vacation with pay, every year. Employers shall determine the vacation dates in the May 1st to September 30th period.

(*b*) Vacation pay is calculated as follows: at the end of each week, the employer shall credit each employee subject to the decree with an amount equivalent to 4% in 1966, 5% in 1967, 5% in 1968, of wages earned.

VIII. *Accidents:* Should an employee sustain injury while on duty, he shall receive full wages for the day of and the day following the accident, provided he receives compensation payments from the Québec Workmen's Compensation Commission.

IX. *Welfare and health:* Contractors shall set up a convenient place so that employees may have their meals. They shall also set up a washroom and supply the usual necessities such as soap, towels, etc.

X. *Minimum de paie:* a) Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle, et qui n'a pas été avisé la veille que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail, l'employeur peut exiger que cet employé demeure à sa disposition pendant ces trois (3) heures d'attente.

b) Les couvreurs et les journaliers qui effectuent des travaux de couverture peuvent se prévaloir du présent article, à la condition qu'ils aient effectivement commencé de travailler.

XI. *Casque de sécurité:* Les casques de sécurité exigés par l'employeur sont fournis par l'employeur.

XII. *Période de repos:* Les salariés bénéficieront de deux (2) périodes de repos de dix (10) minutes chaque jour; soit à chaque demi-journée de travail à l'heure indiquée par l'employeur, ou son représentant.

XIII. *Apprentissage:* a) Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers régis par le décret avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes ou municipalités, où une licence ou un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers régis par le décret doivent s'enregistrer à l'endroit où est émis tel certificat, soit par le Bureau des Examinateurs du Ministère du Travail ou un Comité Paritaire, selon le cas.

c) Aucun employeur assujetti au décret ne peut prendre à son emploi un apprenti, à moins qu'il ne soit détenteur d'une licence ou certificat prévu par les lois et règlements de la province, soit par le Bureau des Examinateurs du Ministère du Travail ou un Comité Paritaire, selon le cas.

d) Tout apprenti, en faisant une demande d'emploi chez un employeur doit présenter un certificat de neuvième année scolaire, au moins.

e) Tout apprenti qui change de catégorie est tenu d'en informer son employeur sur le champ par lettre enregistrée. Autrement, il ne touchera pas la différence du salaire prévu.

XIV. *Frais de transport et de pension:* a) Le salarié doit se rendre au siège social de son employeur et retourner à son domicile à ses frais et sur son temps.

b) Tout salarié requis de se rendre sur un chantier situé entre le siège social de son employeur et son propre domicile, au lieu de se rendre directement au siège social de son employeur, le fera sur son temps et à ses frais.

c) Le salarié requis de se déplacer pendant les heures régulières de travail pour exécuter des travaux sera rémunéré pour ce temps et l'employeur doit en assumer les frais de transport.

d) Lorsque le salarié est requis de travailler à l'extérieur, mais dont les voyages d'aller et retour s'effectuent dans la même journée, les frais de transport sont à la charge de l'employeur. Le temps d'un voyage est aux frais de l'employé et le temps d'un voyage est au frais de l'employeur. Le voyage aux frais de l'employeur est rémunéré au taux simple et, si fait en dehors des heures régulières de travail, il n'est pas compris dans le calcul de la semaine normale de 40 heures de travail.

e) Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés, les frais de transport et de pension sont à la charge de l'employeur. Dans ce cas, si le déplacement du salarié pour se rendre sur les lieux desdits travaux nécessite plusieurs heures,

X. *Reporting pay:* (a) Every employee who reports in to work at the usual time and who has not been advised the day before that his services would not be required, is entitled to be paid for at least three (3) hours' work. The employer may request that such employee remain at his disposal during such three (3) hours.

(b) Roofers and labourers who do roofing work are covered by this section, provided that they have already begun working.

XI. *Safety helmet:* An employer who requests safety helmets shall supply them.

XII. *Rest periods:* Employees shall have a 10-minute rest period for each half-day's work at the times scheduled by the employer or his representative.

XIII. *Apprenticeship:* (a) No one may begin apprenticeship in any of the trades governed by the decree before his sixteenth (16th) birthday.

(b) In cities, towns or municipalities where a license or competency certificate is required, all apprentices plying or wishing to ply the trades governed by the decree shall register where such a certificate is issued, either by the Department of Labour's Board of Examiners or by the Parity Committee, as the case may be.

(c) No employer subject to the decree may hire an apprentice who does not hold a license work certificate required by the provincial laws, and regulations, either by the Department of Labour's Board of Examiners or by a Parity Committee, as the case may be.

(d) Every apprentice who applies for employment shall be able to produce a Grade 9 certificate at least.

(e) Every apprentice who changes category shall immediately advise his employer by registered Mail. Failing this, he shall not be entitled to the new pertinent wage rate.

XIV. *Travelling expenses and board:* (a) Employees shall travel to and from their employer's headquarters at their expense and on their own time.

(b) Any employee who is sent to a job site located between his employer's headquarters and his home, shall do so at his own expense and on his own time. He need not go directly to the employer's headquarters.

(c) Any employee who has to travel to work during regular working hours, shall be paid for travelling time and expenses.

(d) When an employee has to work outside, but travelling both ways is done in the same day, travelling expenses shall be paid by the employer. Travelling time (one way) shall be paid by the employee and the return trip shall be paid by the employer, at the regular rate. When travelling is done outside standard working hours, it is not calculated in the 40-hour work week.

(e) When work is performed in remote areas, travelling expenses are paid by the employer. In such instances, if the employee is compelled to travel many hours in order to reach the job site, he shall be paid for at least eight (8) hours

le salarié doit recevoir paiement pour un maximum de huit (8) heures de travail au taux régulier pour chaque vingt-quatre (24) heures même si le voyage s'effectue le samedi, le dimanche ou durant des jours chômés.

f) L'employeur qui transporte matin et soir des salariés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension.

XV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée dans le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

Le Comité paritaire présentement constitué continue d'exercer ses fonctions à la suite de la mise en vigueur des présents amendements.

XVI. Le présent décret abroge le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et ses amendements.

XVII. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1968.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1966. 16477-a

work at the regular rate for each twenty-four-hour period eventhough travelling may be done on Saturdays, Sundays or non-working days.

(*f*) Employers who transport their employees both morning and evening are not subject to the stipulations governing travelling expenses and board.

XV. Upon ratification of this agreement, the existing parity committee, set up to administer the former decree in the territorial jurisdiction stipulated in the present decree, remains in office and administers this decree until a new committee is set up. The new committee succeeds the former and is vested with all the assets and rights of the said committee. It also assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

The actual parity committee continues in office after these amendments come into force.

XVI. This decree repeals decree number 338 of March 11, 1948, and amendments.

XVII. *Term of the decree:* This decree becomes effective on the date it is published in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1968.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 3, 1966. 16477-o

Avis de modification

Construction — Chicoutimi

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° Les mots « et qui tire les joints » apparaissant à la fin du paragraphe « *b* » de l'article I seront remplacés par les mots « ou qui en tire les joints ».

2° Les mots « et qui tire les joints » apparaissant à la fin du paragraphe « *q* » de l'article I seront remplacés par les mots « ou qui en tire les joints ».

3° Les mots « et autres travaux du même genre » apparaissant au paragraphe « *g-5°* » de l'article III seront biffés.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement.

Notice of amendment

Construction — Chicoutimi

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building trades in the Chicoutimi region (made binding by decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments) have petitioned him to amend the said decree as follows:

1. At the end of subsection "*b*", section I, the words "and does joint-pointing" will be replaced by: "and does joint-pointing in connection therewith".

2. At the end of subsection "*q*", section I, the words "and who does joint-pointing" will be replaced by: "and does joint-pointing in connection therewith".

3. In subsection "*g-5*" of section III, the words "and other works of the same kind" will be deleted.

Publication of this notice does not made binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into

L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1966. 16477-o

Avis d'approbation d'un règlement spécial

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que par l'arrêté en conseil numéro 1391 du 24 août 1966, un règlement spécial du Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda a été approuvé et ajouté à la constitution et aux règlements dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 684(A) du 13 avril 1966.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes dudit règlement spécial ont été déclarées obligatoires:

« *Règlement spécial*

20° *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 159 du 1er février 1966 et ses amendements ultérieurs, pour tous les salariés assujettis audit décret qui exercent le métier de mécanicien ou celui de carrossier (débosseur).

Tous les apprentis et compagnons qui ont pratiqué l'un ou l'autre des métiers visés avant la mise en vigueur du présent arrêté bénéficient de leurs droits acquis c'est-à-dire des crédits accumulés au cours de leur expérience passée, et doivent recevoir leur certificat d'apprenti ou leur certificat de compétence en tenant compte de la coutume du métier dans l'esprit de l'article 35 de la Loi. »

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 septembre 1966. 16477-o

force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 3, 1966. 16477-o

Notice of a special by-law approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that a special by-law of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda was approved by Order in Council number 1391 of August 24, 1966. This special by-law has been added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee which had already been approved by Order in Council number 684(A) of April 13, 1966.

Under the Act, the following provisions of the said special by-law have been declared obligatory:

"*Special By-Law*

20. *Competency certificate:* In compliance with section 25 of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee makes competency certificates mandatory throughout the territorial jurisdiction of decree number 159 of February 1, 1966 and its subsequent amendments, for all the employees subject to the said decree who ply the mechanic's or bodyman's trades.

All apprentices and journeymen who plied one of the trades concerned before the coming into force of this Order in Council, are entitled to their vested rights (i.e., credits accumulated during their previous experience) and are to be given their apprentice certificate or competency certificate while taking into account the customs of the trade and the spirit and intent of section 35 of the Act."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 3, 1966. 16477-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1388

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des accessoires de mode dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des accessoires

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1388

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Fashion Accessories Industry in the Island of Montreal and a 100-mile radius of its limits.

WHEREAS, purusant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Fashion Accessories In-

de mode dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 juin 1966;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 99, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes « *a* » et « *c* » de l'article IV sont remplacés par les suivants:

« IV. *Taux minima de salaires:* a) Les salariés qualifiés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

Brodeur à la machine « Bonnaz » (mécanicien Bonnaz)	$1.88
Plisseur et patronnier (faiseur de patrons)	1.53
Mécanicien de machine Bonnaz à manette enclanchée	1.26
Assistant plisseur et aide	1.25
Mécanicien de machines spéciales	1.11
Presseur de nervures	1.11
Imprimeur à la main (étampeur)	1.11
Perleur au crochet	1.02
Brodeur à la main	1.02
Ouvrier d'atelier (employé général)	1.02
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	1.02
Brodeur à la machine automatique à têtes multiples	1.02

c) À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement, tout employeur doit payer aux brodeurs à la machine « Bonnaz », aux plisseurs et aux patronniers (faiseurs de patrons), une majoration de douze cents ($0.12) l'heure. Les salariés des autres métiers bénéficieront d'une majoration de dix cents ($0.10) l'heure. Ces majorations doivent s'appliquer aux taux horaires effectivement payés à chaque salarié.

Toutefois, les employeurs qui, depuis le 25 juillet 1966, ont accordé ces augmentations en tout ou en partie peuvent en tenir compte dans l'application des présentes.

Les taux payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minima établis par le présent décret. »

2° L'Article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Apprentis:* a) À l'exception des brodeurs à la machine « Bonnaz », le pourcentage du nombre d'apprentis par rapport à celui des ouvriers qualifiés ne doit pas dépasser quinze pour cent (15%).

b) Un apprenti ouvrier d'atelier (employé général), faiseur de boucles et de boutons recouverts, perleur au crochet, brodeur à la main et brodeur à la machine automatique à têtes multiples est qualifié après six (6) mois et doit être rémunéré comme suit:

Salaire minimum	$0.95
Après 3 mois	0.98
Après 6 mois	1.02

dustry in the Island of Montreal and a 100-mile radius of its limits (made binding by decree number 99 of January 29, 1948 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of June 25, 1966;

WHEREAS the objection put forth was duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 99 be amended as follows:

1. Subsections "*a*" and "*c*" of section IV are superseded by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* (*a*) Skilled employees of the crafts listed below shall receive the following hourly minimum rates:

Bonnaz Embroidery Operator	$1.88
Pleaters and Pattern Maker	1.53
Frozen Handle Bonnaz Operator	1.26
Pleaters' Assistant and Helper	1.25
Special Machine Operator	1.11
Pin-tucker Presser	1.11
Stamper	1.11
Crochet Beader	1.02
Hand Embroidery Worker	1.02
Floor Helper	1.02
Covered button and buckle maker	1.02
Multi-Head Automatic Machine Embroidery Watcher	1.02

(*c*) From the effective date of this amendment decree, every employer shall pay to all Bonnaz embroidery operators, pleaters and pattern makers, an increase of twelve cents ($0.12) per hour and to every employee in all other crafts an increase of ten cents ($0.10) per hour, the whole in addition to the actual hourly rates paid to each such employee.

However, employers who have paid the whole or any part of the above increases to their employees, since July 25, 1966, shall be entitled to take credit for such increases pro tanto.

In no case may the wage rates for skilled employees be less than the minimum provided for by this decree."

2. Section XI is superseded by the following:

"XI. *Apprentices:* (*a*) With the exception of Bonnaz Embroidery operators, not more than fifteen per cent (15%) apprentices to workers shall be permitted in any one shop.

(*b*) Apprentice floor-helpers, button and buckle makers, crochet beaders, hand embroidery workers and multi head automatic machine embroidery watchers shall graduate in six months and shall be paid as follows:

Minimum rate	$0.95
After 3 months	0.98
After 6 months	1.02

c) L'assistant-plisseur et l'aide sont qualifiés en neuf (9) mois et doivent être payés comme suit:

Salaire minimum	$0.95
Après 3 mois	1.05
Après 6 mois	1.15
Après 9 mois	1.25

d) L'apprenti mécanicien de machine Bonnaz à manette enclanchée est qualifié en quinze (15) mois et doit être payé comme suit:

Salaire minimum	0.95
Après 3 mois	1.01
Après 6 mois	1.07
Après 9 mois	1.13
Après 12 mois	1.19
Après 15 mois	1.26

e) Un apprenti mécanicien de machines spéciales, imprimeur à la main (étampeur) et presseur de nervures est qualifié en douze (12) mois et doit être payé comme suit:

Salaire minimum	0.95
Après 3 mois	0.99
Après 6 mois	1.03
Après 9 mois	1.07
Après 12 mois	1.11

f) Aucun apprenti ne peut être employé dans une section « Bonnaz » à moins que l'employeur n'ait à son emploi au moins cinq (5) brodeurs à la machine « Bonnaz » qualifiés.

Un apprenti brodeur à la machine « Bonnaz » est un salarié qui apprend à travailler sur une machine à broder « Bonnaz ». Il est promu comme brodeur à la machine « Bonnaz » qualifié après vingt-sept (27) mois d'apprentissage et doit être payé comme suit:

Salaire minimum	1.07
Après 3 mois	1.16
Après 6 mois	1.25
Après 9 mois	1.34
Après 12 mois	1.43
Après 15 mois	1.52
Après 18 mois	1.61
Après 21 mois	1.70
Après 24 mois	1.79
Après 27 mois	1.88

Après vingt-sept (27) mois, le brodeur à la machine « Bonnaz » doit subir un examen pour déterminer sa compétence. S'il obtient son certificat, il a droit alors aux taux établis pour le brodeur à la machine « Bonnaz » qualifié. »

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion, on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

(*c*) Assistant pleaters and helpers shall graduate in nine (9) months and shall be paid as follows:

Minimum rate	$0.95
After 3 months	1.05
After 6 months	1.15
After 9 months	1.25

(*d*) An apprentice frozen-handle Bonnaz operator shall graduate in fifteen (15) months and shall be paid as follows:

Minimum rate	0.95
After 3 months	1.01
After 6 months	1.07
After 9 months	1.13
After 12 months	1.19
After 15 months	1.26

(*e*) An apprentice machine operator, stamper and pintuck presser shall graduate in twelve (12) months and shall be paid as follows:

Minimum rate	0.95
After 3 months	0.99
After 6 months	1.03
After 9 months	1.07
After 12 months	1.11

(*f*) No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has in his employment at least five (5) full-skilled Bonnaz embroidery operators.

An apprentice Bonnaz embroidery operator is one who is a beginner at the Bonnaz embroidery machine and shall be graduated in twenty-seven (27) months into a fully skilled Bonnaz embroidery operator, and shall be paid as follows:

Minimum rate	1.07
After 3 months	1.16
After 6 months	1.25
After 9 months	1.34
After 12 months	1.43
After 15 months	1.52
After 18 months	1.61
After 21 months	1.70
After 24 months	1.79
After 27 months	1.88

After twenty-seven (27) months, a Bonnaz embroidery Operator shall be examined as to competency, and if granted a competency card, he or she shall be entitled to the full scale of Bonnaz embroidery Operators."

Explanatory note: The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged. In order to avoid confusion, the terms which had been in use until now have been placed between brackets.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested or current interests. In particular, it does not prevent the application of the new wage rates for such trades which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1389

Québec, le 24 août 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au règlement de prélèvement de chacun des comités paritaires chargé d'assurer l'observance des décrets relatifs à l'industrie de la construction dans les diverses régions de la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement de chacun des comités paritaires chargés d'assurer l'observance des décrets relatifs à l'industrie de la construction, dont les noms sont ci-après mentonnés, approuvé par l'arrêté en conseil indiqué en regard de chacun d'eux, soit rendu applicable aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province et, en conséquence, modifié en y remplaçant l'article 4, ajouté par l'arrêté en conseil numéro 1390 du 12 juillet 1965, par le nouvel article 4 suivant:

« 4. *Disposition spéciale*

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1288 du 2 juillet 1964 et amendements, relatif à la construction des lignes de transmission, et au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure, dont la mise à exécution a été confiée au comité paritaire susmentionné. »

1° Comité paritaire de l'Industrie de la construction de l'Ouest du Québec — Arrêté en conseil numéro 2364 « B » du 1er décembre 1965.

2° Comité paritaire de l'Industrie de la construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval — Arrêté en conseil numéro 831 « F » du 4 mai 1966.

3° Comité paritaire de l'Industrie de la construction de Drummondville — Arrêté en conseil numéro 634 « G » du 5 avril 1966.

4° Comité paritaire de la construction du comté de Duplessis — Arrêté en conseil numéro 831 « G » du 4 mai 1966.

5° Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull — Arrêté en conseil numéro 684 « C » du 13 avril 1966.

6° Comité conjoint des Métiers de la construction de Joliette — Arrêté en conseil numéro 492 « I » du 22 mars 1966.

7° Comité conjoint de l'Industrie de la construction de la région de Montréal — Arrêté en conseil numéro 2449 « C » du 15 décembre 1965.

8° Comité conjoint de l'Industrie de la construction de Québec — Arrêté en conseil numéro 825 « A » du 23 avril 1965, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1075 « E » du 26 mai 1965, prolongé jusqu'au 28 mai 1966 par l'arrêté en conseil numéro 219 « H » du 8 février 1966 et prolongé jusqu'au 28 août 1966 par l'arrêté en conseil numéro 937 « E » du 18 mai 1966.

9° Comité conjoint de la construction de Rimouski — Arrêté en conseil numéro 2364 « G » du 1er décembre 1965.

10° Comité paritaire de la construction de St-Hyacinthe — Arrêté en conseil numéro 491 « H » du 22 mars 1966.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1389

Québec, August 24, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of each parity committee entrusted with ensuring the observance of the decrees respecting the Construction Industry in the various regions of the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law of each parity committee listed below together with their respective approving Order in Council, and entrusted with ensuring the observance of the decrees respecting the Construction Industry, be made applicable to professional employers and employees subject to decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province) and consequently be amended by replacing section 4 (which was added by Order in Council 1390 of July 12, 1965) by the following new section 4:

"4. *Special provision*

The provisions of this by-law also cover professional employers and employees subject to decree number 1288 of July 2, 1964 and amendments (Construction of Transmission Lines) and to decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry) whose application has been entrusted to the above-mentioned parity committee."

1. Parity Committee of the Construction Industry of Western Québec — Order in Council number 2364 "B" of December 1, 1965.

2. *Comité paritaire de l'Industrie de la construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval* — Order in Council number 831 "F" of May 4, 1966.

3. The Building Trades Joint Committee of Drummondville — Order in Council number 634 "G" of April 5, 1966.

4. The Parity Committee of the Building Industry of Duplessis County — Order in Council number 831 "G" of May 4, 1966.

5. The Parity Committee for the Building Trades of the district of Hull — Order in Council number 684 "C" of April 13, 1966.

6. Building Trades Joint Committee of Joliette — Order in Council number 492 "I" of March 22, 1966.

7. The Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal — Order in Council number 2449 "C" of December 15, 1965.

8. Joint Committee of the Construction Industry, Québec — Order in Council number 825 "A" of April 23, 1965; amended by Order in Council number 1075 "E" of May 26, 1965; extended until May 28, 1966, by Order in Council number 219 "H" of February 8, 1966 and extended until August 28, 1966 by Order in Council number 937 "E" of May 18, 1966.

9. Construction Joint Committee of Rimouski — Order in Council number 2364 "G" of December 1, 1965.

10. Building Industry Parity Committee of St. Hyacinthe — Order in Council number 491 "H" of March 22, 1966.

11° Comité paritaire de l'Industrie de la construction du district électoral de Saguenay — Arrêté en conseil numéro 831 « E » du 4 mai 1966.

12° Comité paritaire des Métiers de la construction de St-Jean — Arrêté en conseil numéro 1339 du 16 août 1966.

13° Comité paritaire de la construction, région des Laurentides — Arrêté en conseil numéro 2449 « B » du 15 décembre 1965.

14° Comité conjoint de l'Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est — Arrêté en conseil numéro 1835 « C » du 15 septembre 1965.

15° Comité paritaire de l'Industrie de la construction de Sorel — Arrêté en conseil numéro 2364 « A » du 1er décembre 1965.

16° Comité paritaire des Métiers de la construction des Trois-Rivières — Arrêté en conseil numéro 2275 « F » du 17 novembre 1965.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1390

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 28 octobre 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1392

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la Construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 825 (A) du 23 avril 1965, amendé par l'arrêté en conseil 1075 (E) du 26 mai 1965 et déjà prolongé jusqu'au 28 août 1966 par les arrêtés en conseil numéro 219 (H) du 8 février 1966 et 937 (E) du 18 mai 1966, soit de nouveau prolongé jusqu'au 28 octobre 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1393

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuilles.

11. Building Industry Parity Committee of the electoral district of Saguenay — Order in Council number 831 "E" of May 4, 1966.

12. The Building Trades Joint Committee of St. John's — Order in Council number 1339 of August 16, 1966.

13. The Construction Industry Parity Committee, Laurentides Region — Order in Council number 2449 "B" of December 15, 1965.

14. The Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District — Order in Council number 1835 "C" of September 15, 1965.

15. Joint Committee of the Building Industry of Sorel — Order in Council number 2364 "A" of December 1, 1965.

16. The Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières — Order in Council number 2275 "F" of November 17, 1965.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1390

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the Québec region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

THAT decree number 419 of April 18, 1957 and amendments (Construction industry and trades in the Québec region) be extended until October 28, 1966.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1392

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec (authorized by a by-law approved by Order in Council number 825 (A) of April 23, 1965, amended by Order in Council 1075 (E) of May 26, 1965 and previously extended until August 28, 1966 by Orbers in Council numbers 219 (H) of February 8, 1966 and 937 (E) of May 18, 1966), be once again extended until October 28, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1393

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuilles, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, Section « C », soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1394

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1395

Québec, le 24 août 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Victoriaville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville, de Princeville et du village de Warwick, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juin 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

1° Le nouvel article 108 suivant est ajouté à la Deuxième Partie:

« 108. L'employeur doit accorder à tout salarié, un congé payé de maladie n'excédant pas douze (12) jours par année, ni trois (3) jours ouvrables consécutifs par maladie. »

2° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 110 sont remplacés par les suivants:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Street Metal Fabrication Industry (authorized by a by-law approved by Order in Council number 305 (C) of February 16, 1965) be extended until November 1, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1394

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 827 of August 14, 1958 and amendments (Sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius from its limits) be extended until November 1, 1966.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1395

Québec, August 24, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Barbering and Hairdressing trades in the Victoriaville region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville, Princeville and the village of Warwick (made binding by decree number 98 of January 29, 1948 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of June 11, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That said decree number 98 be amended as follows:

1. A new section 108 is added to Part Two, as follows:

"Employers shall grant their employees a maximum of twelve days' sick leave with pay per year. No more than three (3) consecutive working days may be taken per illness."

2. Subsections "*a*" and "*b*" of section 110 are replaced by the following:

« a) *Employé permanent:* Le coiffeur pour hommes permanent, classe « A », doit recevoir une rémunération de soixante dollars ($60.00) par semaine. Le coiffeur pour hommes permanent, classe « B », doit recevoir une rémunération de cinquante-cinq dollars ($55.00) par semaine.

b) *Employé surnuméraire:* Un coiffeur pour hommes, classe « B » ou classe « A », embauché de façon temporaire ou comme remplaçant, a droit à un salaire de douze dollars ($12.00) par jour. »

3° L'article 112 est remplacé par le suivant:

« 112. *Durée du travail:* a) Aux fins du présent décret, la durée du travail est répartie de la façon décrite ci-dessous:

Coiffeurs pour hommes
Zones I et II

Le lundi: de 8 h du matin à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h du matin à 6 h 30 du soir;

Le vendredi: de 8 h du matin à 9 h du soir;

Le samedi: de 8 h du matin à midi (le travail pour le dernier client doit être terminé à midi).

b) Toutefois, dans les villes de Plessisville, Princeville, Arthabaska, Warwick et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail sont de 8 h du matin à 7 h 30 du soir, les mardi, mercredi et jeudi.

c) Dans tout le champ d'application territorial, il n'y a aucun travail le lundi durant les mois de juillet et août.

d) Il est permis de terminer le travail pour les clients qui sont à l'intérieur du salon avant l'expiration des heures de travail, excepté le samedi. »

4° L'énumération des services rendus au public, apparaissant à l'article 113, est remplacée par la suivante:

« 113. *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Coiffeurs pour hommes:	*Zones I et II*
Coupe de cheveux ordinaire:	
Pour enfants de moins de 15 ans	$0.75
Pour adultes	1.25
Coupe de cheveux en brosse:	
Pour enfants de moins de 15 ans	0.90
Pour adultes	1.50
Coupe de cheveux au rasoir (y compris le shampooing et l'ondulation)	3.00
Ondulation	0.75
Barbe	0.75
Shampooing	0.85
Massage à la crème	0.75
Massage à la glaise	1.00
Massage à l'huile	1.25
Lotion ou tonique	0.25
Flambage des cheveux	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50 »

5° L'article 115 est remplacé par le suivant:

« 115. *Salaires minimaux:* Le salaire normal pour les heures normales est le suivant dans les zones I et II:

a) *Employé permanent:* Le coiffeur pour dames permanent, classe « A », doit recevoir une rémunération de cinquante dollars ($50.00) par semaine. Le coiffeur pour dames permanent, classe « B », doit recevoir une rémunération de quarante-cinq dollars ($45.00) par semaine.

b) *Employé surnuméraire:* Un coiffeur pour dames, classe « B » ou classe « A », embauché de

"(a) *Permanent employees:* Permanent men's hairdressers, class "B", shall be paid fifty-five dollars ($55.00) a week; permanent men's hairdressers, class "A", shall be paid sixty dollars ($60.00) a week.

(b) *Occasional employee:* Class "B" or "A" men's hairdressers, hired on a temporary basis or as substituting employees, shall be paid twelve dollars ($12.00) a day."

3. Section 112 is superseded by the following:

"112. *Hours of work:* (a) For the purposes of the decree, hours of work are as scheduled below:

Men's hairdressers
Zones I and II

Monday: 8:00 a.m. to noon.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:30 p.m.

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to noon (last customer to be finished by noon).

(b) In the towns of Plessisville, Princeville, Arthabaska, Warwick and a 5-mile radius from their limits, hours of work are from 8:00 a.m. to 7:30 p.m. on Tuesday, Wednesday and Thursday.

(c) During July and August, there is no work on Mondays in all the territorial jurisdiction of the decree.

(d) Except on Saturdays, it is permissible to complete work for a customer who is in the salon before closing time."

4. The services listed in section 113 are replaced by the following:

"113. *Minimum prices of services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services mentioned hereafter:

Men's hairdressers:	*Zones I and II*
Ordinary haircut:	
Children under 15	$0.75
Adults	1.25
Brushcut:	
Children under 15	0.90
Adults	1.50
Razor cut, (including shampoo and setting)	3.00
Waving	0.75
Shave	0.75
Shampoo	0.85
Cream massage	0.75
Mudpack	1.00
Oil massage	1.25
Lotion or tonic	0.25
Hair singeing	0.25
Razor stropping	0.50"

5. Section 115 is replaced by the following:

"115. *Minimum wages:* The standard wages for standard working hours in zones I and II are as follows:

(a) *Permanent employees:* Permanent ladies' hairdressers, class "B", shall be paid forty-five dollars ($45.00) a week; permanent ladies' hairdressers, Class "A" shall be paid fifty dollars ($50.00) a week.

(b) *Occasional employees:* Class "B" or "A" ladies' hairdressers, hired on a temporary basis

façon temporaire ou comme remplaçant, a droit à un salaire de dix dollars ($10.00) par jour. »

6° L'article 117 est remplacé par le suivant:

«117. *Durée du travail:* Aux fins du présent décret, la durée du travail est répartie de la façon décrite ci-dessous:

Coiffeurs pour dames
Zones I et II

Le lundi: aucun travail.

Les mardi et jeudi: de 9 h du matin à 7 h du soir (le travail pour la dernière cliente doit être terminé à 7 h du soir).

Les mercredi et vendredi: de 9 h du matin à 10 h du soir.

Le samedi: de 7 h 30 du matin à 1 h de l'après-midi. (le travail pour la dernière cliente doit être terminé à 1 h de l'après-midi)

Les veilles de jours fériés chômés: de 7 h 30 du matin à 7 h du soir (le travail pour la dernière cliente doit être terminé à 7 h du soir).

La veille d'un jour férié chômé qui tombe un mercredi ou un vendredi, excepté Noël et le Premier Jour de l'An: de 7 h 30 du matin à 10 h 30 du soir (le travail pour la dernière cliente doit être terminé à 10 h 30 du soir).

Du 18 au 31 décembre, excepté la veille de Noël et du Premier Jour de l'An: de 9 h du matin à 10 h du soir.

Exception: Dans la zone I, les mercredi et vendredi: de 9 h du matin à 10 h 30 du soir (le travail pour la dernière cliente doit être terminé à 10 h 30 du soir).

Dans tous les cas ci-dessus, sauf indication contraire, il est permis de terminer le travail pour les clientes qui sont à l'intérieur du salon au moment de l'expiration des heures de travail. »

7° Les articles 122, 123 et 124 sont remplacés par les suivants:

« 118. *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Coiffeurs pour dames:	*Zones*
Coupe de cheveux:	*I et II*
Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	$1.00
Pour enfants	0.75
Effilage des cheveux	0.50
Ondulation permanente, sans mise en plis	4.00
Ondulation permanente, sans mise en plis pour enfants de moins de 10 ans	3.00
Ondulation permanente « à froid »	8.00
Ondulation permanente sans machine « sachets chimiques »	5.50
Repeignage d'une coiffure avec ou sans fixatif	0.75
Refaire une mèche permanente	0.35
Manucure	0.75
Teinture des cheveux	6.00
Application additionnelle	1.50
Ondulation à l'eau	1.50
Ondulation au fer ou au papier	1.00
Flambage des cheveux	0.50
Shampooing	0.75
Massage facial	1.00
Décoloration	4.00
Application additionnelle	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00
Application additionnelle	2.00
Traitement à l'huile	1.50
Rinçage	0.50
Épilation des sourcils	0.35
Fixatif	0.25

or as substituting employees, shall be paid ten dollars ($10.00) a day."

6. Section 117 is superseded by the following:

"117. *Hours of work:* For the purposes of the decree, hours of work are as scheduled below:

Ladies' hairdressers
Zones I and II

Monday: no work.

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 7:00 p.m. (last sustomer to be finished by 7:00 p.m.)

Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 10:00 p.m.

Saturday: 7:30 a.m. to 1:00 p.m. (last customer to be finished by 1:00 p.m.)

Eves of holidays: 7:30 a.m. to 7:00 p.m. (last customer to be finished by 7:00 p.m.).

When a holiday, except Christmas Day and New Year's Day, falls on a Wednesday or a Friday, the eve of such holiday: from 7:30 a.m. to 10:30 p.m. (last customer to be finished by 10:30 p.m.).

December 18th through 31st, except Christmas and New Year's Eves, 9:00 a.m. to 10:00 p.m.

Exception: In zone I, on Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 10:30 p.m. (last customer to be finished by 10:30 p.m.).

In all instances mentioned above, unless otherwise stipulated, it is permissible to complete work for customers who are in the salon at closing time."

7. Sections 122, 123 and 124 are replaced by the following:

"118. *Minimum prices of services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

Ladies' hairdressers:	*Zones*
Haircut:	*I and II*
adults (razor or scissors)	$1.00
children	0.75
Hair tapering	0.50
Permanent wave, without setting	4.00
Permanent wave, without setting, for children under 10	3.00
Permanent "cold" wave	8.00
Permanent wave, no machine, chemical pads	5.50
Recombing of hair, with or without setting solution	0.75
Permanent retouch (strand)	0.35
Manicure	0.75
Hair dyeing	6.00
extra application	1.50
Water wave	1.50
Paper or iron wave	1.00
Hair singeing	0.50
Shampoo	0.75
Facial massage	1.00
Bleaching	4.00
extra application	2.00
Colour stripping (dye removal)	4.00
extra application	2.00
Oil treatment	1.50
Rinse	0.50
Eyebrow depilation	0.35
Hair-setting solution (lacquer)	0.25

120. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er décembre 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant le 1er décembre de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

8° Les mots « Juridiction territoriale » sont remplacés par les mots « Champ d'application territorial » partout où ils sont mentionnés au décret.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16477-o JACQUES PRÉMONT.

120. *Term of the decree:* This decree remains in force until December 1, 1966. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before December 1 of 1966 or of any subsequent year. Such notice must also be filed with the Minister of Labour."

8. The words "*juridiction territoriale*" are replaced by "*champ d'application territorial*" wherever they are mentioned in the decree.

JACQUES PRÉMONT,
16477-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère de la Voirie

Avis

Les routes et rues ci-après désignées ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans le comté de Robert Baldwin:

Dans la municipalité de la cité de Pierrefonds:

Les quatre sections de la route No 37 (Tour de l'Ile de Montréal), respectivement d'une longueur de 10,594 pieds, 877 pieds, 13,800 pieds et 18,688 pieds; le chemin Cap St-Jacques d'une longueur de 6,547 pieds; le chemin Rive Boisée d'une longueur de 3,936 pieds; le chemin de la Pointe d'une longueur de 575 pieds; la montée Legault (ancienne route No 17) d'une longueur de 7,728 pieds; la rue Saraguay No 1 (A Ma Baie) d'une longueur de 4,423 pieds; la rue Saraguay No 2 d'une longueur de 2,015 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Roxboro:

Les deux sections de la route No 37 (Tour de l'Ile de Montréal), respectivement d'une longueur de 4,002 pieds et 834 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Ste-Geneviève:

La route No 37 (Tour de l'Ile de Montréal) d'une longueur de 8,526 pieds; l'avenue Pierrefonds d'une longueur de 830 pieds; l'avenue Chaurest d'une longueur de 333 pieds; la rue St-Jean-Baptiste d'une longueur de 448 pieds; la rue Rabot d'une longueur de 303 pieds; la rue St-Martin d'une longueur de 355 pieds; la rue St-Louis d'une longueur de 250 pieds; la rue de L'Anse d'une longueur de 113 pieds; la rue du Pont d'une longueur de 1,016 pieds; la rue du Moulin d'une longueur de 210 pieds; la rue St-Joseph d'une longueur de 453 pieds; la rue St-Eustache d'une longueur de 113 pieds.

Québec, 24 août 1966.

Le Ministre de la Voirie,
16502-o FERNAND J. LAFONTAINE.

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Marthe, comté de Vaudreuil:

Ancienne montée St-Rédempteur:

Une section de 735 pieds à l'ouest de la nouvelle montée, vis-à-vis des lots Nos 405 et 417; une section de 1,060 pieds à l'est de la nouvelle montée, vis-à-vis des lots Nos 405 et 417.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Philomène-de-Fortierville, comté de Lotbinière:

Ancienne route Villeroy-Deschaillons:

Department of Roads

Notice

The routes and roads hereafter designated will no longer be upkept by the Department of Roads:

In the county of Robert Baldwin:

In the municipality of the city of Pierrefonds:

The four sections of route No. 37 (Tour de l'Ile de Montréal), respectively of a length of 10,594 feet, 877 feet, 13,800 feet and 18,688 feet; Cap St-Jacques Road of a length of 6,547 feet; Rive Boisée Road of a length of 3,936 feet; Pointe Road of a length of 575 feet; Legault Slope (formerly Route No. 17) of a length of 7,728 feet; Saraguay Street No. 1 (A Ma Baie) of a length of 4,423 feet; Saraguay Street No. 2 of a length of 2,015 feet.

In the municipality of the town of Roxboro:

The two sections of Route No. 37 (Tour de l'Ile de Montréal) respectively of a length of 4,002 feet and 834 feet.

In the municipality of the town of Ste-Geneviève.

Route No. 37 (Tour de l'Ile de Montréal) of a length of 8,526 feet; Pierrefonds Avenue of a length of 830 feet; Chaurest Avenue of a length of 333 feet; St-Jean-Baptiste Street of a length of 448 feet; Rabot Street of a length of 303 feet; St-Martin Street of a length of 355 feet; St-Louis Street of a length of 250 feet; L'Anse Street of a length of 113 feet; du Pont Street of a length of 1,016 feet; du Moulin Street of a length of 210 feet; St-Joseph Street of a length of 453 feet; St-Eustache Street of a length of 113 feet.

Quebec, August 24, 1966.

FERNAND J. LAFONTAINE,
16502 *Minister of Roads.*

Notice

The sections of highways hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of the parish of Ste-Marthe, county of Vaudreuil:

Former St-Rédempteur hill:

A section of 735 feet west of the new hill, facing lots Nos. 405 and 417; a section of 1,060 feet east of the new hill, facing lots Nos. 405 and 417.

In the municipality of the parish of Ste-Philomène-de-Fortierville, county of Lotbinière:

Former Villeroy-Deschaillons highway:

Une section de 2,565 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 723-37, 723-38 et 723-39.

Québec, 24 août 1966.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND J. LAFONTAINE.

16502-o

A section of 2,565 feet west of the new highway, facing lots Nos. 723-37, 723-38 and 723-39.

Quebec, August 24, 1966.

FERNAND J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

16502

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Saint-Maurice	Lafond, Paul (1)	Homme d'affaires — Business Man	Shawinigan-Sud
Témiscouata	Violet, Gilles (2)	Rentier — Retired	Cabano

(1) En remplacement de monsieur Yves Duhaime, démissionnaire.— In place of Mr. Yves Duhaime, resigner.
(2) En remplacement de monsieur André-Albert Ouellet, démissionnaire.— In place of Mr. André-Albert Ouellet, resigner.

Québec, le 26 août 1966.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

16476-o

Quebec, August 26, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

16476-o

Soumissions

Ville de Matane
Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Olivier Philibert, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 21 septembre 1966, pour l'achat de $220,000 d'obligations de la ville de Matane, comté de Matane datées du 1er octobre 1966 et remboursables par séries du 1er octobre 1967 au 1er octobre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de cheque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 385 — $220,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

Tableau d'amortissement — $220,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1967	$ 6,000
1er octobre 1968	6,500
1er octobre 1969	7,000
1er octobre 1970	7,000
1er octobre 1971	7,500
1er octobre 1972	8,000
1er octobre 1973	8,500
1er octobre 1974	9,000
1er octobre 1975	9,500
1er octobre 1976	10,000
1er octobre 1977	10,500
1er octobre 1978	11,500

Tenders

Town of Matane
County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Olivier Philibert, secretary-treasurer, Town Hall, 315 St-Jérôme Street, Matane, county of Matane, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, September 21, 1966, for the purchase of an issue of $220,000 of bonds for the town of Matane, county of Matane, dated October 1, 1966, and redeemable serially from October 1, 1967 to October 1, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 385 — $220,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Table of redemption — $220,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1967	$ 6,000
October 1, 1968	6,500
October 1, 1969	7,000
October 1, 1970	7,000
October 1, 1971	7,500
October 1, 1972	8,000
October 1, 1973	8,500
October 1, 1974	9,000
October 1, 1975	9,500
October 1, 1976	10,000
October 1, 1977	10,500
October 1, 1978	11,500

1er octobre 1979	$12,000
1er octobre 1980	13,000
1er octobre 1981	13,500
1er octobre 1982	14,500
1er octobre 1983	15,000
1er octobre 1984	16,000
1er octobre 1985	17,000
1er octobre 1986	18,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 21 septembre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 315, rue Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, (Comté de Matane), ce 26 août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
OLIVIER PHILIBERT.
Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme,
Matane, (Matane), P.Q.
Téléphone: 562-2334, code 418. 16472-o

October 1, 1979	$12,000
October 1, 1980	13,000
October 1, 1981	13,500
October 1, 1982	14,500
October 1, 1983	15,000
October 1, 1984	16,000
October 1, 1985	17,000
October 1, 1986	18,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, September 21, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 315 St-Jérôme Street, Matane, county of Matane, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane, (County of Matane), August 26, 1966.

OLIVIER PHILIBERT,
Secretary-Treasurer.
Town Hall, 315 St-Jérôme Street,
Matane, (Matane), P.Q.
Telephone: 562-2334, code 418. 16472

Cité de Sillery
Comté de Louis-Hébert

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Gravel, greffier, Hôtel de Ville, 1445, avenue Maguire, Sillery, comté de Louis-Hébert, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 19 septembre 1966, pour l'achat de $429,000 d'obligations de la cité de Sillery, comté de Louis-Hébert datées du 1er octobre 1966 et remboursable par séries du 1er octobre 1967 au 1er octobre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 561 — $86,000 — voirie, achat d'ameublement, etc; 568 — $260,000 — travaux d'aqueduc et achat d'une génératrice — 569 — $83,000 — pavage, chaînes et élargissement de rues.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

City of Sillery
County of Louis-Hébert

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Gravel, clerk, Town Hall, 1445 Maguire Avenue, Sillery, county of Louis-Hébert, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 19, 1966, for the purchase of an issue of $429,000 of bonds for the city of Sillery, county of Louis-Hébert, dated October 1, 1966, and redeemable serially from October 1, 1967 to October 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 561 — $86,000 — roads, buying of furniture, etc.; 568 — $260,000 aqueduc works and the buying of a generating machine; 569 — $83,000 — street paving, chains and enlargements.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Tableau d'amortissement — $429,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1967	$12,000
1er octobre 1968	13,000
1er octobre 1969	13,500
1er octobre 1970	14,500
1er octobre 1971	15,000
1er octobre 1972	16,500
1er octobre 1973	17,000
1er octobre 1974	18,500
1er octobre 1975	20,000
1er octobre 1976	20,500
1er octobre 1977	22,000
1er octobre 1978	23,500
1er octobre 1979	25,000
1er octobre 1980	26,500
1er octobre 1981	28,000
1er octobre 1982	28,500
1er octobre 1983	28,500
1er octobre 1984	29,500
1er octobre 1985	30,000
1er octobre 1986	27,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes, L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sillery.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 septembre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1445, avenue Maguire, Sillery, comté de Louis-Hébert, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sillery, (Comté de Louis-Hébert), ce 25 août 1966.

Le Greffier,
GEORGES GRAVEL.

Hôtel de Ville,
1445, avenue Maguire, C.P. 40 (Sillery),
Sillery (Louis-Hébert), P. Q.
Téléphone: 527-3404, code 418. 16473-o

Table of redemption — $429,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1967	$12,000
October 1, 1968	13,000
October 1, 1969	13,500
October 1, 1970	14,500
October 1, 1971	15,000
October 1, 1972	16,500
October 1, 1973	17,000
October 1, 1974	18,500
October 1, 1975	20,000
October 1, 1976	20,500
October 1, 1977	22,000
October 1, 1978	23,500
October 1, 1979	25,000
October 1, 1980	26,500
October 1, 1981	28,000
October 1, 1982	28,500
October 1, 1983	28,500
October 1, 1984	29,500
October 1, 1985	30,000
October 1, 1986	27,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sillery.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, September 19, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1445 Maguire Avenue, Sillery, county of Louis-Hébert, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sillery, (County of Louis-Hébert), August 25, 1966.

GEORGES GRAVEL,
Clerk.

Town Hall,
1445 Maguire Avenue, P.O. Box 40, (Sillery),
Sillery, (Louis-Hébert), P.Q.
Telephone: 527-3404, code 418. 16473

Village de Lotbinière
Comté de Lotbinière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène Auger, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, Lotbinière, comté de Lotbinière, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 19 septembre 1966, pour l'achat de $159,500 d'obligations du village de Lotbinière, comté de Lotbinière datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars

Village of Lotbinière
County of Lotbinière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Eugène Auger, secretary-treasurer, Office of the Corporation, Lotbinière, county of Lotbinière, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 1, 1966, for the purchase of an issue of $159,500 of bonds for the village of Lotbinière, county of Lotbinière, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1,1967 to September 1 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor moare than 6%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of

et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 13 — $159,500 — renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

Tableau d'amortissement — $159,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1967	$ 5,000
1er septembre 1968	5,500
1er septembre 1969	5,500
1er septembre 1970	6,000
1er septembre 1971	6,000
1er septembre 1972	6,500
1er septembre 1973	6,500
1er septembre 1974	7,000
1er septembre 1975	7,000
1er septembre 1976	7,500
1er septembre 1977	8,000
1er septembre 1978	8,500
1er septembre 1979	8,500
1er septembre 1980	9,000
1er septembre 1981	9,500
1er septembre 1982	10,000
1er septembre 1983	10,000
1er septembre 1984	10,500
1er septembre 1985	11,000
1er septembre 1986	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Croix, comté de Lotbinière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 septembre 1966, à 8 heures du soir, à la Salle publique, Lotbinière, comté de Lotbinière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lotbinière, (Comté de Lotbinière), ce 30 août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGÈNE AUGER.

Bureau de la Corporation, C.P. 97,
Lotbinière, (Lotbinière), P.Q.
Téléphone: 91W. 16482-o

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné Maurice Casavant, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission Scolaire, 93 Blvd., d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châ-

each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 13 — $159,000 — renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Table of redemption — $159,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1967	$ 5,000
September 1, 1968	5,500
September 1, 1969	5,500
September 1, 1970	6,000
September 1, 1971	6,000
September 1, 1972	6,500
September 1, 1973	6,500
September 1, 1974	7,000
September 1, 1975	7,000
September 1, 1976	7,500
September 1, 1977	8,000
September 1, 1978	8,500
September 1, 1979	8,500
September 1, 1980	9,000
September 1, 1981	9,500
September 1, 1982	10,000
September 1, 1983	10,000
September 1, 1984	10,500
September 1, 1985	11,000
September 1, 1986	12,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Croix, county of Lotbinière.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 19, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Public hall, Lotbinière, county of Lotbinière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lotbinière, (County of Lotbinière), August 30, 1966.

EUGÈNE AUGER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, P.O. Box 97,
Lotbinière, (Lotbinière), P.Q.
Telephone: 91W. 16482

The School Commissioners for the municipality of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Casavant, secretary-treasurer, Office of the School Commission, 73 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q. until 8:30 o'clock

teauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 19 septembre 1966, pour l'achat de $594,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er octobre 1966 et remboursables par séries du 1er octobre 1967 au 1er octobre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 9 mai 1966 — $594,000 — construction de l'école élémentaire Laberge.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

Tableau d'amortissement — $594,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er octobre 1967	x	$76,000
1er octobre 1968	x	81,000
1er octobre 1969	x	85,500
1er octobre 1970	x	90,500
1er octobre 1971		10,000
1er octobre 1972		11,000
1er octobre 1973		11,500
1er octobre 1974		12,000
1er octobre 1975		13,000
1er octobre 1976		13,500
1er octobre 1977		14,500
1er octobre 1978		15,500
1er octobre 1979		16,000
1er octobre 1980		17,000
1er octobre 1981		18,000
1er octobre 1982		19,500
1er octobre 1983		20,500
1er octobre 1984		21,500
1er octobre 1985		23,000
1er octobre 1986		24,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $344,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de $86,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligation au moment de leur livraison

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 septembre 1966, à 8.30 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 73, Blvd., d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

p.m., Monday, September 19, 1966, for the purchase of an issue of $594,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Châteauguay, county of Châteauguay, dated October 1, 1966, and redeemable serially from October 1, 1967 to October 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 9, 1966 — $594,000 — construction of Laberge elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Table of redemption — $594,000 — 20 years

Year		*Capital*
October 1, 1967	x	$76,000
October 1, 1968	x	81,000
October 1, 1969	x	85,500
October 1, 1970	x	90,500
October 1, 1971		10,000
October 1, 1972		11,000
October 1, 1973		11,500
October 1, 1974		12,000
October 1, 1975		13,000
October 1, 1976		13,500
October 1, 1977		14,500
October 1, 1978		15,500
October 1, 1979		16,000
October 1, 1980		17,000
October 1, 1981		18,000
October 1, 1982		19,500
October 1, 1983		20,500
October 1, 1984		21,500
October 1, 1985		23,000
October 1, 1986		24,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $344,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of $86,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, September 19, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at in the office of the School Commission, 73 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 25 août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE CASAVANT.

Bureau de la commission scolaire
73, Blvd., d'Anjou, Château-Centre,
(Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6737, code 514. 16483-o

La Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Duchaine, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 2245, 8e Avenue, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 21 septembre 1966, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la commission scolaire régionale des Vieilles-Forges, comté de St-Maurice, datées du 1er octobre 1966 et remboursables par séries du 1er octobre 1967 au 1er octobre 1986 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datée du 26 novembre 1965 — $100,000 — achat de terrain.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1967	$2,500
1er octobre 1968	3,000
1er octobre 1969	3,000
1er octobre 1970	3,000
1er octobre 1971	3,500
1er octobre 1972	3,500
1er octobre 1973	4,000
1er octobre 1974	4,000
1er octobre 1975	4,500
1er octobre 1976	4,500
1er octobre 1977	5,000
1er octobre 1978	5,000
1er octobre 1979	5,500
1er octobre 1980	6,000
1er octobre 1981	6,000
1er octobre 1982	6,500
1er octobre 1983	7,000
1er octobre 1984	7,500
1er octobre 1985	8,000
1er octobre 1986	8,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capiral et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

Châteauguay, (County of Châteauguay), August 25, 1966.

MAURICE CASAVANT,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
73 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre,
(Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6737, code 514. 16483

Vieilles-Forges Regional School Board
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Duchaine, secretary-treasurer, office of the Corporation, 2245, 8th Avenue, Trois-Rivières, county of St-Maurice, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, September 21, 1966, for the purchase of an issue of $100,000 of bonds for the Vieilles-Forges Regional School Board, county of St-Maurice, dated October 1, 1966, and redeemable serially from October 1, 1967 to October 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated on November 26, 1965 — $100,000 — purchase of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Table of redemption — $100,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1967	$2,500
October 1, 1968	3,000
October 1, 1969	3,000
Ocotber 1, 1970	3,000
October 1, 1971	3,500
October 1, 1972	3,500
October 1, 1973	4,000
October 1, 1974	4,000
October 1, 1975	4,500
October 1, 1976	4,500
October 1, 1977	5,000
October 1, 1978	5,000
October 1, 1979	5,500
October 1, 1980	6,000
October 1, 1981	6,000
October 1, 1982	6,500
October 1, 1983	7,000
October 1, 1984	7,500
October 1, 1985	8,000
October 1, 1986	8,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the amount of the present issue and must specify

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 21 septembre 1966, à 8 heures du soir, Bureau de la Corporation, 2245, 8e Avenue, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, (Comté de St-Maurice), ce 30 août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND DUCHAINE.

Bureau de la Corporation, 2245, 8e Avenue,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: 378-1712, code 819. 16506

Cité de Jacques-Cartier
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert Boiteau, greffier, Hôtel de Ville, 350 ouest, rue Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P. Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 septembre 1966, pour l'achat de $2,454,000 d'obligations de la Cité de Jacques-Cartier, comté de Taillon, datées du 1er octobre 1966 et échéant soit par séries du 1er octobre 1967 au 1er octobre 1991 inclusivement, ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er octobre 1991, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt, peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances, si l'émission est par séries; toutefois, si l'émission est en tout ou en partie à fonds d'amortissement, il ne devra y avoir qu'un seul d'intérêt applicable à l'ensemble de l'émission.

Règlements Nos: 360 — $13,500 — voirie et achat de terrains; 401 — $195,000 — aqueduc et égouts; 406 — $120,000 — aqueduc, égouts et voirie; 407 — $162,000 — aqueduc, égouts et voirie; 424 — $1,000,000 — aqueduc et égouts; 430 — $3,500 — achat de terrains; 441 — $5,000 — achat de terrains; 460 — $102,000 — voirie; 497 — $150,000 — aqueduc et égouts; 500 — $17,000 — voirie; 507 — $156,000 — aqueduc et égouts; 515 — $70,000 — piscine et errain de jeux; 519 — $250,000 — achat de mobilier et machinerie; 520 — $210,000 — aménagement de terrain de jeux.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1966.

Tableau d'amortissement — $2,454,000 — 25 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1967	$ 52,000
1er octobre 1968	55,000
1er octobre 1969	58,000
1er octobre 1970	63,000
1er octobre 1971	66,000
1er octobre 1972	70,000
1er octobre 1973	74,000
1er octobre 1974	78,000
1er octobre 1975	82,000
1er octobre 1976	87,000
1er octobre 1977	58,000
1er octobre 1978	60,000
1er octobre 1979	64,000
1er octobre 1980	68,000

whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, September 21, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the Corporation, 2245, 8th Avenue, Trois-Rivières, county of St-Maurice, P.Q.

The school commissionners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, (County of St-Maurice), August 30, 1966.

FERNAND DUCHAINE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 2245, 8th Avenue,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q.
Telephone: 378-1712, code 819. 16506-o

City of Jacques-Cartier
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Boiteau, clerk, Town Hall, 350 Curé Poirier Street West, Jacques-Cartier, county of Taillon, P. Q., until 8:00 p.m., Tuesday, September 20, 1966, for the purchase of an issue of $2,454,000 of bonds for the City of Jacques-Cartier, county of Taillon, dated October 1, 1966, and falling due either by series from October 1, 1967 to October 1, 1991 inclusively, or, by choosing, sinking funds falling due on October 1, 1991, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may very according to maturities, if the issue is by series; however, if the issue is totally or partially a sinking fund, only one rate of interest must exist applicable to the whole of the issuance.

By-law Nos: 360 — $13,500 — roads and buying of land; 401 — $195,000 — aqueduct and sewers; 406 — $120,000 — aqueduct, sewers and roads; 407 — $162,000 — aqueduct, sewers and roads; 424 — $1,000,000 — aqueduct and sewers; 430 — $3,500 — buying of land; 441 — $5,000 — buying of land; 460 — $102,000 — roads; 497 — $150,000 — aqueduct and sewers; 500 — $17,000 — roads; 507 — $156,000 — aqueduct and sewers; 515 — $70,000 — swimming pool and playground; 519 — $250,000 — buying of moveables and machinery; 520 — $210,000 — planning of a playground.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1966.

Table of redemption — $2,454,000 — 25 years

Year	*Capital*
October 1, 1967	$ 52,000
October 1, 1968	55,000
October 1, 1969	58,000
October 1, 1970	63,000
October 1, 1971	66,000
October 1, 1972	70,000
October 1, 1973	74,000
October 1, 1974	78,000
October 1, 1975	82,000
October 1, 1976	87,000
October 1, 1977	58,000
October 1, 1978	60,000
October 1, 1979	64,000
October 1, 1980	68,000

1er octobre 1981	$ 73,000
1er octobre 1982	76,000
1er octobre 1983	81,000
1er octobre 1984	85,000
1er octobre 1985	91,000
1er octobre 1986	97,000
1er octobre 1987	28,000
1er octobre 1988	30,000
1er octobre 1989	31,000
1er octobre 1990	33,000
1er octobre 1991	894,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance, soit en séries 10 ans, en séries 15 ans, ou en séries 20 ans, ou encore, au choix, pour des obligations à fonds d'amortissement 10 ans, à fonds d'amortissement 15 ans, ou à fonds d'amortissement 20 ans. Également, les soumissions seront reçues pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 15 ans ou à fonds d'amortissement 20 ans, ou à fonds d'amortissement 25 ans. Cependant, sauf dans le cas de ce dernier choix, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émissions et elles ne devront comporter qu'un seul des termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chéque visé, payable au pair, à Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si l'émission est à fonds d'amortissement, les obligations seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année, à compter du 1er octobre 1967, mais seulement jusqu'à concurrence des montants annuels requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue mardi, le 20 septembre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 350 ouest, rue Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P. Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Taillon), ce 30 août 1966.

Le Greffier,
ROBERT BOITEAU.

Hôtel de ville, 350 ouest, rue Curé Poirier,
Jacques-Cartier, P. Q.,
Téléphone: 677-9451, code 514. 16505-o

October 1, 1981	$ 73,000
October 1, 1982	76,000
October 1, 1983	81,000
October 1, 1984	85,000
October 1, 1985	91,000
October 1, 1986	97,000
October 1, 1987	28,000
October 1, 1988	30,000
October 1, 1989	31,000
October 1, 1990	33,000
October 1, 1991	894,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered short-term bonds, either in series of 10 years, in series of 15 years, or series of 20 years, or otherwise, chosen, for sinking fund bonds of 10 years, sinking funds of 15 years, or sinking funds of 20 year. Furthermore, tenders, will be received for bonds in series of 10 years, with the balance of sinking funds of 15 years or by sinking funds of 20 years, or sinking funds of 25 years. However, safe in the case of the latter choice, the tenders must be transmitted for only one of the issuing methods and they must include only one of the terms. Adjudication must be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if the issuance is by a sinking fund the bonds will be redeemed by anticipation, at par, on October 1 of each year, from and after October 1, 1967, but only to the concurrence of the annual amounts required for the purposes of the issuance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, which will be held on Tuesday, September 20, 1966, at 8:00 o'clock, p.m., Town Hall, 350 Curé Poirier Street West, Jacques-Cartier, county of Taillon, P. Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Taillon), August 30, 1966.

ROBERT BOITEAU,
Clerk.

Town Hall, 350 Curé Poirier Street West,
Jacques-Cartier, P. Q.
Telephone: 677-9451, code 514. 16505

Syndicats professionnels

Association des propriétaires de camions du comté de Drummond inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des propriétaires de

Professional Syndicates

Association des propriétaires de camions du comté de Drummond inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des propriétaires

camions du comté de Drummond inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 12 août 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Québec, le 24 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16457-o 108-66

de camions du comté de Drummond inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on August 12, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Drummondville, judicial district of Drummond.

Quebec, August 24, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16457 108-66

L'Association patronale unie des coiffeurs pour dame de Montréal United Employers Ladies' Hairdressers Association of Montreal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association patronale unie des coiffeurs pour dame de Montréal — United Employers Ladies' Hairdressers Association of Montreal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 août 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 25 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16458-o 101-66

L'Association patronale unie des coiffeurs pour dame de Montréal United Employers Ladies' Hairdressers Association of Montreal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association patronale unie des coiffeurs pour dame de Montréal — United Employers Ladies' Hairdressers Association of Montreal", has been authorized by the Provincial Secretary on August 23, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, August 25, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16458 101-66

Syndicat des propriétaires de porcs de L'Estrie (U. C. C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des propriétaires de porcs de L'Estrie (U. C. C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 août 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 24 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16459-o 97-66

Syndicat des propriétaires de porcs de L'Estrie (U. C. C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des propriétaires de porcs de L'Estrie (U. C. C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on August 11, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, August 24, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16459 97-66

Syndicat des propriétaires de volailles du Saguenay — Lac St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des propriétaires de volailles du Saguenay — Lac St-Jean », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 9 août 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 533, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 24 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16460-o 95-66

Syndicat des propriétaires de volailles du Saguenay — Lac St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des propriétaires de volailles du Saguenay — Lac St-Jean", has been authorized by the Provincial Secretary on August 9, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 533 Racine St. East., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, August 24, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16460 95-66

Association des employés de Altruck limitée

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Altruck limitée », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 4 août 1966.

Association des employés de Altruck limitée

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Altruck limitée", has been authorized by the Provincial Secretary on August 4, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 6100, Côte Noire, St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 10 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16484-o 103-66

Association des employés de Jace Tapes Inc. F. C. A. I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Jace Tapes Inc. F. C. A. I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 28 juillet 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 2 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16485-o 88-66

The head office of the said professional syndicate is situated at 6100, Côte Noire, St-Hubert, judicial district of Montreal.

Quebec, August 10, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16484 103-66

Association des employés de Jace Tapes Inc. F. C. A. I.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Jace Tapes Inc. F. C. A. I.", has been authorized by the Provincial Secretary on July 28, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, August 2, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16485 88-66

Ventes par licitation

Gemma Fortin *et al*

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Roberval, pour le district de Roberval, P.Q., le 8 juillet 1966, portant le numéro 29,208, dans une cause dans laquelle Dame Jeannine Fortin, épouse séparée de biens de M. Joseph Rancourt, domiciliée au Village Paradis, comté de Roberval;

Dame Gemma Fortin, épouse séparée de biens de M. Richard Goudreault, domiciliée à Dolbeau, comté de Roberval;

Dame Paquerette Fortin, épouse séparée de biens de M. Gaston Girard, domiciliée à Dolbeau, comté de Roberval;

Et

Dame Lucienne Fortin, épouse commune en biens de M. Thomas-Louis Fortin, domiciliée à Dolbeau, comté de Roberval,

sont demanderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir:

1. Le lot numéro six, du rang B, du cadastre officiel du canton Albanel, sauf les emplacements vendus par contrats dûment enrégistrés, avant le 5 mars 1963. Sauf servitude de droit de passage y attaché.

2. La partie non-subdivisée du lot numéro quatre, nord-sud, du rang B, du cadastre officiel du canton Albanel, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, à distraire les emplacements vendus par contrats enrégistrés avant le 5 mars 1963.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, le 24 septembre 1966, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure de Roberval, au Palais de Justice de Roberval, à 10 heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour Supérieure de Roberval, à Roberval, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver

Sales of Licitation

Gemma Fortin *et al*

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Roberval, for the district of Roberval, P.Q., on the July 8, 1966, bearing number 29,208, in a case where Dame Jeannine Fortin, wife separate as to property of M. Joseph Rancourt domiciled in Paradis Village, county of Roberval;

Dame Gemma Fortin, wife separate as to property of M. Richard Gaudreault, domiciled in Dolbeau, county of Roberval;

Dame Paquerette Fortin, wife separate as to property of M. Gaston Girard, domiciled in Dolbeau, county of Roberval;

And

Dame Lucienne Fortin, wife common as to property of M. Thomas-Louis Fortin, domiciled in Dolbeau, county of Roberval,

are plaintiffs, ordering the licitation of certain immoveables designed as follows, to wit:

1. Lot number six, range B, of the official cadaster for the township of Albanel, to except the emplacements sold by deeds duly registered, before March 5, 1963. Save the right of way servitude attached thereto.

2. The unsubdivided part of lot number four, north-south of range B, of the official cadaster for the township of Albanel, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to withdraw the emplacements sold by registered deeds before March 5, 1963.

The immoveables hereinabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on September 24, 1966, at the Office of the Prothonotary of the Superior Court of Roberval, at the Court House of Roberval, at 10 o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court of Roberval, at Roberval and that any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for

devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Mistassini, ce 12e jour d'août 1966.

Le Notaire et procureur,

16322-33-2-o GASTON BOILY.

Parthenais, *alias* Pappas *vs* Parthenais, *alias* Pappas

Canada, province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 14-085, Anthony G. Parthenais, *alias* Pappas, commerçant de la cité de Granby, district de Bedfor, demandeur; *vs* Steve G. Parthenais, *alias* Pappas, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis de vente par licitation

Suivant le jugement de l'Honorable Juge William Mitchell, j.c.s. rendu le 23 juin 1966, cette honorable cour a ordonné la vente et adjudication par licitation de l'immeuble suivant:

Un certain immeuble situé dans ladite cité de Granby, sur le côté sud-ouest de la rue Principale, connu et désigné au registre des plan et livre de renvoi officiel pour le village de Granby, maintenant la cité de Granby, comme étant le lot numéro deux cent cinquante (No 250) d'une superficie de dix mille deux cent quatre-vingt-seize pieds (10,296′) mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées: moins un droit de passage établi au bénéfice de la « Eastern Townships Bank », depuis amalgamée à la « Canadian Band of Commerce », succursale de Granby, d'après un acte dûment enregistré au bureau d'Enregistrement de la Division de Shefford: lequel acte devra être respecté par l'acheteur, suivant son texte.

Le dit immeuble est affecté d'un hypothèque au montant de huit mille cinq cent dollars ($8,500.00), plus ou moins, en faveur de Dame Margeret Sheridan suivant un acte d'obligation enregistré à la Division d'Enregistrement de Shefford sous le numéro 132301.

Pour être vendu au bureau du Registraire, Division d'Enregistrement de Shefford à Waterloo, P.Q. le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1966 à DEUX heure p.m.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ANTONIO BOURASSA.

Cowansville, ce 29 août 1966. 16500-35-2-o

payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited they shall be foreclosed from so doing.

Mistassini, this 12th day of August, 1966.

GASTON BOILY,

16322-33-2 *Protonotary and Attorney.*

Parthenais, *alias* Pappas *vs* Parthenais, *alias* Pappas

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court No. 14-085. Anthony G. Parthenais, *alias* Pappas, businessman of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, *vs* Steve G. Parthenais, *alias* Pappas, residing in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

Notice of sale by licitation

Accroding to the judgment rendered by Mr. Justice William Mitchell, s.c.j. on June 23, 1966, this Honourable Court has ordered the sale and adjudication by licitation of the following immovable property:

A certain lot or emplacement of land situate and lying in the said city of Granby, on the south-west side of Main Street, known and described according to the official plan and book of reference for the village of Granby erected at the present time as a city, as being the lot number two hundred and fifty (No. 250) containing ten thousand two hundred and ninety-six feet (10,296′) in superficies, English measure the whole more or less, with all buildings thereon erected: less a right of way (passage) established in behalf of the "Eastern Townships Bank", since amalgamated with the "Canadian Bank of Commerce", Branch of Granby, according to a title duly registered in the county of Shefford registry office: which title shall be respected by the purchasers, pursuant to its text.

The said immovable property carrying a mortgage of eight thousand five hundred dollars ($8,500.00), more or less, in favour of Mrs. Margeret Sheridan as per an act of sale registered at the Registry Office of the county of Shefford under number 132301.

To be bid upon and sold at the Registrar's Office of Shefford in Waterloo, P.Q. on the ELEVENTH day of OCTOBER 1966 at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURASSA,

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*

Cowansville, August 29, 1966. 16500-35-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,168. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-saisissant, *vs* ADHÉMAR BÉLANGER,

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 14,168. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, seizing, *vs* ADHÉMAR BÉLANGER, formerly farmer of

autrefois cultivateur de Villemontel, maintenant domicilié à Lebel sur Quevillon, défendeur-saisi.

Avis de vente

Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Trécesson sous les numéros vingt-deux-A et vingt-deux-B du rang quatre (IV) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf et à distraire:

Une lisière de terrain, de figure irrégulière et située dans la municipalité du canton de Trécesson, et prise à même la subdivision « B » du lot original vingt-deux du rang quatre (22-B rg 4) du cadastre officiel du canton de Trécesson, division d'enrégistrement d'Abitibi.

Cette lisière de terrain mesure une longueur de huit cent cinquante-huit pieds (858′) mesurée le long de la Route No 45, par une largeur de dix-huit pieds (18′) sur la ligne de division des lots 22-B et 23-B et dix-sept pieds (17′) sur la ligne de division des lots 21-B et 22-B; étant bornée vers le nord par la Route No 45, vers l'est par le lot 23-B (André Moranger), vers le sud par le résidu du lot 22-B appartenant au vendeur, et vers l'ouest par le lot 21-B (Armand Bédard).

Cette lisière de terrain contient une superficie de quinze mille quinze pieds carrés, équivalant à trois mille quatre cent quarante-sept dix-millièmes d'acre, plus ou moins, mesure anglaise.

Superficie: 15,015 pieds carrés ou 0.3447 acre, mesure anglaise.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Villemontel, comté d'Abitibi-Est, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, le cinq août mil neuf cent soixante-six (5 août 1966).

Le Shérif d'Abitibi,

16286-32-2-o RÉMI COSSETTE.

Villemontel, now domiciled at Lebel sur Quévillon, defendant-seized.

Notice of sale

The lot known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Trécesson, under numbers twenty-two-A and twenty-two-B of the fourth range (IV) with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Safe and to distract:

A strip of land of an irregular figure and situated in the municipality of the township of Trécesson, and taken from subdivision "B" of original lot twenty-two of the fourth range (22-B-range 4) of the official cadastre of the township of Trécesson, registration division of Abitibi.

This strip of land measures in length eight hundred and fifty-eight feet (858′) measured along Route No. 45, by a width of eighteen feet (18′) on the division line of lots 22-B and 23-B, and seventeen feet (17′) on the division line of lots 21-B and 22-B; being bounded on the north by Route No. 45, on the east by lot 23-B (André Moranger), on the south by the residue of lot 22-B belonging to the vendor, and on the west by lot 21-B (Armand Bédard).

This strip of land contains an area of fifteen thousand and fifteen square feet, equivalent to three thousand four hundred and forty-seven ten-thousandths of an acre, more or less, English measure.

Area: 15,015 square feet or 0.3447 acres, English measure.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Villemontel, county of Abitibi-East, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Amos, August 6, one thousand nine hundred and sixty-six (August 6, 1966).

RÉMI COSSETTE,

16286-32-2 *Sheriff of Abitibi.*

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,234. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant-saisissant; *vs* BENOIT GODBOUT, cultivateur de Clerval, comté d'Abitibi-Ouest, district d'Abitibi, P.Q., défendeur-intimé-saisi.

Avis de vente

Les lots numéros quinze et seize (15-16) du rang deux (2) et dix-sept (17) du rang trois (3) du canton de La Reine tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Clerval, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante-six à QUATRE heures de l'après-midi.

Amos, ce cinquième jour d'août, mil neuf cent soixante-six.

Le Shérif,

16287-32-2-o R. COSSETTE.

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 14,234. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner-seizing; *vs* BENOIT GODBOUT, farmer of Clerval, county of Abitibi-West, district of Abitibi, P.Q., defendant, respondent, seized.

Notice of sale

Lot numbers fifteen and sixteen (15-16) of the second range (2) and seventeen (17) of the third range (3) of the township of La Reine such as described on the official cadastre for the said township with buildings and other constructions erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Clerval, county of Abitibi-West, P.Q., on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-six at FOUR o'clock in the afternoon.

At Amos, on this fifth day of August, one thousand nine hundred and sixty-six.

R. COSSETTE,

16287-32-2 *Sheriff.*

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 20421. { FERNAND DIONNE, marchand, demeurant, à 468, St-Jean, Drummondville, comté de Drummond, dit district, demandeur, *vs* FERNAND LEMAY, hôtelier, demeurant à 1005, 122e rue, Shawinigan, et faisant affaires sous le nom de Hôtel Mont-Carmel Ltée, comté de St-Maurice, dit district, et DAME MARIETTE DUMAINE, épouse commune en biens dudit Fernand Lemay, demeurant à 1005, 122e rue, Shawinigan, comté de St-Maurice, dit district, et ROSAIRE DROLET, syndic, faisant affaires sur la 4e rue, Shawinigan, comté de St-Maurice, dit district, et MARCEL GARNEAU, régistrateur, division d'enregistrement d'Arthabaska, Arthabaska, défendeurs et mis-en-cause.

« Un certain morceau de terrain formant partie et portion du lot cadastral No neuf cent quarante (Ptie 940) du canton de Tingwick, mesurant à partir de la propriété de Roy Morrill dans une direction sud, au long du chemin principal, une distance de cent vingt-cinq pieds (125) et s'étendant sur une largeur uniforme sur une longueur de cent quatre-vingt-quinze pieds (195). Ledit morceau de terrain est borné à l'ouest par le chemin principal, à l'est par le résidu dudit lot appartenant au vendeur, au nord par la propriété de Roy Morrill et au sud par le chemin proposé conduisant du chemin principal au lac;

« Un certain morceau ou parcelle de terrain formant partie et portion du lot cadastral No neuf cent quarante (Ptie 940) du canton de Tingwick, adjacent à la ligne est de cette portion du même lot acquise par M. Hamilton dans un acte enregistré à Arthabaska sous le No d'enregistrement 99042. Le morceau de terrain présentement vendu mesure cent vingt-cinq pieds (125) de largeur et s'étend sur une largeur uniforme jusqu'à la propriété de Cayouette. Ce morceau de terrain est borné au nord par la propriété de Roy Morrill, au sud par un chemin proposé conduisant de la route principal au lac; à l'est par la propriété de Cayouette, à l'ouest par W. S. Hamilton telle qu'achetée par un acte enregistré sous le No 99042. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Tingwick, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 4 août 1966. 16272-32-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 20421. { FERNAND DIONNE, merchant, domiciled at 468 St. John, Drummondville, county of Drummond, said district, plaintiff, *vs* FERNAND LEMAY, hotel keeper, domiciled at 1005, 122nd Street, Shawinigan, and carrying on business under the name of "Hotel Mont-Carmel ltée", county of St-Maurice, said district and DAME MARIETTE DUMAINE, wife common as to property of said Fernand Lemay, domiciled at 1005, 122nd Street, Shawinigan, county of St-Maurice, said district, and ROSAIRE DROLET, trustee, carrying on business on the 4th Street, Shawinigan, county of St-Maurice, said district, and MARCEL GARNEAU, registrar, registration division of Arthabaska, Arthabaska, defendant and mis-en-cause.

"A certain piece of land forming part and portion of lot cadastral No. nine hundred and forty (Pt. 940) of the township of Tingwick, measuring from Roy Morrill's property in the southerly direction, along the Main Highway, a distance of one hundred and twenty-five feet (125) and extending of uniform width upon a length of one hundred and ninety five feet (195). Said piece of land is bounded to the west by the Main Highway, the east by the residue of said lot owned by the vendor to the north by Roy Morrill's property and to the south by the proposed road leading from the Main Highway and the lake;

"A certain piece or parcel of land forming part and portion of lot cadastral No. nine hundred and forty (Pt. 940) of the township of Tingwick, adjoining the eastern line of that portion of same lot acquired by Mr. Hamilton by deed registered to Arthabaska by dept No. 99042. The piece of land hereby sold measure one hundred and twenty-five feet (125) in width and extends one uniform width up to Cayouette's property. This piece of land in bounded to the north by Roy Morrill's property, to the south by a proposed road leading from the Main Highway to the lake; to the east by Cayouette's property, to the west by W. S. Hamilton's property as bought by deed registered under No. 99042."

To be sold at the parochial church door of Tingwick, county of Arthabaska, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 4, 1966. 16272-32-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, No 40-057. { COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA VILLE DE VICTORIAVILLE, district d'arthabaska, demandeurs, *vs* ONÉSIME OUELLETTE, 120 avenue Pie X, Victoriaville, défendeur.

« Un emplacement situé à Victoriaville, sur le côté nord-est du chemin des cinq chicots (aujourd'hui le boulevard Pie X), mesurant quatre-vingts pieds (80) de largeur sur une profondeur de cent (100) pieds, le tout à mesure anglaise, connu et désigné au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska formant la

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Magistrate's Court, No. 40-057. { SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE TOWN OF VICTORIAVILLE, district of Arthabaska, plaintiffs, *vs* ONÉSIME OUELLETTE, 120 Pie X Avenue, Victoriaville, defendant.

"An emplacement situated in Victoriaville, on the north-east side of "des cinq chicots" road (now Pie X blvd.), measuring eighty feet (80) in width by a depth of one hundred feet (100), the whole english measure, known and designated on the official cadaster for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Ste-

paroisse de Ste-Victoire, comme étant une partie du numéro quatre-vingt-un (P.-81), tenant en front, au sud-ouest, au chemin des cinq chicots, aboutissant en profondeur et joignant, vers le nord-ouest au résidu du terrain du bailleur (L. P. Auger), et de l'autre côté au chemin public, tel qu'actuellement clôturé, appartenant à la corporation de la ville de Victoriaville ou censé lui appartenir, et allant, cedit chemin, du chemin des cinq chicots aux chalets érigés sur les bords de la rivière Nicolet. »

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec, aussi, toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Victoire de Victoriaville, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1966 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 15 août 1966.

16288-32-2-o

Victoire, as being a part of number eighty-one (P. 81), in front, at the south-west bordering on the "Cinq Chicots" Road, ending in depth and adjoining, towards north-west the residue of the lessor's land (L. P. Auger), and on the other side to the public Road, as presently fenced, belonging to the corporation of the town of Victoriaville or sensibly belonging thereto, and the said road going from "Cinq Chicots" Road to the cottages erected on the border of Nicolet River."

With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with also, all the servitudes active and passive apparent and non apparent attached to the said immoveable.

To be sold at the parochial church door of Ste-Victoire de Victoriaville, county of Arthabaska, on SATURDAY, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock and THIRTY, in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 15, 1966.

16288-32-2

BEAUCE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de St-François

Cour de Magistrat, No 83-802

MUNICIPAL MORTGAGE CORPORATION LTD., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* LUCIEN GILBERT, domicilié et résidant à Coaticook, district de St-François, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Georges ayant cinquante-quatre pieds anglais de largeur mesuré en trécarré sur les terres, sur cent vingt-cinq pieds anglais de profondeur, borné en front au chemin public, au sud-est à Émile Poirier, à la profondeur à Georges Lessard et au nord-ouest au vendeur, étant partie du lot numéro six cent treize (613) du cadastre de la paroisse de St-Georges, en le comté de Beauce.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve de la part du débiteur. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enrégistrement de Beauce, à Beauceville-Est, comté et district de Beauce le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce, le 4 août 1966

16273-32-2-o

[Première insertion: 13 août 1966]
[Deuxième insertion: 3 septembre 1966]

BEAUCE

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of St. Francis

Magistrate's Court, No. 83-802

MUNICIPAL MORTGAGE CORPORATION LTD., a corporation legally corporated, having its head office at Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* LUCIEN GILBERT, domiciled and residing at Coaticook, district of St. Francis, defendant.

The immoveable hereinafter described to be sold:

"An emplacement situated in the parish of St-Georges having fifty-four English feet in width measured in trécarré on the land, by one hundred and twenty-five English feet in depth, bounded in front by the public road, on the southeast by Émile Poirier, on the depth by Georges Lessard and on the northwest by the vendor, being part of lot number six hundred and thirteen (613) of the cadastre of the parish of St-Georges, in the county of Beauce.

With buildings, circumstances and dependencies.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said immoveable, without exception nor reserve on the part of the debtor."

To be sold at the office of the registration division of Beauce, at Beauceville-East, county and district of Beauce, the TWENTIETH day of SEPTEMBER 1966 at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce, August 4, 1966.

16273-32-2

[First insertion: August 13, 1966]
[Second insertion: September 3, 1966]

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 9663. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur requérant, *contre* GASTON FAVREAU, autrefois cultivateur de Coteau du Lac, comté de Soulanges, et résidant maintenant à 7453, rue Châteaubriand, Montréal, défendeur intimé et GUY ST-MAURICE, Coteau du Lac, comté de Soulanges, mis-en-cause, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Une terre située au sud du Ruisseau St-Hyacinthe en la paroisse de Coteau du Lac, connu et désignée sous le numéro trois cent quatorze (No 314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Ignace de Coteau du Lac, mesurant trois arpents en front sur vingt-huit arpents et une perche en profondeur, contenant quatre-vingt-sept arpents et quarante perches en superficie, sans garantie de mesure précise et plus ou moins, bornée au nord-ouest par le ruisseau St-Hyacinthe, en profondeur au sud-est par les lots 301 et 320 de la même paroisse, d'un côté par le lot 313 et de l'autre côté par le lot No 315.

Avec maison et bâtiments de ferme dessus érigés. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Coteau du Lac, comté de Soulanges et district de Beauharnois, le MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 9 août 1966.
16289-32-2-o

[Première insertion le 13 août 1966]

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 9663. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* GASTON FAVREAU, formerly farmer of Coteau du Lac, county of Soulanges, and now residing at 7453 Châteaubriand Street, Montreal, defendant, respondent, and GUY ST-MAURICE, Coteau du Lac, county of Soulanges, mis-en-cause, has obtained before our Superior Court in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveable to wit:

"A piece of land situated on the south of the St-Hyacinthe Stream in the parish of Coteau du Lac, known and designated under number three hundred and fourteen (No. 314) on the official plan and book of reference of the parish of St-Ignace de Coteau du Lac, measuring three arpents in front by twenty-eight arpents and one rod in depth, containing eighty-seven arpents and forty rods in area, without garanty of precise measure and more or less, bounded on the northwest by the St-Hyacinthe Stream, in depth on the southeast by lots 301 and 320 of the same parish, on one side by lot 313 and on the other side by lot No. 315.

With a house and farm buildings erected thereon."

To be sold at the parochial church door of Coteau du Lac, county of Soulanges and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, August 9, 1966.
16289-32-2

[First insertion August 13, 1966]

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Québec et Hauterive

Cour de Magistrat, No 315-860. { IDEAL STAINLESS STEEL INC. demandeur *vs* LÉONARD GENDRON, domicilié à rang 2 Ruisseau Vert comté de Saguenay district de Hauterive.

Une maison construite sur le lot 35 du rang 2 municipalité de Ragueneau avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances, le terrain étant détenu par billet de location.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ruisseau Vert, district de Hauterive comté de Saguenay, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Baie-Comeau, le 25 août 1966.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

16461-35-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Québec et Hauterive

No 142 543. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, corporation ayant son siège social en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dûment constitué en vertu

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Quebec and Hauterive

Magistrate's Court, No. 315-860. { IDEAL STAINLESS STEEL INC., plaintiff, *vs* LÉONARD GENDRON, domicilied on range 2, Ruisseau Vert, county of Saguenay, district of Hauterive.

A house constructed on lot 35, range 2, municipality of Ragueneau, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, the terrain being held on ticket of rental.

To be sold at the church door of Ruisseau Vert, district of Hauterive, county of Saguenay, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Baie-Comeau, August 25, 1966.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

16461-35-2

Fieri Facias de Terris
District of Quebec and Hauterive

No. 142 543. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario, duly incorporated under a

d'un acte spécial du Parlement Canadien et ayant une place d'affaire en la cité et district de Québec, demanderesse, *contre* J. ARMAND BOUDREAULT, domicilié et résidant à Québec, contre sa propriété de Port Cartier district de Hauterive, défendeur.

La subdivision deux de la subdivision cent quatre-vingt-neuf et la subdivision cent quatre-vingt-dix du lot originaire Bloc A (Bloc A 189-2 et A-190) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Babel, ville de Port-Cartier, comté de Saguenay, avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, à 40 Place McCormick à Port-Cartier.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-Coeur de Port-Cartier, district de Hauterive, comté de Saguenay, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Baie-Comeau, 25 août 1966.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

16486-35-2-o

special act of Canadian Parliament, and having a place of business in the city and district of Quebec, plaintiff, *against* J. ARMAND BOUDREAULT, domiciled and residing in Quebec, against his property in Port Cartier, district of Hauterive, defendant.

Subdivision two of subdivision one hundred and eighty-nine of subdivision one hundred and ninety of original lot Block A (Block A 189-2 and A-190) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the township of Babel, town of Port-Cartier, county of Saguenay, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, at 40 Place McCormick in Port-Cartier.

To be sold at the Sacré-Coeur church door in Port-Cartier, district of Hauterive, county of Saguenay, on the FIFTH day of OCTOBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Baie-Comeau, August 25, 1966.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

16486-35-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 21,304. { UNION FINANCE COMPANY LIMITED, un corps politique et incorporé dûment constitué, ayant sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* CECIL DAWE, de la cité de Terrebonne Heights, district de Joliette, défendeur.

« Un emplacement situé sur la rue Center, à environ mille soixante-dix pieds du chemin Anglais à Terrebonne Heights, sur la partie des lots treize et quatorze de la subdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-un (Nos 781G-13 et 14) et treize et quatorze de la subdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-un H (Nos 781H-13 et 14) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Henri de Mascouche et plus particulièrement décrit comme suit:

1) La partie sud-est du lot No 781G-13 mesurant dix pieds de largeur sur une profondeur de cent douze pieds (10 x 112) bornée comme suit: Au nord-est par partie du lot 781 H-13 résidu sur le sud-ouest par partie du lot 781 G-13 rue Center; au sud-est par partie du lot 781 G-14 décrite ci-dessous, au nord-ouest par partie du lot No 781 G-13;

2) La partie nord-est du lot No 781 G-14 mesurant quarante pieds de largeur sur une profondeur de cent douze pieds (40 x 112) borné comme suit: Au nord-est par partie du lot 781 H-14 décrite ci-dessous, au sud-ouest par une partie du lot 781 G-14, rue Center, au sud-est par une partie du lot No 781 G-14 résidu; au nord-ouest par une partie du lot No 781 G-13 décrite ci-dessous.

3) La partie sud-ouest du lot 781 H-13 mesurant dix pieds de largeur sur une profondeur de quarante-six pieds (10 x 46) bornée comme suit: Au nord-est et au nord-ouest par une partie du lot No 781 H-13, au sud-ouest par une partie du lot 781 G-13 décrite ci-dessus; au sud-est par le lot No 781 H-14 décrite ci-dessous.

4) La partie nord-ouest du lot No 781 H-14 mesurant quarante pieds de largeur sur une profondeur de quarante-six (40 x 46) bornée

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Super or Court, No. 21,304. { UNION FINANCE COMPANY LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* CECIL DAWE, of the city of Terrebonne Heights, district of Joliette, defendant.

"An emplacement situated on Center Street, at about one thousand and seventy feet from English Road at Terrebonne Heights, on part of lots numbers thirteen and fourteen of the subdivision of lot number seven hundred eighty-one (Nos 781G-13 et 14) and thirteen and fourteen of the subdivision of lot number seven hundred and eighty-one H (Nos 781H-13 et 14) on the plan and book of reference of the parish of St-Henri de Mascouche and more particulary described as follows:

1. The southeast part of lot No. 781G-13 measuring ten feet in width by a depth of one hundred and twelve feet (10 x 112) bounded as follows: on the northeast by lot part 781 H-13 residue on the southwest by part of lot 781 G-13 Center Street; on the southeast by lot part 781 G-14 described below, on the northwest by part of lot No. 781 G-13;

2. The northeast part of lot No. 781 G-14 measuring forty feet in width by a depth of one hundred and twelve feet (40 x 112) bounded as follows: on the northeast part of lot No. 781 H-14 described below, on the southwest by a part of lot No. 781 G-14 Center Street, on the southeast by a part of lot No. 781 G-14 residue; on the northwest by a part of lot No. 781 G-13 describes above;

3. The southwest part of lot No. 781 H-13 measuring ten feet in width by a depth of forty-six feet (10 x 46) bounded as follows; on the northeast and northwest by a part of lot No. 781 H-13, on the southwest by a part of lot No. 781 G-13 described above; in the southeast by lot No. 781 H-14 described below;

4. The northwest part of lot No. 781 H-14 measuring forty feet in width by a depth of forty-six (40 x 46) bounded as follows: on the

comme suit: Au nord-est et sud-est par une partie du lot No 781 H-14 résidu; au sud-ouest par une partie du lot No 781 G-14 décrite ci-dessus; au nord-ouest par une partie du lot No 781 H-13 décrite ci-dessus; toutes les dimensions données ci-dessus sont des mesures anglaises. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du Saint-Rosaire, de la cité de Terrebonne Heights, district de Joliette, MARDI, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 3 août 1966. 16274-32-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 699,961. KLEIN & SHILLER INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, et J. KLEIN & SON INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse, et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme le lot numéro dix de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de L'Assomption, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la bâtisse dessus érigé portant le numéro civique 24, rue Suzanne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE de l'année 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 25 août 1966. 16443-35-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 699,960. KLEIN & SHILLER INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, et J. KLEIN & SON INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesses, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse, et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme le lot numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-9) aux plan et livre de renvoi offiicels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division

northeast and southeast by a part of lot No. 781 H-14 residue; on the southwest by a part of lot No. 781 G-14 described above; on the northwest by a part of lot No. 781 H-13 described above; all the dimensions given above are in english measure."

To be sold at the parochial church door of Holy Rosary, of the city of Terrebonne Heights, district of Joliette, on TUESDAY, the TWENTIETH day of SEPTEMBER 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 3, 1966. 16274-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court of Montreal, No. 699,961. KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff's *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant, and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number ten of the subdivision of original lot number eight hundred (800-10) on the official plan and book of reference of the parish of St. Henri de Mascouche, registration division of L'Assomption, measuring eighty feet (80′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, English measure and more or less, with the building thereon erected bearing Civic number 24 Suzanne Street."

To be sold at the parochial church door of St. Henri de Mascouche, county of L'Assomption, district of Joliette, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER of the year 1966 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 25, 1966. 16443-35-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court of Montreal, No. 699,960. KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiffs, *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant, and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number nine of the subdivision of original lot number eight hundred (800-9) on the official plan and book of reference of the parish of St. Henri de Mascouche, registra-

d'enregistrement de L'Assomption, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 22, rue Suzanne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE de l'année 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 25 août 1966.

16444-35-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 699,960.

KLEIN & SHILLER INC. corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, et J. KLEIN & SON INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesses, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse, et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme le lot numéro six de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-6) aux plan et livre de renvoi offiicels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de L'Assomption, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 16, rue Suzanne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE de l'année 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 25 août 1966.

16445-35-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, Joliette, No 21,861 A

J. ALDEO COUTU, marchand de bois de construction, de Ste-Émélie de l'Énergie, district de Joliette, demandeur, *vs* CAMPING ST-IGNACE INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Fort Chambly, district de Montréal, défendeur.

« Une terre située dans la paroisse de St-Ignace du Lac, comté de Maskinongé, connue et désignée comme étant le numéro quarante-huit-un (No 48 1) rang trois (3) canton Masson, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Masson, avec bâtisses dessus érigées. À distraire du susdit lot les emplacements vendus à John Parahus, Jean-Paul Nadeau, Jean-Marie Rivest, Gérard Brûlé, Albert Larochelle et Pierre Quenneville, suivant titres à cet effet. »

tion division of L'Assomption, measuring eighty feet (80′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, English measure and more or less, with the building thereon erected bearing civic number 22 Suzanne Street."

To be sold at the parochial church door of St. Henri de Mascouche, county of L'Assomption district of Joliette, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER of the year 1966 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 25, 1966.

16444-35-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court of Montreal, No. 699,960.

KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiffs, *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant, and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number six of the subdivision of original lot number eight hundred (800-6) on the official plan and book of reference of the parish of St. Henri de Mascouche, registration division of L'Assomption, measuring eighty feet (80′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, English measure and more or less, with the building thereon erected bearing civic number 16 Suzanne Street."

To be sold at the parochial church door of St. Henri de Mascouche, county of L'Assomption district of Joliette, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER of the year 1966 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 25, 1966.

16445-35-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, Joliette, No. 21,861 A

J. ALDEO COUTU, lumber merchant, of Ste-Émélie de L'Énergie, district of Joliette, plaintiff, *vs* CAMPING ST-IGNACE INC., a corporation legally incorporated, having its head office and principal place of business at Fort Chambly, district of Montreal, defendant.

"A land situated in the parish of St-Ignace du Lac, county of Maskinongé, known and designated as being lot number forty-eight – one (No. 48-1) range three (3) township of Masson, on the official plan and book of reference for the township of Masson, with buildings thereon erected, to withdraw from the aforesaid lot, the emplacements sold to John Parahus, Jean-Paul Nadeau, et Jean-Marie Rivest, Gérard Brûlé, Albert Larochelle and Pierre Quenneville, according to titles to this effect."

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de St-Michel-des-Saints, comté de Berthier, district de Joliette, MERCREDI, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 29 août 1966. 16507-35-2-o

To be sold at the parochial church door of St-Michel-des-Saints, county of Berthier, district of Joliette, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of OCTOBER, of the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 29, 1966. 36507-35-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, Kamouraska, No 9477. ROSAIRE LANDRY, camionneur de St-Antonin, demandeur, *vs* ROLLAND MARTIN, de la cité de Rivière-du-Loup, défendeur.

« Un terrain de cinquante pieds de largeur du sud-est au nord-ouest, par cent pieds de profondeur du nord-est au sud-ouest, le tout mesure anglaise, et borné en front, au nord-est, à la rue Christophe-Colomb, au sud-ouest au terrain de la succession de Mme Alice F. Prévost, au nord-ouest au terrain de Albert Huard et au sud-est au terrain de Henri Michaud, avec les bâtisses dessus construites et dépendances; lequel terrain est une partie du lot numéro trois cent soixante-deux trois cent quarante-six trois (p. de 362-346-3) au cadastre officiel pour la ville de Fraserville. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Patrice de Rivière-du-Loup, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 3 août 1966. 16275-32-2-o
[Première insertion: le 13 août 1966]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Te
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, Kamouraska, No. 9477. ROSAIRE LANDRY, trucker of St-Antonin plaintiff, *vs* ROLLAND MARTIN, of the city of Rivière-du-Loup, defendant.

"A piece of land of fifty feet in width from the southeast to the northwest, by one hundred feet in depth from the northeast to the southwest, the whole English measure, and bounded in front, on the northeast by Christophe-Colomb Street, on the southwest by the land of the estate of Mrs. Alice F. Prévost, on the northwest by the land of Albert Huard and on the southeast by the land of Henri Michaud, with buildings constructed thereon and dependencies; which land is a part of lot number three hundred and sixty-two three hundred and forty-six three (P. of 362-346-3) on the official cadastre for the town of Fraserville."

To be sold at the church door of St-Patrice of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, August 3, 1966. 16275-32-2
[First insertion: August 13, 1966]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 675846. VIGNEAULT ELECTRIC INC., demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES B. G. R. Inc., défenderesse, et PHILIPPE DESORMEAUX *et al*, mis-en-cause,

Comme appartenant à Philippe Desormeaux mais en la possession de Paul Hébert, syndic à la faillite dudit Philippe Desormeaux, mis-en-cause,

Un emplacement composé de:

1° La partie nord-ouest de la subdivision cent quatre-vingt-un du lot cent trente et un (131, Pt. N.O. 181) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-trois pieds de largeur sur une profondeur de soixante-onze pieds dans la ligne sud-ouest, et de soixante-treize pieds et cinq dixièmes de pied dans la ligne nord-est, et bornée: en front par le résidu de cette subdivision, à l'arrière par le lot No 131-184, du côté sud-ouest par l'avenue Milton, et du côté nord-est par le lot 131-182;

2° La partie nord-ouest de la subdivision cent quatre-vingt-deux dudit lot cent trente et un (131-Pt. N.O. 182) du même cadastre, mesurant quarante-trois pieds de largeur, par une profondeur de soixante-treize pieds et cinq dixièmes de

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 675846. VIGNEAULT ELECTRIC INC., plaintif, *vs* LES ENTREPRISES B. G. R. INC., plaintiff, and PHILIPPE DÉSORMEAUX *and al.*, mis-en-cause.

As belonging to Philippe Desormeaux but in the possession of Paul Hébert, trustee in the bankruptcy of said Philippe Desormeaux, mis-en-cause.

An emplacement composed of:

1. The north-west part of subdivision one hundred and eighty-one of lot one hundred and thirty-one (131 Pt. N.W. 181) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring forty-three feet in width by a depth of seventy-one feet on its south-west line, and of seventy-three feet and five tenths of a foot on its north-east line, and bounded: in front by the residue of this subdivision, in the back by lot No. 131-184, on the south-west side by Milton Avenue, and on the north-east side by lot 131-182;

2. The north-west part of subdivision one hundred and eighty-two of said lot one hundred and thirty-one (131 Pt. N.W. 182) of the same cadastre, measuring forty-three feet in width, by a depth of seventy-three feet and five tenths

pied dans la ligne sud-ouest, et de soixante-seize pieds dans la ligne nord-est, et bornée en front par le résidu de cette subdivision, à l'arrière, par le lot 131-184, du côté sud-ouest par le lot 131-181, et du côté nord-est par le lot 131-183;

3° La partie nord-ouest de la subdivision cent quatre-vingt-trois dudit lot cent trente et un (131-Pt. N.O. 183) du même cadastre, d'une largeur de quarante et un pieds d'après le cadastre, mais de quarante-neuf pieds et deux dixièmes de pied d'après l'occupation, par une profondeur de soixante-seize pieds dans la ligne sud-ouest, et de soixante-dix-neuf pieds dans la ligne nord-est, et bornée au sud-est par le résidu de cette subdivision, à l'arrière par le lot 131-184, du côté sud-ouest par le lot 131-182, et du côté nord-est par l'avenue Mont Vernon; et

4° La subdivision cent quatre-vingt-quatre dudit lot cent trente et un (131-184) du même cadastre.

Avec les bâtisses portant les numéros civiques 63 rue Des Érables et 100 Mount Vernon, à ville St. Pierre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 8 août 1966. 16290-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: No 708574. { NIAGARA MORTGAGE & LOAN COMPANY LIMITED, demanderesse, *vs* DAME, YVETTE REGNIER, épouse commune en biens de Ernest Warren, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

« Un emplacement situé à ville Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant composé des lots numéros huit cent cinquante-trois et huit cent cinquante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-853 et 854) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec maison y érigée portant le numéro 1100, rue Front, à ville Jacques-Cartier. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN.
Montréal, 25 août 1966. 16474-35-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 601325. { PAUL RICE, demandeur, *vs* LOUIS-PHILIPPE DUCHARME, défendeur, *et* DAME MURIELLE RICE, épouse de Louis-Philippe Ducharme, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, et ladite Murielle Rice, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession d'Aline Cardinal-Rice, tierce-saisie.

Comme appartenant et en la possession de la tierce-saisie:

« Un emplacement situé à Saint-Hubert, comté de Chambly, connu et désigné comme étant composé du lot No 50 de la subdivision officielle du lot originaire No 224 (224-50) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-An-

of a foot on its south-west line, and of seventy-six feet on its north-east line, and bounded in front by the residue of this subdivision, in the back, by lot 131-184, on the south-west side by lot 131-181, and on the north-east side by lot 131-183;

3. The north-west part of subdivision one hundred and eighty-three of the said lot one hundred and thirty-one (131 Pt. N.W. 183) of the same cadastre, of a width of forty-one feet according to the cadastre, but of forty-nine feet and two tenths of a foot according to the occupation, by a depth of seventy-six feet on its south-west line, and of seventy-nine feet on its north-east line, and bounded on the south-east by the residue of this subdivision, in the back by lot 131-184, on the south-west side by lot 131-182, and on the north-east side by Mont Vernon Avenue; and

4. Subdivision one hundred and eighty-four of said lot one hundred and thirty-one (131-184) of the same cadastre.

With the buildings bearing civic numbers 63 Des Érables Street and 100 Mount Vernon, in the town of St. Pierre.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER 1966, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 8, 1966. 16290-32-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 708574. { NIAGARA MORTGAGE & LOAN COMPANY LIMITED, plaintiff, *vs* MRS. YVETTE REGNIER, wife common as to property of Ernest Warren, the latter to authorize his wife for the presents, defendant.

"An emplacement situated at ville Jacques-Cartier, known and designated as being composed of lot numbers eight hundred and fifty-three and eight hundred and fifty-four of the subdivision of original lot number one hundred and forty-three (143-853 and 854) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil.

With a house erected thereon bearing number 1100 Front Street, at ville Jacques-Cartier."

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the SIXTH day of OCTOBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 25, 1966. 16474-35-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 601325. { PAUL RICE, plaintiff, *vs* LOUIS-PHILIPPE DUCHARME, defendant, *and* DAME MURIELLE RICE, wife of Louis-Philippe Ducharme, and the latter to authorize his said wife, and the said Murielle Rice, in her capacity as testamentary executor of the estate of Aline Cardinal-Rice, garnishee.

As belonging to and being in the possession of the garnishee:

"An emplacement situated at Saint-Hubert, county of Chambly, known and designated as being composed of lot No. 50 of the official subdivision of original lot No. 224 (224-50) on the official plan and in the book of reference of the

toine de Longueuil et du lot No 56 de la subdivision officielle du lot originaire 157 (157-56) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, avec toutes constructions y érigées, et notamment une maison portant le numéro civique 5190 Montée Saint-Hubert, Saint-Hubert, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, a Longueuil le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, 25 août 1966. 16487-35-2-o

parish of Saint-Antoine de Longueuil and of lot No. 56 of the official subdivision of original lot 157 (157-56) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Hubert, in the county of Chambly, with all the buildings thereon erected, and notably a house bearing civic number 5190 Montée Saint-Hubert, Saint-Hubert, circumstances and dependencies."

To be sold in the registry office of the county of Chambly, in Longueuil, on the SIXTH day of OCTOBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 25, 1966. 16487-35-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-769. LA CAISSE POPULAIRE DE RIMOUSKI, société régie par la Loi des Caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social à Rimouski, district de Rimouski, demanderesse, *vs* ADÉLARD GAGNÉ, voyageur de commerce de l'endroit appelé Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, district de Rimouski, défendeur.

Le lot No quinze de subdivision officielle du lot No cinquante-trois (No 53-15) au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, comté de Rimouski, étant un emplacement situé à Sacré-Coeur et occupé à bail de la Fabrique, mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur, nord-sud, sur cent vingt pieds de profondeur, est-ouest, mesure anglaise, borné au nord à la Fabrique, à l'est aussi à la Fabrique, au sud à Gaston Frenette et à l'ouest en front à la route du Rocher Blanc, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député Shérif,
Rimouski, 8 août 1966. 16276-32-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-769. LA CAISSE POPULAIRE DE RIMOUSKI, a society directed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office at Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ADÉLARD GAGNÉ, travelling salesman, at a place called Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, district of Rimouski, defendant.

Lot number fifteen of the official subdivision of lot number fifty-three (No. 53-15) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, county of Rimouski, being an emplacement situated at Sacré-Coeur and occupied on lease from the Fabrique, measuring ninety feet in width, north-south, by one hundred and twenty feet in depth, east-west, English measure, bounded on the north by the Fabrique, on the east also by the Fabrique, on the south by Gaston Frenette and on the west, in front, by the Rocher Blanc Route, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, August 8, 1966. 16276-32-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supésieure, No 32-982. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse, *vs* ADÉLARD ARSENAULT, autrefois cultivateur de Ste-Irène, district de Rimouski, maintenant domicilié à 190 ouest rue Benoit, ville Jacques-Cartier, district de Montréal, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Ste-Irène, comté de Matapédia, ayant une superficie de cent seize acres et neuf dixièmes d'acre, étant connue et désignée sous le numéro vingt-deux (22) du cadastre officiel du rang cinq du canton Nemtayé, avec les bâtisses dessus construites et dépendance.

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-982. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* ADÉLARD ARSENAULT, formerly farmer of Ste-Irène, district of Rimouski, now domiciled at 190 Benoit Street West, town of Jacques-Cartier, district of Montreal, defendant.

A piece of land situated in the parish of Ste-Irène, county of Matapédia, having an area of one hundred and sixteen acres and nine tenths of an acre, being known and designated under number twenty-two (22) of the official cadastre of the fifth range of the township of Nemtayé, with buildings constructed thereon and dependency.

Pour être vendue à la porte de l'Église de la paroisse de Ste-Irène, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 août 1966. 16278-32-2-o

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 26-594. J. F. COULOMBE & COMPAGNIE LTÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à St-Noël, district de Rimouski, demanderesse *vs* ANTONIO OUELLET, cultivateur de la paroisse de St-Damase, district de Rimouski, défendeur.

Le lot numéro sept cent sept (707) (lot primitif vingt-neuf du sixième rang) le lot sept cent huit (la partie sud-ouest du lot primitif trente du sixième rang) du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption de Notre-Dame, canton McNider, étant une terre d'environ six arpents de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, borné au nord au fronteau du sixième rang, à l'est à Adrien Fournier représentant de Joseph Ouellet, au sud à un ruisseau et à l'ouest à Émile Paquet représentant de Zénon Ouellet, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire un arpent de largeur sur toute la profondeur à l'ouest du lot 707 et les parties des lots 707 et 708 situées au sud du ruisseau et appartenant à Donat Bérubé.

Les lots 709, 710, 711, 712 et partie du 713 du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption de Notre-Dame, canton McNider, à distraire les parties de chacun desdits lots situées au sud du ruisseau, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a.

Pour être vendus à la porte de l'Église de la paroisse de St-Damase, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 août 1966. 16277-32-2-o

To be sold at the parochial church door of Ste-Irène, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy Sheriff.*
Rimouski, August 8, 1966. 16278-32-2

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 26-594. J. F. COULOMBE & COMPAGNIE LTÉE, body politic and corporate having its principal business place at St-Noël, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ANTONIO OUELLET, farmer, of the Parish of St-Damase, district of Rimouski, defendant.

Lot number seven hundred and seven (707) (primitive lot twenty-nine of the sixth range) lot seven hundred and eight (the southwest part of primitive lot thirty of the sixth range) of the official cadastre of the Parish of L'Assomption de Notre-Dame, township of McNider, being a piece of land of approximatively six arpents in front by approximatively twenty-seven arpents in depth, bounded on the north by the front of the sixth range, on the east by Adrien Fournier representative of Joseph Ouellet, on the south by a stream and on the west by Émile Paquet representative of Zénon Ouellet, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, to distract an arpent in width by all the depth on the west of lot 707 and parts of lots 707 and 708 situated on the south of the stream and belonging to Donat Bérubé.

Lots 709, 710, 711, 712 and part of 713 of the official cadastre of the Parish of L'Assomption de Notre-Dame, township of McNider, to distract the parts of each of the said lots situated on the south of the stream, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, if there are any.

To be sold at the parochial church door of St-Damase, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, August 8, 1966. 16277-32-2

SAINT—HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 28,871. GABRIEL GÉLINAS, journalier, du 2805, rue Notre-Dame, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* JEAN-RENÉ HAMEL, du 50 Chemin St-Dominique, St-Dominique, district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Une terre, située en la paroisse de St-Dominique, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, connue et désignée aux plans et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Dominique, comme étant les lots numéros trois cent cinquante et un et trois cent cinquante-deux (351 et 352); avec les bâtisses y érigées.

Une autre terre, située en la même paroisse de la contenance d'un arpent de largeur par environ trente arpents de profondeur, tenant d'un côté à la terre ci-dessus désignée, de l'autre

SAINT—HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 28,871. GABRIEL GÉLINAS, labourer, of 2805 Notre-Dame St., district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* JEAN-RENÉ HAMEL, of 50 St-Dominique Road, St-Dominique, district of St-Hyacinthe, defendant.

"A farm situated in the parish of St-Dominique, county of Bagot, measuring two arpents in width by thirty arpents in depth, known and designaged on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Dominique as being lots numbers three hundred and fifty-one and three hundred and fifty-two (351 and 352), with the buildings thereon erected.

Another farm situated in the same parish measuring one arpent in width by approximately thirty arpents in depth, bordering on one side on the above-designated farm, on the other side

côté à Antoine Chagnon ou représentant, en profondeur au rang St-François de la paroisse de St-Pie, en front au chemin public, ladite terre étant la partie nord-ouest du lot numéro trois cent cinquante (Ptie 350) des plans et livres de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Dominique; sans bâtisses. »

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique, comté de Bagot, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 23 août 1966. 16462-35-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 1337. { COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-CÉSAIRE district de St-Hyacinthe, demandeur *vs* BERNARD DUBUC, cultivateur de St-Césaire défendeur.

« 1° Une terre sise en la paroisse de St-Césaire, d'un arpent de largeur par trente arpents de profondeur, comme étant une partie du lot trois cent cinquante et un (Ptie 351) du cadastre de la paroisse de St-Césaire, avec bâtisses, bornée en front par la rivière Yamaska, en profondeur, les terrains du rang Caroline, d'un côté le résidu du lot 351 et de l'autre côté le lot 352.

2° Une terre de trois arpents sur trente plus ou moins, étant le numéro trois cent cinquante deux (352) des plant et livres de renvoi de la paroisse de St-Césaire, avec grange, maison et autres bâtisses y érigés, à distraire de ce dernier lot, les parties de terrain vendu suivant les actes enrégistrés sous les numéros: 30238, 31621, 43190, 51374.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Césaire, comté de Rouville, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

St-Hyacinthe, 23 août 1966. 16463-35-2-o

To be sold at the parochial church door of St-Dominique, county of Bagot, on the FOURTH day of OCTOBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, August 23, 1966. 16462-35-2

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 1337. { SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-CÉSAIRE, district of St-Hyacinthe, plaintiffs, *vs* BERNARD DUBUC, farmer of St-Césaire, defendant.

"1. A piece of land situated in the Parish of St-Césaire, of an arpent in width by thirty arpents in depth, as being a part of lot three hundred and fifty-one (Pt. 351) of the cadastre of the parish of St-Césaire, with buildings, bounded in front by Yamaska River, in depth, by the land of Caroline Range, on one side by the residue of lot 351 and on the other side by lot 352.

2. A piece of land of three arpents by thirty more or less, being number three hundred and fifty-two (352) of the plan and book of reference of the parish of St-Césaire, with a barn, house and other buildings erected thereon, to distract from this latter lot, the parts of land sold following deeds registered under numbers: 30238, 31621, 43190, 51374."

To be sold at the parochial church door of St-Césaire, county of Rouville, on the SIXTH day of OCTOBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

St-Hyacinthe, August 23, 1966. 16463-35-2

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour du Magistrat, No 26921. { LA CAISSE POPULAIRE DE SHAWINIGAN, district de St-Maurice, société régie par la Loi des Caisses d'épargne et de crédit, demanderesse, *vs* PIERRE GARNEAU domicilié et résidant à Shawinigan district de St-Maurice défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Jeanne D'Arc d'Almaville, dans le rang St-Mathieu, faisant partie du lot de terre numéro neuf cent quinze (P-915) au cadastre de la paroisse du Mont Carmel, mesurant environ cinquante-huit pieds de front (58′), ou de côté nord-ouest en largeur soixante-treize pieds, du côté sud-ouest (73′), cinquante-cinq en arrière (55′), et quatre-vingt-dix-huit pieds dans la ligne nord-est avoisinant J. T. Levasseur (98′), ou représentant, borné en front par le cordon des Grès, du côté sud-ouest par H. Généreux ou représentant, en arrière par ce dernier et du côté nord-est par J. T. Levasseur ou représentant, avec ensemble la maison et autres bâtisses y

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St. Maurice

Magistrate's Court, No. 26921. { LA CAISSE POPULAIRE DE SHAWINIGAN, district of St. Maurice, a society governed by the Savings and Credit Unions Act, plaintiff, *vs* PIERRE GARNEAU, domiciled and residing at Shawinigan, district of St. Maurice, defendant.

"An emplacement situated in the parish of Ste. Jeanne D'Arc of Almaville, on the St. Mathieu range, being part of the lot of land number nine hundred and fifteen (P-915) of the cadastre of the parish of Mont Carmel, measuring approximatively fifty-eight feet in front (58′), or on the northwest side in width seventy-three feet, on the southwest side (73′), fifty-five in back (55′), and ninety-eight feet in its northeast line bordering J. T. Levasseur (98′), or representative, bounded in front by the sandstone pit line, on the southwest side by H. Généreux or representative, in the back by the latter and on the northeast side by J. T. Levasseur or representative, together with the house and other

érigées; sauf et à distraire de cedit emplacement, la pointe de terre vendu à la municipalité de Notre-Dame de la Représentation d'Almaville, par acte passé devant le notaire J. H. Nap. Désaulniers le 11 octobre 1940, et enrégistré au bureau d'enrégistrement du comté de Champlain sous le numéro 110575 Reg. « B » Vol. 130 ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne D'Arc de Shawinigan Sud, district de St-Maurice, LUNDI le TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
RENÉ BOISVERT.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 26 août 1966. 16475-35-2-o

built thereon; safe and to distract from this said emplacement, the point of land sold to the municipality of Notre-Dame de la Représentation of Almaville, by a deed passed before J. H. Nap. Désaulniers, notary, on October 11, 1940, and registered at the registration office of the county of Champlain under number 110575 Reg. "B" Vol. 130."

To be sold at the church door of the parish of Ste. Jeanne d'Arc of Shawinigan South, district of St. Maurice, MONDAY, the THIRD day of the month of OCTOBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Shawinigan, August 26, 1966. 16475-35-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 697 993. KLEIN & SHILLER INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, et JOSEPH KLEIN, gentilhomme retiré, de la ville de Mont Royal, district de Montréal, demandeurs, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de Ares Inc.,

Premièrement:

Les lots numéros deux et trois de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent trente-cinq (535-2 et 3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Deuxièmement:

Les lots numéros deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-trois, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize et soixante-quatorze de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent trente-six (536-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Troisièmement:

Les lots numéros quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No 697 993. KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and JOSEPH KLEIN, retired gentleman, of the town of Mount-Royal, district of Montreal plaintiffs, *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal defendant.

Notice of sale

The immoveables hereunder designated and in the possession of Ares Inc.

First:

Lots numbers two and three of the subdivision of original lot number five hundred and thirty-five (535-2 and 3) on the official plan and book of reference of the parish of St. Louis de Terrebonne.

Second:

Lots numbers two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, fourty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-three, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three and seventy-four of the subdivision of original lot number five hundred and thirty-six (536-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74) on the said official plan and book of reference of the Parish of St. Louis de Terrebonne.

Third:

Lots numbers eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, nine-

vingt-treize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (537-87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 132, et 134) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Pour être vendu en bloc, au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, MERCREDI le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant. *Le Shérif,*

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.

Saint-Jérôme, le 4 août 1966. 16279-32-2

ty-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, and one hundred and thirty-four of the subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (537-87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 132 and 134) on the said official plan and book of reference of the Parish of St. Louis de Terrebonne.

To be sold "en bloc" at the Sheriff's office, at the Court House at Saint-Jérôme, county and district of Terrebonne, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash. VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

Saint-Jérôme, August 4, 1966. 16279-32-2-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 694 018. { PLAYFAIR INVESTMENT & FINANCE CO., corps politique dûment incorporé ayant son siège social en la cité de St-Laurent, district de Montréal, demanderesse, *vs* JEAN LABONTÉ, exécutif, domicilié et résidant à 9265 Boulevard La Salle, cité de La Salle, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et appartenant à Jean Labonté, défendeur.

« Le lot numéro 223 bloc B dans le canton de Wexford, borné en front vers le nord par le lac du Nord; en arrière vers le sud-sud-ouest et le sud respectivement par le lot No 224; et par une avenue portant le No cadastral 227; d'un côté vers l'ouest nord-ouest par le lot No 239 et de l'autre côté vers l'est-sud-est par le lot No 222.

Mesurant cent cinquante-sept pieds (157.0) en front le long du lac du Nord; quatre-vingt-dix-sept pieds et un dixième de pied (97.1) et soixante et un pieds (61.0) respectivement dans ses lignes sud-sud-est et sud, par des profondeurs de deux cent trente-quatre pieds et trois dixièmes de pied (234.3) dans sa ligne ouest-nord-ouest et deux cent quarante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (244.5) dans sa ligne est-sud-est. Contenant une superficie de trente-cinq mille, deux cent cinquante-huit pieds carrés. Mesures anglaises. (35,258.0 p.c.) »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, JEUDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.

Saint-Jérôme, le 4 août 1966. 16280-32-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 694 018. { PLAYFAIR INVESTMENT & FINANCE CO., a body politic duly incorporated having its head office in the city of St-Laurent, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN LABONTÉ, executive, domiciled and residing at 9265 La Salle Boulevard, city of La Salle, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and belonging to Jean Labonté, defendant.

"Lot number 223 block B in the township of Wexford, bounded in front on the north by du Nord Lake; in the back on the south-southwest and the south respectively by lot No. 224; and by an Avenue bearing cadastral No. 227; on one side on the west northwest by lot No. 239 and on the other side on the east-southeast by lot No. 222.

Measuring one hundred and fifty-seven feet (157.0) in front along du Nord Lake; ninety-seven feet and one tenth of a foot (97.1) and sixty-one feet (61.0) respectively on its south-southeast and south lines, by depth of two hundred and thirty-four feet and three tenths of a foot (234.3) on its west-northwest line and two hundred and forty-four feet and five tenths of a foot (244.5) on its east-southeast line. Containing an area of thirty-five thousand, two hundred and fifty-eight square feet. English measure. (35,258.0 sq. ft.)"

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House of Saint-Jérôme, county and district of Terrebonne, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff*

Saint-Jérôme, August 4, 1966. 16280-32-2

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 24,512. { CLÉMENT & FRÈRE LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Louiseville, district de Trois-Rivières, demanderesse, *vs* GASTON TRUDEL, autrefois domicilié au No 8 de la rue St-Philippe, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, et aujourd'hui domicilié au rang St-Nicolas, paroisse de Pointe-du-Lac, comté St-Maurice, district de Trois-Rivières.

1° Une portion de terre à bois, à Pointe-du-Lac, dans le rang de Brise-Culottes, désignée au cadastre officiel de la paroisse de Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice, comme étant une partie du lot quatre cent vingt-trois (P. 423) de figure irrégulière, contenant environ quinze arpents en superficie, l'acquéreur profitant de l'excédent et supportant le déficit, s'il y a, renfermée comme suit: au nord, le rang St-Nicolas, au sud-ouest, les représentants de Pierre Rivard où ladite portion de terre peut avoir dans cette ligne environ sept arpents de longueur; et de tous autres côtés, les représentants de Augustin Houle, c'est-à-dire, en prenant à la ligne de la terre desdits représentants Pierre Rivard au bout desdits sept arpents à la terre défrichée, pour aller au rang de St-Nicolas où elle peut avoir environ quatre arpents et demi de largeur; sujet à une certaine ligne d'accord tirée entre feu Onésime Deslauriers et Ulric Lesieur et mentionnée à l'acquéreur aux présentes circonstances et dépendances; sans bâtisse.

2° Une terre située à Pointe-du-Lac, concession St-Nicolas, côté sud-ouest, désignée sous le numéro quatre cent cinquante et un (451) du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues séparément au bureau d'enregistrement de Trois-Rivières, 878, rue De Tonnancourt, Trois-Rivières, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 29 août 1966. 16503-35-2-o

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 24,512. { CLÉMENT & FRÈRE LTÉE, a corporation legally incorporated, having its head office in the city of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* GASTON TRUDEL, formerly domiciled at No. 8 St-Philippe Street, in the city of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, and now domiciled at St-Nicolas Range, parish of Pointe-du-Lac, county of St-Maurice, district of Trois-Rivières.

1. Part of a wood lot, at Pointe-du-Lac, on Brise-Culottes Range, designated on the official cadastre of the parish of Pointe-du-Lac, county of St-Maurice, as being a part of lot four hundred and twenty-three (P. 423) of an irregular figure, containing approximatively fifteen arpents in area, the purchaser profiting from the surplus and supporting the deficit, if any, enclosed as follows: on the north, by St-Nicolas Range, on the southwest by the representatives of Pierre Rivard where the said portion of land can have in this line approximatively seven arpents in length; and on all the other sides, the representatives of Augustin Houle, that is to say, by taking from the line of the land of the said representatives of Pierre Rivard, to the end of the said seven arpents of the cleared land, to go to St-Nicolas Range where it can be approximatively four arpents and a half in width; subject to a certain agreement line held between Onésime Deslauriers, deceased, and Ulric Lesieur and mentioned to the purchaser for the presents, circumstances and dependencies; without a building.

2. A piece of land situated at Pointe-du-Lac, St-Nicolas concession, on the southwest side, designated under number four hundred and fifty-one (451) of the official cadastre of the parish of Pointe-du-Lac, county of St-Maurice, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the registration office of Trois-Rivières, 878 De Tonnancourt Street, Trois-Rivières, WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of OCTOBER, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 29, 1966. 16503-35-2

Vente pour taxes

Ville d'Aylmer

Avis public est par la présente donné par le soussigné, Jean-Paul Quéry, secrétaire-trésorier de la ville d'Aylmer, que JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1966, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 120 rue Principale, Aylmer, Québec, je procéderai à la vente à l'enchère des lots inclus dans la présente liste, pour arrérages de taxes municipales en 1963, 1964 et 1965 et pour arrérages de taxes scolaires catholiques et protestantes en 1962-63, 1963-64, 1964-65, et 1965-66 avec les intérêts et les frais; plus les frais subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente, le tout en vertu de la loi à savoir:

Sale for Taxes

Town of Aylmer

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean-Paul Quéry, secretary-treasurer of the town of Aylmer, that on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal chamber of council in the Town Hall of the above-mentioned municipality, 120 Main Street, Aylmer, Quebec, I will proceed with the sale by auction of all the lots included in the attached list, for arrears of municipal taxes in 1963, 1964 and 1965 and for arrears of catholic and protestant school taxes in 1962-63, 1963-64, 1964-65 and 1965-66 with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid prior to the sale, according to law.

L'énumération abrégée des parties des cadastres ci-dessous mentionnées fut autorisée par la Commission Municipale de Québec, en date du 11 août 1966.

The abridged enumerations of the said parts of cadastres herein mentioned was authorized by the Quebec Municipal Commission on August 11, 1966.

Ville d'Aylmer — Town of Aylmer

Rôle — Roll	Nom sur rôle — Name on roll	Lot	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais et intér. — Interest and costs	Total
146-1	Beacon Dairy Bar		$ 17.64	$ 1.82	$ 1.98	$ 21.44
185	Blais, Gérard	1730	201.75		17.78	219.53
217	Bonenfant, Mme-Mrs. D.	W. ½ 731	161.83		14.39	176.22
218	Bonenfant, Mme-Mrs. D.	E. ½ 731	42.49		4.12	46.61
229	Routhliffe, Oswald	E. P. 738	294.51	288.00	43.89	626.40
666	Gibeault, Mme-Mrs. G.	N. P. 720	368.77	444.75	77.66	891.18
679	Farley, Lloyd	1672	197.26	328.42	69.80	595.48
693	Roy, Raoul	1685	267.82	293.18	50.04	611.04
714	Mondoux, Raymond	689	393.99		33.77	427.76
716	Mondoux, Guy & Ray	691	172.55	632.43	59.57	864.55
746	Irish, Norman	1624	214.74	275.15	52.73	542.62
750	Les Entreprises de Hull Ltée	1635	78.76	9.16	7.41	95.33
752	Les Entreprises de Hull Ltée	P. 1637	6.55	4.47	1.13	12.15
754	Davis, Nora	1597	170.74	65.45	26.97	263.16
757	Renaud, Clifford	1601 et-and 1602	313.80	2.40	27.42	343.62
759	Roy, Fernand	1604	123.36	213.68	28.35	365.39
760	Renaud, Clifford	1605	97.35	0.70	8.84	106.89
768	Bracken, T. Frank	1612	27.24	462.38	48.92	538.54
770	Van Ginkel Hendrick	1614	2.40		0.69	3.09
781	Ladouceur, Paul	E. ½ 658	123.53		11.05	134.58
835	Chartrand, René	1559	222.00		19.49	241.49
837	Castelli, Louis	1561	75.68		7.16	82.84
859	Kelly, Mme-Mrs. Wil	603 et-and P. 604		381.37	18.71	400.08
869	Morrisson, John	571	358.43		41.56	400.99
877	Campbell, Geo. P.	579-P. 604 et-and 608	5.46	186.95	3.83	196.24
878	Laflamme, Lucien	580-P. 604	79.54		7.26	86.80
889	Gravelle, Normand	W. ½ 1534	115.88	154.45	30.76	301.09
902	Groulx, Mme-Mrs. F.	1510	62.06		5.19	67.25
907	Routh, Ross	1515	161.50		14.29	175.79
909	Ladouceur, Alfred	1517	5.88		0.86	6.74
919	Bard, Rolland	551	155.49	175.40	31.61	362.50
972	Lajoie, Alcide	W. ½ 1497	96.42		5.46	101.88
984	Parizeau, Mme-Mrs. A.	E. ½ 1458	20.63		1.70	22.33
988	Lamirande, Eugène	W. ½ 1461	15.95		1.40	17.35
1000	Whelan, Henri	1473	259.65	245.51	52.87	558.03
1015	Léon, Maurice	499	44.81	55.50	7.79	108.10
1078	Kelly, J. Lester	446	10.26		1.30	11.56
1079	Kelly, J. Lester	447	10.26		1.30	11.56
1080	Kelly, J. Lester	448	3.33		0.76	4.09
1081	Kelly, J. Lester	449	64.77		5.75	70.52
1123	Gendron, Florian	307	12.42	37.57	2.38	52.37
1141	Gibeault, succ.-est. T.	281	22.68	51.38	6.98	81.04
1142	Gibeault, succ.-est. T.	282	22.68	51.38	6.98	81.04
1143	Gibeault, succ.-est. T.	283	22.68	51.38	6.98	81.04
1144	Gibeault, succ.-est. T.	250	22.68	51.38	6.98	81.04
1145	Gibeault, succ.-est. T.	251	22.68	51.38	6.98	81.04
1146	Gibeault, succ.-est. T.	252	22.68	51.38	6.98	8.104
1158	Dubois, Aimé	101-2187	257.65		27.22	284.87
1165	Girard, Roger	195	12.42		1.53	13.95
1166	Girard, Roger	196	12.42		1.53	13.95
1167	Girard, Roger	197	12.42		1.53	13.95
1201	Gravelle, Desmond	28	12.42		1.53	13.95
1449	Girard, Roger	194	122.25		10.94	133.19
1450	Gendron, Florian	306	70.49	212.63	19.54	302.66
1464	Bertrand, Raymond	654	144.71		12.90	157.61
1465	Boucher, René	653	106.19	302.85	40.47	449.51
1472	Groulx, Mme-Mrs. J.	586	304.49	429.49	80.78	814.76
1641	Graveline, Mme-Mrs. A.	N. ½ 490	52.71		3.03	55.74
1647	Gagnon, Armand	1623	80.21	226.87	39.17	346.25
1659	Moerman, Gérard	1355	169.45		15.04	184.49
1666	Routh, Ross	1508	7.48		0.75	8.23
1803	Villeneuve, R.	11-245-246-247-248	95.34	283.92	41.46	420.72
1835	Guertin, J.-Paul	P. 11	76.24		7.02	83.26
1865	Soulière, Aimé	11 W. P. 170	26.97		2.81	29.78
1890	Blondin, Gérard	Pt 11-155, 140-156	27.37		2.83	30.20
1918	Kin Kay Invest	E. ½ 118-11, Pt 119-11	3.10		0.76	3.86
1974	Richard, Paul	56-11	74.86		6.92	81.78
1980	LeVasseur, Gérard	11-49, 11-50	7.36		1.13	8.49
2010	Watt, Melvin	11-15	31.39	32.50	3.73	67.62
2034	Routhliffe, Mme-Mrs. C.	35-781	20.58		2.77	23.35
2270	Pearson, Mme-Mrs. Gordon	782-107	59.17	209.58	15.33	284.08
2272	McDilda, James A.	109-782	41.28	124.65	9.90	175.83
2286	Séguin, Jean	½ E. 152-782	59.05		5.63	64.68
2287	Séguin, Jean	S. P. 151-782	4.29		0.45	4.74
2297	Pearson, Mme-Mrs. Gordon	140-782	6.51	231.52	8.63	246.66
2300	Pearson, Mme-Mrs. Gordon	137-782	124.95	206.55	19.26	350.76
2553	Beauchamp, Florian	781-197	72.19		6.67	78.86

Rôle — Roll	Nom sur rôle — Name on roll	Lot	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais et intér. — Interest and costs	Total
2564	Hubert, Roger	781.-251	$ 48.58	$ 423.57	$ 54.87	$ 527.02
2587	Brojanac, Stephen	1781-12	42.67	27.88	3.43	73.98
2594	Sanders, Mme-Mrs. J. L.	1781-19	3.68	.....	0.80	4.48
2623	Behan, Ronald	1781-45	5.67	32.92	5.08	43.67
2651	Behan, Ronald	1781-70	208.98	391.00	75.97	675.95
2685	Perrier, Emmanuel	P. 1763	129.44	.....	11.55	140.99
2792	Pankhurst, Roy C.	1763-36	15.96	26.55	3.64	46.15
2801	Timmins, Lionel	1763-17	139.03	.....	12.39	151.42
2809	Radmore Dr. Robert	1763-44	234.08	131.16	31.08	396.32
2875	Chartrand, Mme-Mrs. Alex.	P. 1763	138.01	.....	12.31	150.32
2887	Thibert, Robert	E. ½ 1778	103.06	121.44	25.29	249.79
2910	Lévesque, Albini	1752	71.13	.....	6.56	77.69
3000	Thibeault, C. Moreau	2169	454.90	1,469.30	277.00	2,201.20
3035	Perrier, Roger	S. ½ 2149	12.00	.....	1.50	13.50
2051	Ladouceur, Edmond	N. ½ 2079	12.82	.....	0.98	13.80
3067	Tassé, Marcel	E. ½ 2139	99.59	.....	9.05	108.64
3090	Guertin, P.-Émile	P. N.E. 2082	104.93	155.80	30.46	291.19
3091	Guertin, P.-Émile	P. S.E. 2082	105.35	173.23	32.49	311.07
3092	Guertin, Delphis	2096	226.88	200.85	56.36	484.09
3096	Routhliffe, Oswald	2111	106.19	.....	12.56	118.75
3100	Lamirande, Lionel	2055	200.76	453.19	57.62	711.57
3120	Gagnon, Armand	Plage avec bât. seul.-Beach bldg. only	8.19	18.49	3.85	30.53
3155	Johnson, F. Milton	209-2176	22.26	77.33	12.24	111.83
3172	Longpré, Hector	2176-30	72.31	159.98	12.90	245.19
3196	Villeneuve, Alfred	2176-250	32.01	111.92	16.10	160.03
3223	Duffy, Donald	2176-279	5.67	14.24	2.15	22.06
3224	Duffy, Donald	2176-280	3.99	9.97	1.26	15.22
3225	Duffy, Donald	2176-281	3.99	9.97	1.26	15.22
3226	Duffy, Donald	2176-282	3.99	9.97	1.26	15.22
3227	Duffy, Donald	2176-283	3.99	9.97	1.26	15.22
3228	Duffy, Donald	2176-284	3.99	9.97	1.26	15.22
3229	Duffy, Donald	2176-285	3.99	9.97	1.26	15.22
3230	Duffy, Donald	2176-286	3.99	9.97	1.26	15.22
3231	Duffy, Donald	2176-291	3.99	9.97	1.26	15.22
3232	Duffy, Donald	2176-292	3.99	9.97	1.26	15.22
3233	Duffy, Donald	2176-293	3.99	9.97	1.26	15.22
3234	Duffy, Donald	2176-294	3.99	9.97	1.26	15.22
3235	Duffy, Donald	2176-295	3.99	9.97	1.26	15.22
3236	Duffy, Donald	2176-296	3.99	9.97	1.26	15.22
3237	Duffy, Donald	2176-297	3.99	9.97	1.28	15.24
3238	Duffy, Donald	2176-298	150.97	298.63	41.79	491.39
3272	Thibeault, Corinne	2169A	9.87	33.73	8.98	52.58
3286	Routhliffe, Mme-Mrs. K.	W. P. 2138	44.34	33.97	6.16	84.47
3295	Tassé, Marcel	W. ½ 2131	16.32	.....	1.88	18.20
3298	Maurier, André	P. E. 2133	27.02	.....	1.81	28.83
3335	Guertin, Alcide	W. P. 2084	56.64	.....	4.90	61.54
3336	Davis, Mme-Mrs. Nora	P. E. 2084	11.27	.....	0.98	12.25
3337	Davis, Mme-Mrs. Nora	W. ½ 2085	56.52	117.86	14.23	188.61
3339	Kochan, Mme-Mrs. Helen	¾ W. 2086	141.61	240.95	43.76	426.32
3341	Croteau, Alfred	W. ½ 2087	116.32	245.56	39.01	400.89
3347	Croteau, Alfred	W. ½ 2080	33.55	31.81	7.15	72.51
3351	Gravelle, Léon	E. ½ 2072	24.46	.....	1.94	26.40
3368	Croteau, Gérald	2021-17	14.67	26.61	4.68	45.96
3417	Duffy, Donald	2176-287	6.72	16.67	2.15	25.54
3418	Duffy, Donald	2176-288	6.72	16.67	2.15	25.54
3419	Duffy, Donald	2176-289	6.72	16.67	2.15	25.54
3420	Duffy, Donald	2176-290	6.72	16.67	2.15	25.54
3456	Hanes, Arnold	2175-55	67.59	128.95	9.75	206.29
3484	McDonald, Archie	2175-30	67.26	.....	9.13	76.39
3490	Caplan, Mme-Mrs. Meyer est. succ.	N. P. 2175-26-27-28-29	67.14	.....	6.28	73.42
3512	Howe, Osmond	E. ½ 2175-10, 2175-9	85.65	173.87	12.91	272.43
3517	Larose, Malvina	2175-4	17.00	.....	0.80	17.80
3530	Burns, Alma	P. 2176	93.64	202.28	34.87	330.79
3713	McDonald, Archie	Pt. 2024	36.68	.....	3.60	40.28
	Hydro-Quebec	1551	.....	231.83	10.09	241.92
	Hydro-Quebec	1544	.....	11.97	0.98	12.95
	Montoro Invest.	S. ½ 1753	.....	15.98	1.14	17.12
	Montoro Invest.	W. ½ 1762	.....	34.41	1.90	36.31
2716	Carlsen, B.	11-170	.....	281.02	13.82	294.84
2500	Draper, A.	301-782, 300-782	.....	8.41	0.65	9.06
3431	Emerson, E. K.	Pt. 2175	.....	233.55	11.61	245.16
2304	Haldane, D. E.	132-782	.....	11.03	1.00	12.03
	Haldane, D. E.	178-S. ½ 179-782	.....	297.45	14.67	312.12
	Albert Gale Agencies	782-37	.....	89.10	2.04	91.14
3454	Leblond, R.	Pt. 2175	.....	75.47	1.80	77.27
1019	Moerman, Jacob	503	.....	227.07	10.72	237.79
3124	McAllister, J. O.	2021-39	.....	7.37	0.69	8.06
3381	McAllister, J. O.	2021-30	.....	83.37	2.76	86.13
2920	McConnell, K.	S. ½ 771	.....	220.95	11.09	232.04
3474	Otten, A.	51-2175	.....	77.25	1.84	79.09
2042	Vachon, Walston	43-782	.....	11.25	0.90	12.15
2212	Vachon, Walston	10-782	.....	189.90	6.93	196.83
1026	Pon, R.	515-516-517	.....	415.48	7.68	423.16
165	Russell & Davis	N. P. 1713	.....	577.88	19.05	596.93
1967	St-Amour, J. S.	11-63	.....	132.30	5.33	137.63
	St-Amour, J. S.	11-81	.....	13.50	2.71	16.21

Rôle — Roll	Nom sur rôle — Name on roll	Lot	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais et intér. — Interest and costs	Total
2516	Scollie, Mme-Mrs. D.	782-285		$ 10.59	$ 1.09	$ 11.68
2576	Griffin, M. James	1781-2-3-4		238.30	18.63	256.93
2457	Chartrand, Arthur	782-315-316		271.69	19.27	290.96
227	Yok Hum Tommy	W. P. 738		355.38	27.53	382.91
3178	Bélanger, Lucien	2176-230		167.55	24.12	191.67
2874	Bélair, Adélard	Pt. 1763		176.92	9.64	186.56
796	Beaumont, Louis	630		204.34	15.88	220.22
753	Gavard, Henri	1596		13.78	0.74	14.52
1894	Grenier, Wilfrid	133-11		90.20	7.38	97.58
	Grenier, Wilfrid	149-11		18.49	1.95	20.44
3337	Guertin, P.-Émile	C. P. 2085		20.55	2.90	23.45
2057	Leblanc, Lorenzo	782-29		74.30	3.29	77.59
715	Mondoux, Guy, Ray	690		72.58	5.64	78.22
2455	St-Louis, J.-P.	782-318		12.57	1.95	14.52
2456	St-Louis, J.-P.	782-317		12.57	1.55	14.12
3245	Sullivan, J. L.	2176-123		101.23	13.90	115.13
3242	Sullivan, J. L.	2176-302		12.16	1.72	13.88
3243	Sullivan, J. L.	2176-303		12.16	1.72	13.88
3244	Sullivan, J. L.	2176-304		12.16	1.72	13.88
3421	Sullivan, J. L.	2176-306		21.31	2.91	24.22
3422	Sullivan, J. L.	2176-307		21.31	2.91	24.22
2046	Lortie, Lionel	14-782		87.40	5.43	92.83
3028	O'Leary, Isabelle	2025		299.96	17.46	317.42
3186	Sloan, Geneviève	238-2176		9.17	0.83	10.00

Donné sous mon sceau, à la ville d'Aylmer, ce 16e jour du mois d'août 1966.
(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
16371-34-2-o JEAN-PAUL QUÉRY.

Given under my hand and seal at the town of Aylmer, this 16th day of month of August, 1966.
(Seal) JEAN-PAUL QUÉRY,
16371-34-2-o *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 35

ACTION en séparation de biens — ***ACTION for Separation as to Property***

Baker *vs* Martel ... 4683

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1388 — Accessoires de mode, Ile de Montréal ... 4706
1388 — Fashion Accessories, Island of Montreal ... 4706
1389 — Construction, province ... 4709
1389 — Construction, Province ... 4709
1390 — Construction, région de Québec ... 4710
1390 — Construction, Quebec Region ... 4710
1392 — Construction, Québec ... 4710
1392 — Construction, Quebec ... 4710
1393 — Métal en feuilles ... 4710
1393 — Sheet Metal Industry ... 4710
1394 — Métal en feuilles, Ile de Montréal ... 4711
1394 — Sheet Metal Industry, Island of Montreal ... 4711
1395 — Coiffeurs pour hommes et dames, Victoriaville ... 4711
1395 — Barbers and Hairdressers, Victoriaville ... 4711

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association Coopérative Postale de Québec (L') (*Nom-Name ch.*) ... 4683
Magasin Co-op de Montmagny (*Nom-Name ch.*) ... 4683
Magasin Co-op de Palmarolle ... 4683

AVIS — ***NOTICES***

Chung, Yow wing (*Requête – Petition*) ... 4683
Krochmalnik, Albert (*Requête – Petition*) ... 4684
Latulippe, Gilles (*Requête-Petition*) ... 4684
Loukachevsky, Nicolas (*Requête – Petition*) ... 4684
Montréal, ville-city (*Rachat d'obligations – Redemption of bonds*) ... 4685
Shkurnik, Harry Ralph (*Requête – Petition*) ... 4684

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***COMPANIES Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Asconia Apartments Ltd. ... 4686
Bengol Ltd. ... 4687
Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal (The) ... 4687
Federation of Protestant Women Teachers of Greater Montreal (The) ... 4687
Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc. ... 4686
O. C. C. Realty Corp. ... 4686
Pants Limited ... 4686
St. Luke Towers Realty Inc. ... 4686
Yvel Jersey Manufacturing Ltd. ... 4686

Dissoutes *Dissolved*

Aiyentov Investment Co. Ltd. 4687
Belmar Mobile Homes Inc. 4688
Brookfield Corporation 4688
Ferme St-Gilles inc. 4687
Federated Yacht Sales Inc. 4688
Gagnon (J. Élie) ltée 4687
Glencrest Investment Corp. 4688
Golden Automotive Enterprises Inc. 4687
Litz, Inc. 4688
Taverne du Roi d'Ys inc. 4688
West-End Insurance Agencies Inc. 4688

Divers *Miscellaneous*

Burlap Industries Ltd. (*Dir.*) 4689
Campeau & Campeau Inc. (*Dist.-Actif-Assets*) 4690
Centre de service social du diocèse de Trois-Rivières, (*Dir.*) (*Règl.- By-laws*) 4689
Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. (*Règl.- By-laws*) 4690
Club nautique de St-Félicien inc. (Le) (*Règl.- By-laws*) 4690
Club nautique St-François inc. (*Dir.*) .. 4689
Club nautique St-François inc. (*Règl.- By-laws*) 4690
Compagnie de théâtre de l'Escale inc. (La) (*Dir.*) 4689
Crémerie Crête inc. (*Dir.*) 4690
Crémerie Crête inc. (*Dir.*) 4690
Crémerie Union, inc. (*Dir.*) 4691
Fishbien Bross. Inc. (*Dir.*) 4689
Hebdos de Langue Française du Canada (Les) (*Dir.*) 4691
Hebdos de Langue Française du Canada (Les) (*Règl.- By-laws*) 4690
Hudson Land Development Co. (*Dir.*) . 4691
International Accountants Society, Inc. (*Agent*) 4691
Lombard Power Equipment Limited (*Dir.*) 4690
Martin Food Service Inc. (*Dir.*) 4692
Quebec Federation of Protestant Home and School Associations (*Règl.-By-laws*) 4692
Rothstein (J.) Furs Co. 4692
Seaway Supply Corporation (*Dir.*) 4689
Service des Loisirs Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse (*Règl.-By-laws*) 4691

Lettres patentes *Letters Patent*

Accueil Sainte-Cécile inc. (L') 4640
Agences Fashion inc 4653
Ameublement Fuoco inc. 4640
Analyx Inc 4641
Association des camionneurs du comté de Nicolet inc. (L') 4641
Association des industriels de St-Romuald-d'Etchemin inc. (L') 4641
Association des propriétaires de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine inc. . 4642
Auto-Garde inc 4642
B. J. Lumber & Construction Ltd. 4642
Beaver Leasing Co. Ltd. 4643
Bourgeois (Marcel) inc. 4643
Boutique El Paso inc. (La) 4643
Brousseau & Grosso inc. 4644
C. B. T. Realties Inc 4644
Cafétéria Vilnard inc 4644
Canada distribution Forgues ltée. 4645
Catudal & Abelly Inc. 4645
Charbonneau Pattern Shop Inc 4645
Chic Boutique Liza inc. 4646
Chomedey Employment Service Ltd. 4646
Cité Sanitaire inc. 4646
Cloutier (Marc et Rémi) inc 4647
Club Québec-Caraïbes inc 4647
Club sportif St-Christophe inc 4647
Cohen (Eddy) Corporation 4647
Coleraine Asbestos Limited. 4648
Conseil Économique de Portneuf inc. ... 4648
Conseillers en placement Taylor ltée ... 4676
Construction Donald ltée. 4648
Corporation des loisirs de Saint-Zéphirin (La) 4649
Corps de cadets Gailuron inc. (Le) 4649
Digimac Electronics Ltd 4649
Diplomat Industries Ltd 4650
Distributeurs Rys ltée 4650
Dynamic Tool Corporation 4650
École de Montréal-est ltée. 4651
Édifices Ross inc 4651
Entreprises Bord de l'eau inc. (Les).... 4651
Entreprises Morissette et Fortier ltée Les) 4652
Entreprises Pomerleau-Roy inc. 4652
Équipements de sport Metro inc 4652
Exclusive Carpet Company Limited ... 4653
Fashion Agencies Inc 4653
Fils à coudre fins ltée 4653
Fine Threads Ltd 4653
Fleuriste Place Bonaventure inc 4654
Fleuriste Valois inc 4654
Fuoco Furniture Inc. 4640
Garage Vaugeois incorporé 4654
Gaspé Deanery Camp Association Inc. (The) 4655
Gaz Propane Richmond Inc 4655
Gerry's Snack Bar Inc 4655
GiGi Lounge Inc 4656
Golden Comb Inc 4669
Granurec ltée. 4656
Groleau (J.) & fils ltée 4656
Groupe des Espadons, inc 4656
Guidi ltée 4657
Hampstead Realties Inc. 4657
Hôtelleries d'Anjou inc. 4657
Hôtel Létourneau & Rancourt inc. 4658
Immeubles Sud inc. (Les) 4658
Imprimerie LeBond inc 4658
Imprimerie Rovancel inc. (L') 4659
Industries Diplomates ltée. 4650
Intérêts Roger Hénaire inc. (Les)..... 4659
Investissements Léon Lebrun inc. (Les). 4659
Investissements Val-Bec inc. (Les) 4660
Isojoint inc. 4660
Jeune Chambre de Duvernay 4660
K. P. Québec, inc 4661
Kelly (Michel) inc. 4661
Kenny-United Tours Ltd. 4661
Kent Photo Supplies Ltd. 4662
Kinsmen Club of Châteauguay Inc. (The) 4662
Laurin (R.) inc 4662
Légionnaires du Québec incorporée (Les) 4662
Legionnaires of Quebec Incorporated (The) 4663
Librairie Déom ltée. 4663
Little Princess Children's Wear Inc. 4664
Lower St. Lawrence Radio (1966) Inc.. 4672
Lustre-Tone Cleaners Ltd 4664
MacKean, Sachs & Associates Ltd 4664
Marlin Publishing Company Incorporated 4664
Matériaux Belles-Vues ltée 4665
Mekoos Fish & Game Club Inc 4665
Metro Sport Equipment Inc. 4652
Monsieur tapis inc. 4665
Multigest inc 4666
N. G. R. construction inc 4666
Napoli Restaurant Inc. 4666

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Niable Holding Society Inc. 4674
Nick The Greek Inc 4667
Normau inc 4667
North Shore Youth Area 4667
Novabec inc 4667
Olympic Plumbing & Heating Co. Inc. 4668
Orpheum Building Investments Ltd. 4668
O. T. J. Ste-Brigitte-de-Laval 4668
Papeterie Commerciale de Val d'Or inc. 4669
Peigne d'Or inc 4669
Pisciculture Laurentienne inc 4669
Place Bonaventure Florist Inc 4653
Plante automobile ltée 4670
Planteek Inc. 4670
Produits Cebo inc 4670
Protective Coverings Ltd. 4671
Proulx (G.) inc. 4671
Provost, Lavigne & associés inc. 4671
Radio du Bas St-Laurent (1966) inc. (La) 4672
Résidence Angelica inc. 4672
St-Amour transport ltée. 4672
St. Leonard Automotive Co. Ltd 4673
Salle de quilles Aylwin inc. 4673
Salon de l'automobile Provincial inc. (Le) 4673
Seventh Estate Incorporated (The) 4673
Shel-Mark Investment Corp 4674
Sherrington transport inc. 4674
Société de gestion Niable inc. (La) 4674
Société d'investissements Inter-Urbains inc. (La) 4675
Société foncière d'investissement inc. 4675
South Auto Body Inc. 4675
South Realties Inc. 4658
Super Marché Marcel Beaulieu inc. 4676
Taverne Valois inc 4676
Taylor Investment Counselling Ltd. 4676
Thibault (Jacqueline) inc. 4677
Transacto inc. 4677
Trois-Rivières Bearing Service Limited 4677
Val d'Or Commercial Stationery Inc. 4669
Valois Florist Inc. 4654
Gilles Voyer ltée 4678
1000 King est inc. 4678

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Anglo French Investments (1966) Corporation 4678
Capital Wire Cloth Eastern Limitee 4678
Cardinal Enterprises Ltd. 4679
Compagnie de distribution Monroe limitée 4680
Corporation hypothécaire Marcil 4680
Evertex Ltd 4679
Executive Development Institute (The) 4679
Giles Publishing Inc. 4681
Guilde familiale du Domaine St- Sulpice (La) 4679
Hampshire Hall Clothes Inc 4679
Industries St-Flavien ltée 4680
Institut de perfectionnement des cadres administratifs (L') 4679
Jeune-Elle Inc. 4680
Lightsteel-Gero Limited 4680
Marcil Mortgage Corporation 4680
Monroe Distributing Company Limited 4680
Par-Lal Investments Ltd. 4681
Progress Brand Clothes Inc. 4681
Publications Giles inc. (Les) 4681
Queen Children's Wear & Sportswear Ltd. 4681
Richard (A.) Limited 4681
Richard (A.) limitée 4681
Rocwall du Québec ltée 4682
Rocwall of Quebec Ltd. 4682
Service de radiologie Grenet inc 4682
Stenocord Company Limited 4682
Théâtre populaire du Québec 4682
Voyages & Tourisme de Québec inc. 4682

Sièges sociaux *Head Offices*

B. M. Plumbing Inc. 4693
Bélanger & Fils Inc. 4693
Bouvrette (Pat) & fils inc. 4692
Catudal & Abelly Inc. 4693
Couturier (Jacques) Inc. 4693
Entreprises G. B. R. limitée 4692
Ferro Metal Ltd. 4692
Hebdos de Langue Française du Canada (Les) 4691
Ouimet (Suzanne) Investments Inc. 4692
Placements Suzanne Ouimet Inc. 4692
Plomberie B. M. Inc. 4693
Vachon Corporation Limitée 4694
Vallée (J. C.) Inc. 4693
Waterman Canada Inc. 4694

DEMANDE à la Législature *APPLICATION to Legislature*

St-Félix de Cap Rouge, par. 4694

LIQUIDATION avis de *WINDING up Notices*

Berthel (J. D.) ltée 4694

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

St-Joachim-de-Tourelle, par. (*Publ.*) 4695

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Marston, (*Dem.– Appl.*) 4695
Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, (*Dem.– Appl.*) 4695

Finances *Finances*

Assurances: *Insurance:*

American Reciprocal Insurers 4695
Canadian Reciprocal Insurers 4697
Commerce and Industry Insurance Company of Canada 4697
Swiss Reinsurance Company 4696
Vigilant Insurance Company 4696
Waterloo Mutual Insurance Company (The) 4696

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 4698
Shell fishing notices 4698

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Laprairie-de-la-Madeleine, par. 4699
Montréal, par. 4698
Pointe-Claire, par. 4699
Pointe-Claire, par. 4699
St-Alexis, par. 4699
St-Dunstan du Lac Beauport, par. 4698

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Automobile, Rouyn-Noranda (*Appr.*) .. 4706
Bread Distributors, Montréal, (*Amend.*) 4699
Construction, Chicoutimi, (*Mod.-Amend.*) .. 4705
Distributeurs de pain, Montréal (*Mod.*) 4699
Plombiers, Trois-Rivières, (*Avis*) .. 4701
Plumbers, Trois-Rivières, (*Notice*) .. 4701

Voirie *Road*

Entretien de routes discontinué .. 4714
Maintenance of roads discontinued .. 4714

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Présidents d'élection .. 4715
Returning-Officers .. 4715

SOUMISSIONS *TENDERS*

Châteauguay, c.s.-s.c. .. 4718
Jacques-Cartier, cité-city .. 4721
Lotbinière, village .. 4717
Matane, ville-town .. 4715
Sillery, cité-city .. 4716
Vieilles-Forges, c.s.r.-r.s.b. .. 4720

SYNDICATS professionnels *SYNDICATES Professional*

Association des employés de Altruck limitée (*Const.-Inc.*) .. 4723
Association des employés de Jace Tapes Inc. (F. C. A. I.) (*Const.-Inc.*) .. 4724
Association des propriétaires de camions du comté de Drummond inc. (*Const.-Inc.*) .. 4722
Association patronale unie des coiffeurs pour dame de Montréal (L') (*Const.*) 4723
Syndicat des propriétaires de porcs de l'Estrie (U. C. C.) (*Const.-Inc.*) .. 4723
Syndicat des propriétaire de volailles du Saguenay – Lac St-Jean (*Const.-Inc.*) .. 4723
United Employers Ladies' Hairdressers Association of Montreal (Inc.) .. 4723

VENTES *SALES*

Licitation *Licitation*

Fortin (Gemma) *et al* .. 4724
Parthenais, *alias* Pappas *vs* Parthenais, *alias* Pappas .. 4725

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bélanger .. 4725
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Godbout .. 4726
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bélanger .. 4725
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Godbout .. 4726

Arthabaska *Arthabaska*

Dionne *vs* Lemay *et al* .. 4727
Victoriaville, c.s.-s.c. *vs* Ouellette .. 4727

Beauce *Beauce*

Municipal Mortgage Corporation Ltd. *vs* Gilbert .. 4728

Beauharnois *Beauharnois*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Favreau .. 4729
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Favreau .. 4729

Hauterive *Hauterive*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Boudreault .. 4729
Ideal Stainless Steel Inc. *vs* Gendron .. 4729
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Boudreault .. 4729

Joliette *Joliette*

Coutu *vs* Camping St- Ignace Inc .. 4732
Klein & Shiller Inc. *et al*, *vs* Arès Inc .. 4731
Klein & Shiller Inc. *et al*, *vs* Arès Inc .. 4731
Klein & Shiller Inc. *et al*, *vs* Arès Inc .. 4732
Union Finance Company Limited *vs* Dawe .. 4730

Kamouraska *Kamouraska*

Landry *vs* Martin .. 4733

Montréal *Montréal*

Niagara Mortgage & Loan Company Limited *vs* Regnier *et vir* .. 4734
Rice *vs* Ducharme .. 4734
Vigneault Electric Inc. *vs* Les Entreprises B. G. R. Inc. .. 4733

Rimouski *Rimouski*

Caisse Populaire de Rimouski (La) *vs* Gagné .. 4735
Coulombe (J. F.) & Compagnie Ltée *vs* Ouellet .. 4736
Office du Crédit Agricle du Québec (L') *vs* Arsenault .. 4735
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Arsenault .. 4735

Saint-Hyacinthe *Saint-Hyacinthe*

Gélinas *vs* Hamel .. 4736
St-Césaire, c.s.-s.c. *vs* Dubuc .. 4737

Saint-Maurice *Saint-Maurice*

Caisse Populaire de Shawinigan (La) *vs* Garneau .. 4737

Terrebonne *Terrebonne*

Klein & Shiller Inc. *vs* Arès Inc .. 4738
Playfair Investment & Finance Co. *vs* Labonté .. 4739

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Clément & Frère Ltée *vs* Trudel .. 4740

Taxes *Taxes*

Aylmer, ville town .. 4740

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.